

#12

ÉTÉ
AUTOMNE

2019

3,00 €



The Progressive Post

JUSTICE SOCIALE, FISCALE ET CLIMATIQUE: le clivage droite-gauche toujours d'actualité!

Avec les
contributions de :

Laurent Berger
Włodzimierz Cimoszewicz
Wolfgang Engler
Geert Mak
Luuk van Middelaar
Frances O'Grady
David Sassoli
Maria Skóra
Joseph Stiglitz
...

COUVERTURE SPÉCIALE
ELECTIONS EUROPÉENNES 2019
LES ENSEIGNEMENTS À TIRER

L'AVENIR DE LA GAUCHE

30 ans après la chute
du mur de Berlin

ÉCONOMIE

L'avenir : une semaine
de travail de 4 jours

SOCIAL

Infrastructures sociales:
il est urgent d'investir

DEMOCRATIE

Le pouvoir au peuple : budget
participatif et démocratie directe

ENVIRONNEMENT

Réglementer l'utilisation
des pesticides

MONDE

La maîtrise des armements
nucléaires à l'ère Trump

The Progressive Post

Les Européens partagent une histoire et un avenir communs,
mais leurs idées et idéaux ont besoin de trouver un espace public.

The Progressive Post

Le magazine d'opinion progressiste Européen
qui rassemble des experts de renommée mondiale,
pour offrir une plateforme informant le public
sur les problèmes auxquels l'Europe est confrontée aujourd'hui.

Retrouvez-nous sur progressivepost.eu et sur Twitter @FEPS-Europe

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



DIRECTEUR DE PUBLICATION

László Andor

RÉDACTEUR EN CHEF

Alain Bloëdt

RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT

Olaf Bruns

EDITEURS

Karine Jehelmann

COMITÉ ÉDITORIAL

Ania Skrzypek, David Rinaldi, Vassilis Ntousas, Maria Freitas, Hedwig Giusto,

Charlotte Billingham, Laetitia Thissen, Justin Nogarède

TRADUCTEURS

Nicky Robinson, Amandine Gillet, Alice da Costa Pereira, Louise Hanzlik, Stéphanie Bessalem

RELECTURE

Louise Hanzlik, Stéphanie Bessalem

A LIRE - critique de livres par François Segers, Olaf Bruns, Karine Jehelmann,

Mafalda Dâmaso, Ania Skrzypek

COORDINATION & GRAPHISME

Triptyque

ILLUSTRATION DE COUVERTURE

Peter Willems - Vec-Star

CRÉDITS PHOTO

Shutterstock, The EU's Audiovisual Media Services

DROITS D'AUTEURS

© FEPS – Fondation européenne d'études progressistes

N°12 - Eté Automne 2019

ISSN 2506-7664



Justice sociale, fiscale et climatique: le clivage droite-gauche toujours d'actualité!

*par Maria Joao Rodrigues,
Présidente de la FEPS*

Le projet européen ne peut avoir un avenir que s'il parvient à surmonter le statu quo imposé par les conservateurs et les néolibéraux, et s'il refuse de tomber dans le piège des national-populistes. Il ne sera possible de reprendre le contrôle sur nos vies à l'ère de la mondialisation que si nous nous battons pour la justice sociale, fiscale et climatique, et si nous reconstruisons la souveraineté démocratique à tous les niveaux, du niveau local aux niveaux national et international, et surtout au niveau européen.

Dans le même temps, le programme social-démocrate ne peut plus être mis en œuvre dans les limites des frontières nationales. Pour un système de protection sociale plus équitable, à l'ère de la transition énergétique et de la transformation numérique, nous devons mettre au point des politiques de réglementation, de redistribution et de taxation mieux coordonnées au niveau européen. C'est pourquoi nous devons résolument mener le débat de la justice sociale, fiscale et climatique !

Nous devons nous appuyer sur le message encourageant des récentes élections européennes en faveur de l'action pour le climat, d'une plus grande équité sociale et fiscale et de la démocratie pour définir le point de départ et l'orientation de la nouvelle législature dans l'Union européenne. Des combats politiques essentiels sur la manière de diriger l'UE sont et seront menés: la stratégie de croissance pour les dix prochaines années, sa traduction en un programme financier pluriannuel, la nouvelle stratégie globale de l'UE, la gestion du Brexit ou les implications de l'absence de Brexit, les choix d'élargissement, le partenariat avec l'Afrique, la politique migratoire européenne, les différents moyens d'approfondir l'intégration européenne en matière de défense, la zone euro, la fiscalité, ou encore la dimension sociale.

Dans ce contexte, certaines priorités doivent se voir accorder une attention particulière dans la préparation du programme de l'UE pour les cinq prochaines années:

- Placer l'Europe à l'avant-garde d'une transition écologique et juste, conformément aux objectifs de développement durable
- Définir la manière dont l'Europe dirigera la révolution numérique
- Refondre le système éducatif pour préparer les citoyens à l'ère du numérique
- Développer le socle social européen pour lutter contre les nouvelles et les anciennes inégalités et pour augmenter les investissements sociaux
- Remodeler les systèmes financiers et fiscaux à l'appui de cette grande transformation
- Adopter un budget européen pour se préparer à l'avenir et promouvoir une cohésion économique et sociale ascendante, notamment dans la zone euro
- Élaborer une politique migratoire européenne
- Organiser un partenariat à long terme avec l'Afrique en faveur de la coopération et du développement
- Actualiser la stratégie globale de l'UE pour renforcer le multilatéralisme et affirmer nos valeurs
- Défendre une Europe féministe pour changer la donne à tous les niveaux du système politique: local, régional, national et européen
- Faire des aspirations des jeunes générations notre principale boussole pour naviguer en eaux troubles

#12 Table des matières

COUVERTURE SPÉCIALE



Élections européennes 2019 - Les enseignements à tirer

- P.7** La gouvernance de l'Union Européenne dans la nouvelle législature par Enrique Barón Crespo
- P.9** Faire du Parlement Européen le garant de l'indépendance des citoyens par David Maria Sassoli
- P.12** "La question à se poser sur l'Europe est la suivante: pourra-t-on réparer le navire au beau milieu de la tempête?"
Un entretien avec Geert Mak, réalisé par Olaf Bruns
- P.15** House of cards "Version Européenne"
par Alain Bloëdt
- P.18** Suède: un exemple de la puissance retrouvée des sociaux-démocrates nordiques par Håkan A Bengtsson
- P.21** Le moteur ibérique de la social-démocratie européenne
par Javi López
- P.23** V4 post EP2019: un verre à moitié vide et à moitié plein
par Maria Skóra
- P.25** "L'approche technocrate n'est plus crédible"
Un entretien avec Luuk van Middelaar, réalisé par Olaf Bruns
- P.28** Les jeunes s'intéressent aussi aux grands enjeux
par Maj Jensen Christensen



- P.32** Élections européennes: un pas en avant pour les droits des femmes par Zita Gurmai
- P.34** Sortir du marasme
par László Andor

DÉBATS



L'AVENIR DE LA GAUCHE

30 ans après la chute du mur de Berlin

- P.36** "Dix ans avant la chute du mur de Berlin, l'État-providence avait commencé à se détériorer avec le tournant néolibéral."
Un entretien avec Wolfgang Engler, réalisé par Olaf Bruns
- P.39** Les impacts sociaux de la transition Europe orientale: la transition à l'origine de crises multiples
par Mitchell A Orenstein
- P.39** La démocratie hongroise – de première de la classe à mauvaise élève ?
par Péter Niedermüller
- P.40** De l'ouverture d'une société à son repli
par Włodzimierz Cimoszewicz



DÉBATS

ÉCONOMIE

L'avenir: une semaine de travail de 4 jours

- P.42** Poursuivre le combat pour une réduction du temps de travail par Frances O'Grady
- P.44** Vers une semaine de 4 jours
- P.46** Il est temps de passer à une semaine de 4 jours de travail ! par Aidan Harper

SOCIAL

Infrastructures sociales: il est urgent d'investir

- P.48** Augmenter les investissements innovants à long terme dans les infrastructures sociales. Une piste pour moderniser les modèles sociaux en Europe par Lieve Fransen
- P.51** Des investissements sociaux au service du plein épanouissement de la dignité humaine par Giuseppe Provenzano et Andrea Ciarini
- P.54** Investissements sociaux: si pas maintenant, quand ? par Anton Hemerijck et Robin Huguenot-Noel

DÉMOCRATIE

Le pouvoir au peuple: budget participatif et démocratie directe

- P.58** Lisbonne: une décennie de budget participatif par Miguel Silva Graça
- P.59** Grenoble: Initiative et référendum dans un contexte hostile par Raul Magni Berton
- P.60** Renforcer la démocratie en s'inspirant d'autres continents par Giovanni Allegretti
- P.62** Les effets empiriques de la démocratie directe par Stefan Voigt



- P.64** Une démocratie directe pour renforcer le parlementarisme et le débat public par Ralf-Uwe Beck



ENVIRONNEMENT

Réglementer l'utilisation des pesticides

- P.65** Pesticides: Une prise de conscience suffisante? par Karine Jehelmann
- P.66** Pesticides: une réglementation déconnectée des enjeux environnementaux par François Veillerette

MONDE

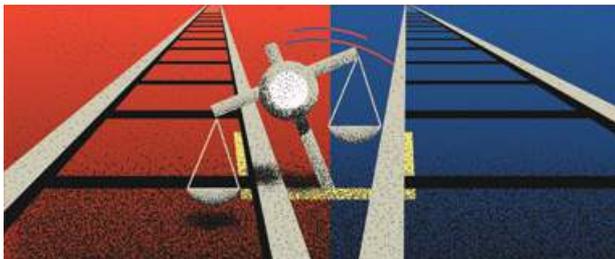
La maîtrise des armements nucléaires à l'ère Trump

- P.68** L'UE et l'écartement du spectre de la prolifération nucléaire par Glyn Ford
- P.70** L'Europe doit défendre ses intérêts en matière de sécurité par Leo Hoffmann-Axthelm
- P.72** Armes nucléaires: préserver un système international encadré par Kate Hudson
- P.72** Sauver le désarmement nucléaire à l'ère de Donald Trump par Adriano Iaria



#12 Table des matières

FOCUS



**Justice sociale, fiscale et climatique:
le clivage droite-gauche toujours d'actualité!**

- P.73** L'opposition trompeuse entre nationalistes et progressistes
par Anne-Claire Defossez et Didier Fassin
- P.76** Horizons et lignes de démarcation: quels sont les clivages pertinents pour les prochains combats politiques?
par Ania Skrzypek

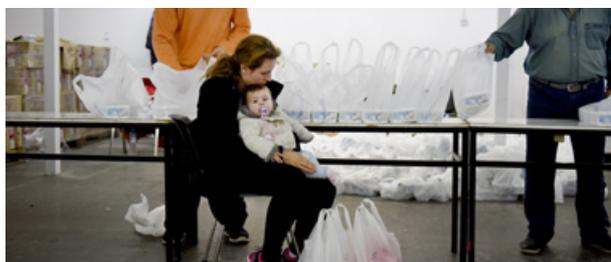


- P.78** Défendre le progressisme: combattre pour une société plus égalitaire par Patrick Diamond
- P.80** Mettre fin aux inégalités avant qu'il ne soit trop tard
par Marissa Ryan
- P.83** Freins à l'endettement: le comble de l'étroitesse de l'esprit politique par Heinz-Josef Bontrup
- P.86** Crise de la zone euro: un accident inévitable
par George Papaconstantinou
- P.88** Contre la triple injustice du changement climatique, la nouvelle mission du Parlement européen
par Celine Charveriat

- P.90** Le temps du changement systémique est arrivé
par Saïd El-Khadraoui
- P.92** Injustice fiscale mondiale: Des solutions?
par Antonio Gambini



- P.96** La réforme de la politique fiscale: un combat européen !
par Joseph Stiglitz, Margit Schratzenstaller et David Rinaldi
- P.100** Irlande: Pourquoi la politique de faible imposition a-t-elle survécu si longtemps?
par David Jacobson
- P.102** Renforcer les politiques sociales pour contrer les nationalistes
Un entretien avec Laurent Berger, réalisé par Alain Bloëdt



INSPIRATION

- P.106** À LIRE
- P.108** À PENSER
- P.109** À VOIR

Les contributeurs du Progressive Post - #12



Maria J. Rodrigues
page 1



Enrique Barón Crespo
page 7



David Maria Sassoli
page 9



Geert Mak
page 12



Alain Bloëdt
page 15



Håkan A Bengtsson
page 18



Javi López
page 21



Maria Skóra
page 23



Luuk van Middelaar
page 25



Maj J. Christensen
page 28



Zita Gurmai
page 32



László Andor
page 34



Wolfgang Engler
page 36



Mitchell A Orenstein
page 39



Péter Niedermüller
page 39



Włodzimierz Cimoszewicz
page 40



Frances O'Grady
page 42



Aidan Harper
page 46



Lieve Franssen
page 48



Giuseppe Provenzano
page 51



Andrea Ciarini
page 51



Anton Hemerijck
page 55



Robin Huguenot-Noel
page 55



Miguel Silva Graça
page 58



Raul Magni Berton
page 59

Les contributeurs du Progressive Post Progressive Post - #12



Giovanni Allegretti
page 60



Stefan Voigt
page 62



Ralf-Uwe Beck
page 64



François Veillerette
page 66



Glyn Ford
page 68



Leo Hoffmann-Axthelm
page 70



Kate Hudson
page 72



Adriano Iaria
page 72



Didier Fassin
page 73



Anne-Claire Defossez
page 73



Ania Skrzypek
page 76



Patrick Diamond
page 78



Marissa Ryan
page 80



Heinz-Josef Bontrup
page 83



George Papaconstantinou
page 86



Celine Charveriat
page 88



Saïd El-Khadraoui
page 90



Antonio Gambini
page 92



Joseph Stiglitz
page 96



Margit Schratzenstaller
page 96



David Rinaldi
page 96



David Jacobson
page 100



Laurent Berger
page 102



| Le 10 juillet 2019 à Bruxelles: la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen – alors toujours candidate – longuement interrogée par les membres du groupe S&D au Parlement européen, sous la direction d'Iratxe García.

LA GOUVERNANCE DE L'UNION EUROPÉENNE DANS LA NOUVELLE LÉGISLATURE

par Enrique Barón Crespo

Les élections de 2019 au Parlement européen (PE) ont abouti à un nouveau cadre politico-administratif dans l'Union européenne, avec une foule de nouvelles personnalités aux postes clés du triangle institutionnel (Parlement, Commission et Conseil), sans oublier la succession annoncée à la tête de la Banque centrale européenne à la fin de l'année.

Le premier élément frappant de ces élections est l'augmentation du taux de participation d'environ 10 %. Les citoyens ont montré qu'ils étaient de plus en plus conscients du poids de l'UE dans l'espace politique. Nous assistons à la consolidation de l'UE sous la forme d'une société civile partagée, fondée sur la monnaie unique et la citoyenneté européenne, autant d'étapes vers la création d'un véritable demos européen. L'euro n'a pas été un enjeu de la campagne, car il est largement accepté, et la participation des Britanniques aux élections européennes traduit notre engagement commun en faveur de la démocratie et de ses valeurs.

Le second élément est que dans la confrontation entre les partisans de l'Union européenne et ses détracteurs, on observe une très large majorité de forces pro-européennes qui ont élu David Sassoli en tant que président du Parlement européen. On assiste par ailleurs à un nouvel élan ibérique et à l'émergence d'un meilleur équilibre entre les sexes, qui se reflètent dans l'élection d'Iratxe Garcia à la tête du parti S&D. Le spectre d'une vague nationaliste et populiste qui aurait démantelé l'UE s'est éloigné, même si nous ne devrions pas sous-estimer sa capacité destructrice.

Le système des Spitzenkandidaten, qui veut que seul l'un des grands candidats des familles politiques européennes ayant fait campagne lors des élections puisse être élu président de la Commission, n'est pas encore bien établi. Dans une démocratie parlementaire, le principal candidat à l'investiture émerge du premier groupe politique, mais seulement s'il a rallié derrière lui une coalition capable de former une majorité.

Le lien entre les élections au Parlement et l'élection du président de la Commission a été introduit dans le Traité de Maastricht, et il a été renforcé dans les traités suivants. Le Conseil européen, en tenant compte du résultat des élections au PE et statuant à la majorité qualifiée, propose un candidat au poste de président de la Commission. Il ne peut ignorer les résultats des élections. La tension entre les deux sources de légitimité politique – le vote direct des citoyens au PE et l'élection de leurs chefs d'État et de gouvernement nationaux, qui sont membres du Conseil européen – constitue une part importante du mécanisme de contre-pouvoirs de notre système. Il faut à présent réfléchir à la manière d'élaborer des conventions constitutionnelles ouvrant la voie à un système plus démocratique et efficace.

Il est essentiel d'envisager la création d'un droit électoral européen prévoyant un droit d'initiative pour le PE et le renforcement des partis politiques européens en

tant qu'organes transnationaux. Des listes transnationales pourraient faire partie de ce nouveau système.

Le groupe socialiste a débattu d'un programme progressiste pour la prochaine Commission avec Ursula von der Leyen, la nouvelle présidente de la Commission. Sa lettre à la présidente du groupe S&D, Mme Garcia, reflète son engagement et les grandes priorités de son programme:

- Une Europe neutre pour le climat, avec une réduction des émissions de CO2 de plus de 50 % à l'horizon 2030
- Une Europe plus prospère, avec des emplois de qualité, en particulier pour les jeunes, un salaire minimum, un système européen d'indemnités de chômage
- L'achèvement de l'Union bancaire, en tenant compte des objectifs de développement de l'ONU
- Une Europe sociale, équitable et égale, avec la pleine mise en œuvre des droits sociaux (salaire minimum équitable, garantie européenne pour l'enfance)
- Une stratégie européenne en faveur de l'égalité des sexes, assortie d'une obligation de salaires égaux et de mesures de lutte contre la violence fondée sur le genre
- L'imposition des grandes entreprises et la consolidation d'une assiette commune pour l'impôt des entreprises
- Le respect de l'État de droit
- Un nouveau départ sur les migrations, avec un nouveau pacte sur la migration et l'asile, ainsi qu'un nouveau mode de partage des charges et la progression vers des migrations légales, la mise en place de frontières européennes solides, avec un système commun de recherche et sauvetage, et

le démantèlement du crime organisé et des trafics

- Un programme commercial ouvert et équitable
- Une nouvelle politique de voisinage
- Une conférence sur l'avenir de l'Europe abordant des questions clés: le droit d'initiative pour le PE, le pouvoir de co-décision sans question soumise à l'unanimité et des votes à la majorité pour les affaires extérieures, de sorte à renforcer la méthode communautaire
- Et enfin: notre relation future avec la Grande-Bretagne

Dans tous ces domaines, le nouveau PE doit développer et renforcer son rôle de co-législateur, en particulier pour ce qui est de la fiscalité et des pouvoirs budgétaires, en vue de consolider la méthode communautaire. Il faut élargir la sphère de co-décision et lutter contre les droits de veto des États membres, tout en veillant à ce que le PE soit le forum public politique de l'UE. Il s'agirait là d'un pas décisif vers la construction d'une Union encore plus cohésive entre les peuples d'Europe, sous la forme d'une démocratie dynamique.



> AUTEUR

Enrique Barón Crespo a été président du Parlement européen de 1989 à 1992. Homme politique, économiste et avocat, il a été membre du Parlement européen pour le groupe du parti des socialistes européens jusqu'en 2009.



| Le 3 juillet 2019, élection du nouveau président du Parlement européen, David Sassoli, à Bruxelles.

FAIRE DU PARLEMENT EUROPÉEN LE GARANT DE L'INDÉPENDANCE DES CITOYENS

par David Maria Sassoli

Nous vivons des changements historiques: le chômage des jeunes, les migrations, le changement climatique, la révolution numérique et les nouveaux équilibres mondiaux sont autant d'enjeux exigeant de nouvelles idées et du courage pour allier une grande sagesse à un maximum d'audace. Mais pour relever ces défis, nous avons également besoin d'institutions, parmi lesquelles le Parlement européen. Le nouveau président du Parlement européen, David Sassoli, explique "qu'au cours de la législation qui commence, les procédures devront être renforcées, de sorte à faire du Parlement l'acteur principal d'une démocratie européenne pleinement épanouie".



Nous devons retrouver l'esprit de Ventotene et l'élan pionnier des pères fondateurs qui sont parvenus à mettre de côté les hostilités de la guerre et à surmonter les échecs du nationalisme pour nous donner un projet capable d'allier paix, démocratie, droits, développement et égalité. Ces derniers mois, trop nombreux sont ceux qui ont misé sur le déclin de ce projet, alimentant des divisions et des conflits qui nous ont tristement rappelé notre histoire. Mais les citoyens ont montré qu'ils croyaient toujours en ce projet extraordinaire, le seul capable de répondre aux défis mondiaux que nous connaissons.

Nous devons avoir la force de relancer notre processus d'intégration. Nous devons transformer l'Union, de sorte qu'elle puisse mieux répondre aux besoins des citoyens et apporter une véritable réponse à leurs préoccupations et à leur sentiment croissant de désarroi. Il nous faut défendre et promouvoir nos valeurs fondamentales de liberté, dignité et solidarité, chaque jour, au sein et en dehors de l'UE.

Le @Europarl_FR dans la prochaine législature: revenir aux valeurs des pères fondateurs ! David Sassoli, le nouveau @EP_President



Nous pensons souvent au monde dans lequel nous vivons, aux libertés dont nous jouissons. Mais il faut se le dire – étant donné que les autres à l'Est ou à l'Ouest, ou encore au Sud, peinent à le reconnaître – que tant de choses nous rendent différents, pas meilleurs, simplement différents, et que nous, Européens, sommes fiers de notre diversité.

Répetons-le, afin qu'il soit clair aux yeux de tous qu'aucun gouvernement en Europe ne peut tuer, que c'est au regard du respect de la valeur des personnes et de leur dignité que nous jugeons nos politiques. Répétons que personne en Europe ne peut faire taire des opposants, que nos gouvernements et les institutions européennes qui les représentent sont le résultat de la démocratie et d'élections libres. Répétons que personne ne peut être condamné pour ses croyances religieuses, politiques ou philosophiques. Qu'ici, en Europe, les filles et les garçons peuvent voyager, étudier et s'aimer sans contraintes. Répétons qu'aucun Européen ne peut être humilié ou marginalisé en raison de son orientation sexuelle. Qu'en Europe, de différentes façons, la protection sociale fait partie de notre identité. Répétons que la défense de la vie de quiconque qui est en danger est un devoir consacré dans nos traités et dans les conventions internationales que nous avons signés.

Notre économie de marché sociale doit être relancée. Nos règles économiques doivent être en mesure de combiner croissance,

protection sociale et respect de l'environnement. Nous devons nous équiper des instruments adéquats pour combattre la pauvreté, donner des perspectives d'avenir aux jeunes, relancer les investissements durables et renforcer le processus de convergence entre nos régions et territoires.

La révolution numérique bouleverse nos styles de vie, ainsi que nos modes de production et de consommation. Nous avons besoin de règles qui permettent à la fois de favoriser les progrès technologiques, de développer les entreprises et de protéger les travailleurs et l'ensemble des citoyens.

Le changement climatique nous expose à d'énormes risques. Nous avons besoin d'investissements dans les technologies propres pour répondre aux millions de jeunes qui sont descendus dans les rues, dont certains sont même venus jusqu'à nous, au Parlement, pour nous rappeler qu'il n'y avait pas de planète de rechange. Nous devons aussi travailler à une plus grande égalité entre les sexes et au renforcement constant du rôle des femmes dans les hautes sphères de la politique, de l'économie et des affaires sociales.

Nous, en tant qu'Union européenne, ne sommes pas un accident de l'histoire. Nous sommes les enfants et les petits-enfants de ceux qui ont trouvé l'antidote à cette dégénérescence nationaliste qui a empoisonné notre histoire. Si nous sommes Européens,



c'est aussi parce que nous aimons nos différents pays. Mais le nationalisme qui devient idéologie et idolâtrie produit des virus qui attisent des instincts de supériorité et génèrent des conflits destructeurs.

Nous avons besoin d'une vision, et donc de la politique. Nous avons besoin de partis européens de plus en plus à même de constituer l'épine dorsale de notre démocratie. Mais nous devons les doter de nouveaux outils. Ceux dont nous disposons actuellement sont insuffisants. Au cours de cette législature, nous devons renforcer les procédures, de sorte à faire du Parlement l'acteur principal d'une démocratie européenne pleinement épanouie.

Mais nous ne partons pas de zéro, nous ne venons pas de nulle part. L'Europe s'appuie sur ses institutions qui, bien qu'imparfaites et devant être réformées, garantissent le respect de nos libertés et notre indépendance. Forts de nos institutions, nous pourrions faire face à tous ceux qui sont déterminés à nous diviser. Le Parlement européen sera le garant de l'indépendance des citoyens européens ! C'est pourquoi nous avons besoin de réformes, de plus de transparence et d'innovation.

Faire du @Europarl_FR l'acteur principal d'une démocratie européenne pleinement épanouie – David Sassoli, le nouveau @EP_President



> AUTEUR

David Maria Sassoli est le nouveau président du Parlement européen, membre du groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S & D) et du Partito Democratico (PD) en Italie. Il est aussi un ancien journaliste.



“La question à se poser sur l’Europe est la suivante: pourra-t-on réparer le navire au beau milieu de la tempête ?”

Un entretien avec **Geert Mak**, réalisé par **Olaf Bruns**

Geert Mak est un historien et écrivain autodidacte. Il est l’un des auteurs de littérature non romanesque les plus lus aux Pays-Bas. Ses livres sont traduits en plus de vingt langues. Il a notamment écrit *Voyage d’un Européen à travers le XXe siècle*, un chef-d’œuvre sur l’histoire de l’Europe au siècle dernier. Il a remporté de nombreux prix aux Pays-Bas et ailleurs.

*Une façon de donner du sens aux récentes élections européennes consiste à les replacer dans une perspective historique. Geert Mak a étudié les changements sociaux au XXe siècle, et ce à différents niveaux: un village dans la Frise au nord des Pays-Bas, une grande ville – Amsterdam –, mais surtout, pour l’écriture de son chef-d’œuvre *Voyage d’un Européen à travers le XXe siècle*, il a sillonné le continent pendant toute l’année 1999, afin d’enquêter dans les endroits qui ont marqué l’histoire du siècle dernier, se livrant à ce qui s’apparente à « une dernière inspection du XXe siècle ». Vingt ans plus tard, nous sommes bien avancés dans le XXIe siècle – une raison suffisante pour cet historien de se livrer à une première analyse.*

Progressive Post: *Quelle est la chose qui vous a le plus surpris lors des récentes élections ?*

Geert Mak: J’ai été très heureux que les citoyens aient été si nombreux à se rendre aux urnes ! On a assisté au début d’un véritable engouement pour la politique européenne. C’est un réel tournant, car le taux de participation était en baisse depuis très longtemps. Ce printemps, les citoyens se sont soudainement fort intéressés à la politique et ils ont participé aux débats. On aurait dit qu’il y avait une sorte de « Coffee House européen ».

PP: *Qu’est-ce qui a suscité cet intérêt soudain, ou l’émergence de ce « Coffee House européen » ?*

GM: Nous, les Européens, avons enchaîné les crises ces dix dernières années. Peut-être que beaucoup de gens ont réalisé qu’il ne s’agissait plus de problèmes nationaux, mais bien de problèmes européens.

PP: *L’une des premières destinations de votre voyage en 1999 a été Paris, où vous avez marché sur les traces du Paris du début du XXe siècle: un lieu d’ouverture mais aussi un lieu où règne l’antisémitisme. Lorsque vous arrivez en France après ces élections européennes récentes, vous arrivez dans un pays où un parti d’extrême droite est devenu le premier parti. Y voyez-vous une continuité historique ?*





| Nous vivons à une époque où tout évolue à une vitesse folle et les gens ne peuvent pas suivre. C'est ce qui cause une sorte de « traumatisme culturel », et ce phénomène ne s'observe pas uniquement dans les villes minières ou les villes où les mines ont soudainement fermé.



“
Ce printemps, les citoyens se sont soudainement intéressés à la politique et ils ont participé aux débats. On aurait dit qu'il y avait une sorte de « Coffee House européen ».
 ”

GM: Il existe en France, mais aussi en Pologne et en Hongrie, une tradition anti-sémite très forte. L'Europe est hantée par de nombreux fantômes. Ils se cachent parfois pendant une décennie, voire plusieurs, avant de réapparaître.

PP: *Qu'est-ce qui, selon vous, fait disparaître puis réapparaître ces fantômes ?*

GM: L'héritage de la Seconde Guerre mondiale est un point important. Pour notre génération, la Seconde Guerre mondiale a toujours été là, souvent silencieuse, mais nos familles en ont souffert. Pour les jeunes générations, ce spectre s'éloigne de plus en plus. Et c'est une bonne chose aussi: c'est la paix ! La Seconde Guerre mondiale a donné aux responsables politiques le courage de voir plus loin, ce qui a permis l'émergence de l'Union européenne. Ce fut difficile, mais c'est ce que souhaitait la population, car elle ne voulait plus jamais connaître la guerre.

J'ai connu personnellement certains de ces vieux hommes d'État, des hommes qui ne pleuraient jamais, mais qui versaient une larme en évoquant les débuts de l'Union européenne.

PP: *Les principaux enseignements à tirer de l'histoire du XXe siècle sont bien entendu les deux guerres, et ces deux conflits étaient alimentés par le nationalisme. Et aujourd'hui, le nationalisme est de retour. Dès lors, est-ce seulement une histoire de crise et d'économie ? Ou y a-t-il autre chose ? Au niveau « culturel », certains diraient.*

GM: Ce n'est vraiment pas qu'une question d'économie. Pour un nouveau livre, j'ai visité deux villes britanniques dans le nord: Wigan en Angleterre et la ville écossaise de Paisley. Ces deux villes sont très similaires. Ce sont de vieilles villes minières qui rencontrent

aujourd'hui de nombreux problèmes économiques. Mais à Paisley, en Écosse, la grande majorité des habitants a voté en faveur du maintien dans l'UE lors du référendum, alors qu'à une centaine de miles de là, dans une ville aux préoccupations semblables, les habitants ont voté en masse pour le divorce. Ce vote est avant tout lié à un sentiment d'incertitude, le sentiment de ne plus appartenir au centre des pouvoirs. Les habitants de Paisley ont des liens forts avec Édimbourg: ils disposent de leur propre parlement. Alors que le parlement des habitants de Wigan est très éloigné, à Londres. Ces gens se sentent seuls, délaissés, et c'est un énorme problème en de nombreux endroits en Europe. Nous vivons à une époque où tout évolue à une vitesse folle et les gens ne peuvent pas suivre. C'est ce qui cause une sorte de « traumatisme culturel », et ce phénomène ne s'observe pas uniquement dans les villes minières ou les villes où les mines ont soudainement fermé. Ce n'est pas qu'une question d'économie, toute la société est concernée: les traditions, les relations d'amitié, les relations familiales, tout est bouleversé, juste parce qu'une mine, qui rassemblait tout le monde, n'est plus là. On observe ce traumatisme culturel partout en Europe, y compris à la campagne. En France, par exemple, il y a des régions où presque tous les magasins ont mis la clé sous la porte.

PP: Votre première escale en Italie, lors de votre voyage de 1999, a été Predappio, la ville qui a vu naître Mussolini. Vous y avez trouvé un magasin de souvenirs vendant tout un attirail fasciste et nazi: des uniformes, des croix gammées et de la littérature d'extrême droite. Aujourd'hui, aux élections européennes, à Predappio précisément, la Ligue d'extrême droite de Matteo Salvini a obtenu le score impressionnant de près de 44 %. Que nous dit un lieu comme Predappio de l'histoire récente de l'Italie ?

GM: En Italie, le fascisme n'a jamais été enterré très profondément. Il aurait été impossible de trouver ce genre de magasin de souvenirs ailleurs en Europe. Mais pour moi, ce n'est pas une question de fascisme: en 2014, l'Italie était encore dirigée par Matteo Renzi. C'était un pays très pro-européen. Et en cinq ans, la situation a totalement changé. Ce bouleversement est fortement lié au fait que l'Italie n'a pas reçu d'aide pendant la crise de l'euro et qu'elle a été laissée à son propre sort pendant la crise des migrants. L'extrême droite est bien entendu un problème typiquement italien, tout comme le Brexit est un problème typiquement britannique, mais c'est également un problème européen et le symptôme d'un problème européen.

PP: Comment les responsables politiques de centre gauche peuvent-ils offrir une alternative à tous ces gens ?

GM: Je pense que les élections récentes au Danemark offrent un exemple très intéressant. Je n'ai pas apprécié que les sociaux-démocrates commencent à adhérer à des politiques anti-immigration d'extrême droite. Mais ils ont fait autre chose aussi, et je pense que c'est ce qui explique en grande partie leur succès: ils ont reconnu qu'ils avaient commis de graves erreurs par le passé, qu'ils avaient été trop loin avec le néolibéralisme et ils se sont à nouveau positionnés comme un parti voulant résolument protéger les travailleurs et les pauvres. Je pense que de nombreuses personnes aux revenus modestes avaient depuis longtemps le sentiment de ne plus être protégées et d'avoir été trahies par leurs partis.

PP: Quel est votre point de vue sur la classe dirigeante et son impact sur les politiques de l'Union européenne ?

GM: La classe dirigeante est très importante, car l'Union européenne a besoin de visages, de vrais visages. Comme dans la politique

nationale, pour élaborer des politiques européennes saines, il faut des dirigeants, des personnes dans lesquelles vous pouvez avoir confiance – ou dont vous pouvez méfier – et dont vous pouvez parler. En politique, les institutions sont très importantes, tout comme les règles. Mais sans leaders, nous n'avons que de grands bâtiments et des institutions anonymes qui ne déclenchent pas d'émotions démocratiques. La démocratie est aussi une question de sentiments.

PP: Cela semble plutôt cynique: l'Europe essaie de bâtir cet espace public européen depuis longtemps, et elle y parvient alors qu'elle est en crise.

GM: Ces choses arrivent toujours dans les moments de crise. L'Union européenne, en tant que construction, est très déséquilibrée. L'euro en particulier, mais aussi d'autres pans de l'Union européenne sont des constructions très vulnérables. Il faut les améliorer, ou l'Union européenne ne survivra pas. Mais je pense que la situation s'améliorera encore lorsque surviendra une nouvelle crise: en Italie, avec l'euro par exemple, ou à nouveau autour de la question des migrants. L'Union européenne sera alors obligée de prendre des décisions qu'elle refusait de prendre à l'origine, mais en temps de crise, sous la pression, elle le fera. Puis l'UE avancera encore un peu. La question à se poser est la suivante: le navire pourra-t-il être réparé au beau milieu de la tempête ?

Des villes minières britanniques aux zones rurales françaises, les « traumatismes culturels » font partie des racines du désespoir de nombreux Européens – Geert Mak



HOUSE of CARDS

par Alain Bloëdt

A l'instar d'une Claire et d'un Frank Underwood bien connus des amateurs de séries télévisées, le couple franco-allemand, constitué par la chancelière Merkel et le président Macron, a donné priorité à ses propres intérêts au détriment du défi écologique et de la crise de la démocratie représentative.

Certains historiens raconteront sans doute que le concept du spitzenkandidat (terme allemand qui désigne, dans le jargon institutionnel européen, la tête de liste du parti ayant remporté les élections européennes) né en 2014, s'est brisé avant même le début de la campagne quand, au printemps 2019, les eurodéputés ont rejeté le projet enthousiasmant de listes transnationales. Mais, à défaut d'officialiser sa mort définitive

- Sociaux-démocrates et Verts en tête, n'ont pas dit leur dernier mot – fallait-il pour autant que les chefs d'Etats et de gouvernements et les deux grands intrigants de ces tractations – France et Allemagne – en reviennent aux anciennes pratiques des arrangements en coulisse, sans transparence ?

Dans un contexte de défi à l'égard d'une Europe, plus de 60 ans après sa création, jugée toujours lointaine et technocratique,

Élection à la présidence de la commission #UE d'UrsulaVonderLeyen: un frein pour l'agenda progressiste Alain Bloëdt @ProgPost_Feps



les électeurs avaient pourtant porté une note d'optimisme en participant plus qu'à l'accoutumée au scrutin. Ce regain de citoyenneté s'est cependant avéré insuffisant pour le président français, Emmanuel Macron. Comme il l'avait annoncé, avant même l'élection: sachant que son groupe parlementaire européen ALDE – auquel il a effacé depuis, l'empreinte libérale, en le rebaptisant ReNew – n'allait pas remporter l'élection, il n'était pas opportun de soutenir

“
A quelques mois de la célébration des 30 ans de la chute de Mur de Berlin et du quinzième anniversaire de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et de l'Est, l'absence parmi les nouveaux occupants à des postes clefs de l'UE d'un représentant de ces 10 pays sonne creux.
 ”

le système du Spitzenkandidat. La voie était ouverte pour des tractations dignes des conclaves romains !

Angela Merkel, quant à elle, comme elle l'a souvent fait de manière discrète et efficace, au cours de sa longue carrière politique, a tenté de régler ses problèmes internes en les déplaçant au niveau européen. Était-elle convaincue par la candidature de Manfred Weber, un pur membre de la CSU, ce parti bavarois partenaire compliqué de son propre parti, la CDU ? Difficile à dire. Pourtant, lors du congrès du Parti populaire européen, tenu à Helsinki en novembre 2018, elle a décidé de le soutenir au détriment d'un autre candidat, le pro-Européen, polyglotte et ancien Premier ministre finlandais Alexander Stubb, qui sera sèchement battu dans son fief. Puis, au gré des négociations et de l'abandon définitif du concept de Spitzenkandidat, elle a aussi réglé un autre problème domestique au ministère fédéral allemand de la défense où la présence d'Ursula von der Leyen devenait de plus en plus difficile à gérer en raison de nombreuses erreurs.

Les Spitzenkandidats

Habiles, Macron et Merkel auront offert au bon peuple, exclu des négociations, un gage de satisfaction en nommant de manière inédite deux femmes d'expérience, Ursula von der Leyen et Christine Lagarde, mais qu'en est-il des autres ? Au rang des vainqueurs bien qu'en échec dans son pays : Charles Michel, Premier ministre belge, en affaires courantes, depuis que son allié de coalition gouvernementale, le parti nationaliste flamand (NVA), a refusé en décembre 2018 de signer le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières. La crise de trop pour Michel qui, pour conserver son poste de Premier ministre, aura accepté sans rien dire, durant quatre longues années, que son secrétaire d'État à l'Asile et la Migration, Theo Francken, monopolise les débats autour de la question migratoire au détriment des enjeux fiscaux,

environnementaux, etc., et sans jamais proposer de réformes de fond dans ce domaine.

Donald Tusk, sans successeur

Au cours de ces longues négociations qui auront duré pratiquement 6 semaines, deux autres contextes politiques, pourtant majeurs au niveau démocratique, semblent également avoir été éludés par le Conseil européen et son leadership bicéphale franco-allemand : le Brexit d'un côté et la fracture entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest, de l'autre.

A quelques mois de la célébration des 30 ans de la chute de Mur de Berlin et du quinzième anniversaire de l'élargissement de l'Union aux pays d'Europe centrale et de l'Est, l'absence parmi les nouveaux occupants à des postes clefs de l'UE d'un représentant de ces 10 pays sonne creux. Certes la Hongrie et la Pologne ne sont pas des interlocuteurs faciles actuellement, mais ils restent minoritaires parmi les 10. Alors que les effets de la crise migratoire ne sont pas encore totalement retombés et que les modèles économiques s'opposent parfois entre pays fondateurs et pays toujours en rattrapage, à l'instar des débats autour de la Directive relative au détachement des travailleurs, l'absence d'un(e) ou de successeur(s) à Donald Tusk n'est pas le meilleur message envoyé par les pays fondateurs, surreprésentés avec un Belge, une Française, une Allemande et un Italien.

Le tropisme de Merkel et Macron pour l'Europe du dernier élargissement n'aura pas totalement été inexistant. Cédant opportunément au groupe de Visegrad et à l'Italie de Salvini, la chancelière et le président auront sacrifié sur l'autel de leurs intérêts nationaux deux Spitzenkandidaten, Manfred Weber et Frans Timmermans.

Au rang des nominés écartés, figure également un acteur majeur de cette Europe qui parfois vacille mais ne rompt pas : Michel Barnier. En effet, le négociateur en

chef européen, chargé de la préparation et de la conduite des négociations avec le Royaume-Uni au titre de l'article 50 des Traités, contribue avec brio à maintenir unis, depuis déjà plus de 3 ans, les 27 États-membres d'une Union européenne auxquels on prédisait d'autres départs à la suite du référendum britannique du 23 juin 2016.

Différence de grille de lecture

Au-delà de ces considérations politiques essentielles, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont également ignoré la vague verte qui a pourtant ébranlé leur pays respectif lors des élections européennes.

Passant de 8,9% aux dernières législatives de 2017 à 20,7% et obtenant la seconde position d'un scrutin national pour la première fois de leur histoire, les Verts allemands ont confirmé, au détriment de la coalition social-démocrate et conservatrice au pouvoir en Allemagne, l'importance fulgurante prise par les questions environnementales dans le débat public allemand. Et si Merkel a, par le passé, réagi en annonçant la sortie du nucléaire et du charbon, elle n'a en revanche pas du tout pesé sur le programme du candidat Weber et du Parti Populaire européen, pauvre en mesures écologiques. Un manque d'ambition qui montre combien les conservateurs européens semblent prêts encore à défendre bec et ongles les industries.

Les Verts français ont quant à eux obtenu, sans contestation, la troisième place au terme de ce scrutin européen. Si la REM a su attirer sur sa liste quelques figures écologistes bien connues comme elle avait su séduire, deux ans plus tôt, de nombreux socialistes lors des élections présidentielles et législatives françaises, son retournement stratégique sur l'écologie n'a pas convaincu. Jamais considérée comme LA priorité du Président, le doute sur son engagement écologique s'est renforcé auprès des Français après le départ de Nicolas Hulot, symbole du combat contre le changement climatique et ministre de la Transition

écologique du gouvernement d'Edouard Philippe. Symboliquement, mimant inconsciemment l'expression favorite « en même temps », chère à Emmanuel Macron, Nicolas Hulot expliqua lors de sa démission avoir une profonde admiration pour le Président et le Premier ministre français mais avoir réalisé que son Président et son Premier ministre n'avaient pas encore compris que c'est le modèle dominant, le libéralisme, qui en était la cause !

Le manque de constance du duo franco-allemand au niveau écologique a fort heureusement été récupéré. Poussés par les sociaux-démocrates, ils ont finalement dû mettre de l'eau dans leur vin et, concéder en échange de la présidence de la Commission européenne quelques gages majeurs dans le domaine du droit, du social et de l'environnement. Ainsi, Ursula von der Leyen s'est-elle engagée à apporter des gages écologiques dans les 100 premiers jours de son mandat et a présenté aux eurodéputés des objectifs de réduction d'émissions plus ambitieux que par le passé, ainsi qu'un projet de "Green Deal pour l'Europe", sans compter des projets pour un investissement européen durable.

Reflet des politiques actuelles au niveau européen où le libéralisme a succédé à l'austérité, le couple franco-allemand aura donc énormément pesé dans ses désignations à 27, plaçant habilement compatriotes ou alliés. Cela offrira-t-il aux citoyens une Europe forte et ambitieuse qu'ils appellent de leurs vœux ? Les eurodéputés ont peu goûté à la méthode, et l'élection compliquée de la nouvelle Présidente de la Commission, avec le soutien des très conservateurs polonais PIS, le Fidesz hongrois d'Orbán et le Mouvement italien cinq étoiles, M5S, ne laisse pas augurer d'un agenda progressiste pourtant indispensable à un continent où croissent les inégalités et à un monde où l'Europe doit jouer un rôle clé.

House of Cards version #UE: le couple #Merkel #Macron: leurs propres intérêts face au défi écologique et à la crise de la démocratie représentative.
Alain Bloëdt @ProgPost_Feps



> AUTEUR

Alain Bloëdt est Senior Communications Advisor pour la FEPS et rédacteur en chef du Progressive Post.

SUÈDE: UN EXEMPLE DE LA PUISSANCE RETROUVÉE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES NORDIQUES

par Håkan A Bengtsson

Le soir des élections européennes, quasiment tous les partis suédois ont fêté leurs résultats. Peut-être ont-ils tous ressenti le besoin d'agir comme les vainqueurs du scrutin devant les caméras, mais certains d'entre eux ont bel et bien amélioré leur score. Même les sociaux-démocrates se sont réjouis de l'issue des élections, alors qu'il s'agit du pire résultat obtenu par le parti à une élection depuis plus d'un siècle. Mais le parti a pu se féliciter d'avoir limité les dégâts (-0,8 %) et d'avoir largement conservé sa place de plus grand parti de Suède, avec 23,6 % des voix. Cette tendance se retrouve également dans les autres pays nordiques.

Les résultats des élections européennes semblent refléter l'équilibre actuel des pouvoirs sur l'échiquier politique suédois. Le bloc rouge-vert (Parti social-démocrate, Verts et Parti de gauche) a perdu du terrain surtout ces dix dernières années. Il en est de même pour le centre droit. Les Démocrates de Suède, un parti populiste de droite, ont quant à eux bien progressé. Ils n'ont pas obtenu un aussi bon score aux élections européennes qu'aux élections législatives de septembre 2018, mais ils sont tout de même parvenus à améliorer leur résultat de

5,7 % (pour atteindre 15,4 %) par rapport au scrutin de 2014. Les élections européennes ont confirmé le glissement structurel de l'échiquier politique suédois et de son électorat vers la droite. Cette tendance se reflète également dans le nombre croissant de personnes qui se réclament de la droite depuis l'élection de 2014, alors que le nombre de partisans de la gauche diminue.

Par ailleurs, il convient de noter l'évolution de l'opinion publique suédoise par rapport à l'UE. Le taux de participation à l'élection a augmenté de près de 5 % pour atteindre

51 %. De l'un des pays les plus critiques à l'égard de l'UE, la Suède est devenue l'un de ses plus fervents supporters. Ce changement s'explique peut-être par le relativement bon développement économique du pays. Une autre explication pourrait être que le Brexit apparaît comme une alternative politique périlleuse. La grande majorité – 77 % – des Suédois sont d'avis que le pays devrait rester membre de l'UE. Par contre, la plupart sont opposés à la transformation de l'UE en un État fédéral. Peu de partis politiques pourraient être décrits comme des « inconditionnels de l'UE ». Les Libéraux



Les sociaux-démocrates ont souligné la dimension sociale, l'environnement et la lutte contre le populisme de droite dans leur campagne européenne.

ont mené une campagne très favorable à l'UE, mais cela n'a pas payé: le parti est tout juste parvenu à atteindre le seuil de 4 % (le minimum requis pour obtenir un siège d'eurodéputé) et à conserver son seul représentant au Parlement européen.

Les partis conservateurs (Les Modérés et les Chrétiens-démocrates) sont contre toute augmentation des contributions versées au budget de l'UE ou un quelconque élargissement des pouvoirs de Bruxelles. Le parti social-démocrate a plus ou moins adopté une position similaire. De manière générale, les sociaux-démocrates se sont montrés plus critiques à l'égard des politiques européennes, en raison principalement des pressions croissantes que font peser les travailleurs détachés sur le modèle suédois de marché du travail et de négociation collective s'agissant des niveaux de salaires dans plusieurs secteurs de l'économie.

Les sociaux-démocrates ont mis l'accent sur la dimension sociale, l'environnement et la lutte contre le populisme de droite dans leur

campagne européenne. La Confédération syndicale suédoise, qui soutient les sociaux-démocrates, a misé sur les salaires et les conditions de travail des Suédois, sous la bannière d'une reprise du contrôle.

Le parti social-démocrate de Suède est au pouvoir au niveau national depuis 2014 et, depuis 2018, il fait partie d'un gouvernement minoritaire en coalition avec Les Verts, devant compter sur le soutien des deux partis libéraux et l'approbation du parti de gauche.

En conséquence, les sociaux-démocrates ont été obligés de faire de nombreux compromis et certains, en interne, déplorent que le parti ait été forcé d'accepter des politiques qui ne correspondent guère aux valeurs de la social-démocratie. Dans ce contexte, les élections européennes n'ont pas été désastreuses pour le parti et elles ont plutôt confirmé le statu quo. D'aucuns craignaient qu'il soit sévèrement sanctionné pour tous les compromis qu'il a dû faire avec les partis libéraux pour rester au pouvoir et garder

les Démocrates de Suède à l'écart. Mais le résultat des récentes élections indique également que les sociaux-démocrates ne sont pas parvenus à renverser la tendance, alors que cela fait de nombreuses années qu'ils perdent des électeurs à chaque scrutin.

Il est intéressant de noter que, tout comme dans plusieurs autres pays européens, la base électorale des sociaux-démocrates a évolué. Au cours de la deuxième partie du XXe siècle, le vote par classe a progressivement reculé, même s'il a survécu bien plus longtemps en Suède que dans bon nombre d'autres pays européens. Avec l'arrivée des Démocrates de Suède sur l'échiquier politique suédois au cours de la dernière décennie, encore plus d'électeurs de la classe ouvrière ont viré à droite.

Les sociaux-démocrates suédois restent néanmoins en position de force, tout comme c'est le cas dans les trois autres pays nordiques. Dans tous ces pays, les sociaux-démocrates restent le plus grand parti, et ce même s'ils perdent des électeurs

de scrutin en scrutin depuis des décennies. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette puissance relative. Les modèles nordiques de protection sociale et de marché du travail qui, dans une large mesure, sont le fruit de la social-démocratie, ont tenu bon face aux pressions de la mondialisation, malgré les nombreuses difficultés. De plus, les économies nordiques se sont rapidement relevées de la crise financière de 2008. Par ailleurs, nombreux sont les travailleurs et les employés qui font encore partie d'un syndicat.

Les premiers ministres de trois pays nordiques sont des sociaux-démocrates. Le plus souvent, ils gouvernent au sein de coalitions ou doivent compter sur le soutien d'autres partis: des partis de gauche, des partis écologistes, des partis centristes, des partis liés au monde agricole, des partis libéraux, et parfois même des partis néolibéraux.

Les autres partis sociaux-démocrates européens pourraient peut-être tirer des enseignements de l'évolution de leurs homologues nordiques: la capacité du centre gauche à influencer sur l'évolution de la société sera déterminée par sa capacité à créer et à consolider des alliances avec d'autres partis. Il faudra que la gauche en général et les sociaux-démocrates en particulier soient capables de définir les

La recette des sociaux-démocrates suédois: mettre l'accent sur la dimension sociale, l'environnement et la lutte contre le populisme de droite – @HakanABengtsson



“

Les autres partis sociaux-démocrates européens pourraient peut-être tirer des enseignements de l'évolution de leurs homologues nordiques: la capacité du centre gauche à influencer sur l'évolution de la société sera déterminée par sa capacité à créer et à consolider des alliances avec d'autres partis.

”

priorités, de formuler des propositions politiques concrètes et de répondre aux grandes questions qui touchent à l'organisation de la société à l'ère de la mondialisation et au lendemain de la crise financière.

Il convient de noter que lors des élections législatives en Finlande et au Danemark, les sociaux-démocrates se sont concentrés sur l'environnement, la protection sociale et le renforcement de l'égalité sociale. Cette approche résonne avec la tactique électorale des sociaux-démocrates en Suède. Cette stratégie n'est pas parvenue à renverser la tendance négative, mais elle a au moins eu le mérite de stabiliser le soutien du parti. Comme toujours, pour réussir, tout est une question d'organisation, d'idéologie et de politique.



> AUTEUR

Håkan A Bengtsson est le PDG de l'Arena Group à Stockholm.



© shutterstock

LE MOTEUR IBÉRIQUE DE LA SOCIAL- DÉMOCRATIE EUROPÉENNE

par *Javi López*

| S'ils ont tous deux remporté les élections européennes dans leur pays respectif, le Premier ministre portugais António Costa (p.22) se trouve actuellement dans une situation plus claire que le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez, dont le parti PSOE a remporté le plus grand nombre de sièges aux élections nationales d'avril mais est tombé en deçà d'une majorité.

Aujourd'hui, la péninsule ibérique envoie un message d'espoir au reste du continent européen. Les partis socialistes à la tête des gouvernements portugais et espagnol ont tous deux obtenu le score remarquable de 33 % des voix aux récentes élections européennes et ils sont en passe de devenir une référence pour l'ensemble de la social-démocratie européenne.

En Espagne, la résurgence électorale du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) dirigé par Pedro Sánchez, mérite une analyse approfondie. L'Espagne est aujourd'hui le pays européen le plus peuplé régi par une social-démocratie, et le PSOE a remporté les quatre élections organisées au printemps 2019: les élections locales, régionales, législatives et européennes.

Pedro Sánchez est devenu le président du gouvernement espagnol en juin 2018 grâce à une motion de censure constructive lancée contre le précédent premier ministre, Mariano Rajoy, suite à une condamnation pour corruption qui a confirmé l'existence d'un

financement irrégulier systémique au sein du Parti populaire (PP) espagnol de centre droit. Cette motion de censure, la première à avoir abouti en quarante ans de démocratie espagnole (un véritable cygne noir), a propulsé un troisième socialiste – après Felipe González et José Luis Rodríguez Zapatero – à la tête du gouvernement.

Au cours de l'année dernière, le PSOE a eu la chance de lancer un solide programme « rouge », « violet » et « vert » à la connotation clairement pro-européenne, en faveur de la modernisation du pays. Ce programme explique en grande partie le résultat des élections. Pedro Sánchez a formé le premier gouvernement espagnol

composé d'une large majorité de femmes, ainsi que de ministres renommés, dont plusieurs jouissent d'une grande expérience à Bruxelles, comme le ministre des Affaires étrangères – l'ancien président du Parlement européen Josep Borrell –, et la ministre de l'Économie, Nadia Calviño – anciennement directrice générale à la Commission européenne.

L'Espagne et le Portugal, deux lieux d'espoir pour la social-démocratie européenne – @fjavilopez



Les politiques mises en œuvre par le gouvernement Sánchez au cours de l'année écoulée avaient vocation à rebâtir l'État-providence et à moderniser l'économie au travers d'un projet de budget qui, d'une part, consolide les investissements productifs et, d'autre part, garantit l'augmentation du salaire minimum la plus importante de l'histoire de la démocratie (22,3 %), l'allongement du congé de paternité, ou encore l'augmentation des ressources consacrées à la lutte contre la violence fondée sur le genre. Les autres priorités sont la lutte contre la corruption, le dialogue sur les questions territoriales tout en défendant fermement l'ordre constitutionnel, l'élaboration de politiques féministes en faveur de l'égalité des sexes, ainsi que la lutte contre le changement climatique pour amorcer la transition écologique nécessaire dans le pays.

La vertu de la formule politique du PSOE réside dans sa capacité à assimiler et à interagir avec les profonds changements qu'a subis le système politique espagnol, et à conclure des accords avec le parti à sa gauche (Podemos), tout en préservant son

rôle traditionnel de parti d'État digne de confiance. Dans le même temps, le PSOE a conservé les traits caractéristiques de la social-démocratie européenne – redistribution et libertés individuelles – tout en ajoutant à son programme des éléments tirés de l'écologisme et du puissant mouvement féministe espagnol, une évolution réclamée par les jeunes générations partout dans le monde.



Le premier ministre portugais, Antonio Costa, a appliqué une formule similaire: le gouvernement « Gueringonça ». Le gouvernement portugais est un gouvernement socialiste minoritaire qui a obtenu des résultats spectaculaires pour le pays: relance économique, augmentation des salaires, amélioration des prestations sociales et réduction de la dette et du déficit. Le gouvernement solvable d'Antonio Costa est parvenu à conclure des accords au parlement avec les partis à sa gauche en faveur de ses politiques progressistes, tout en occupant et redéfinissant le centre politique du pays.

De retour en Espagne, Pedro Sánchez et le PSOE sont confrontés à deux défis majeurs: la fragmentation politique et la conclusion d'accords post-élections entre les libéraux, les conservateurs et l'extrême droite, un phénomène qui a déjà pu être observé après les élections régionales de 2018 en Andalousie. De bons résultats aux élections ne garantissent pas une gouvernance aisée dans un système politique fragmenté.

Dans le même temps, les ententes post-électorales au niveau régional et local ont consolidé un bloc formé par le parti libéral Ciudadanos, le PP et Vox (extrême droite), qui maintient un haut niveau de confrontation avec le gouvernement de Pedro Sánchez et est à l'origine de la détérioration de certains consensus fondamentaux en raison de la normalisation du nouveau parti d'extrême droite en Espagne. Ce comportement, adopté en particulier par Ciudadanos – considéré comme un allié politique d'Emmanuel Macron à Madrid – devrait sans nul doute attirer l'attention de l'Europe tout entière.

Dans un contexte tendu et polarisé alimenté par les forces conservatrices, le pari du PSOE pour la compréhension, la sérénité et un assainissement du climat politique a renforcé sa position électorale. Ce n'est pas très fréquent à notre époque, et il s'agit là d'un exemple qui pourrait inspirer l'ensemble de la social-démocratie européenne.



> AUTEUR

Javi López est membre du Parlement européen depuis 2014 (Groupe S&D). Il est le secrétaire des affaires européennes du Parti des socialistes de Catalogne (PSC) et membre de la présidence (PSOE) du Parti socialiste européen (PSE). Il a un diplôme de droit de l'Université de Pompeu Fabra et un master en gestion politique et sociale de l'Université autonome de Barcelone. Il est également membre du European Council for Foreign Relations (ECFR).

“
Le PSOE a conservé les traits caractéristiques de la social-démocratie européenne – redistribution et libertés individuelles – tout en ajoutant à son programme des éléments tirés de l'écologisme et du puissant mouvement féministe espagnol, une évolution réclamée par les jeunes générations partout dans le monde.
 ”



V4 POST EP2019: UN VERRE À MOITIÉ VIDE ET À MOITIÉ PLEIN

par Maria Skóra

Les élections 2019 au Parlement européen ont révélé la baisse de popularité manifeste du centre gauche. Les relatifs bons résultats obtenus par les populistes de droite de tous bords sont déconcertants. Fort heureusement, cette inclinaison à droite ne sera pas suffisante pour perturber de manière significative le fonctionnement de l'Union européenne. L'analyse de l'issue des élections dans les pays du groupe de Visegrád (V4) nous apprend à quel point ces résultats ont été déterminés par les dynamiques politiques nationales.

La Gauche est sur le déclin en Europe centrale et orientale. En République tchèque, les résultats du Parti social-démocrate (ČSSD) ont été catastrophiques (moins de 4 %) et ne lui ont pas permis de franchir le seuil électoral. Les sociaux-démocrates tchèques ont non seulement perdu tous leurs sièges au Parlement européen, mais leur coalition au pouvoir avec le mouvement populiste centriste ANO a également été remise en question. Par ailleurs, la victoire d'Andrej Babi n'a pas été spectaculaire (21 %) et la scène politique tchèque reste très fragmentée, sans qu'un autre leader ne se démarque véritablement.

En Pologne et en Hongrie, les partis de la droite au pouvoir ont assis leur position dominante. Toutefois, si l'on observe une polarisation profonde en Pologne alors que l'opposition unifiée – qualifiée de « coalition européenne » – a remporté 38,47 % des suffrages, contre 45,38 % des voix pour

le parti Droit et justice (PiS) au pouvoir, en Hongrie, l'hégémonie du Fidesz n'a pas été écorchée, avec un résultat de 52,14 % sans véritable concurrent. Dans les deux pays, les sociaux-démocrates (l'Alliance de la gauche démocratique (SDL) en Pologne et le Parti socialiste (MSZP) en Hongrie) au pouvoir par le passé ne sont plus au-devant de la scène. Pour améliorer leurs chances en mai 2019, les deux partis ont décidé d'intégrer des blocs plus larges de l'opposition, soit en rejoignant une coalition multipartite (en Pologne) soit en cherchant à forger des alliances avec les écologistes (en Hongrie).

En Pologne, cette décision a été une réussite stratégique: la SDL enverra cinq eurodéputés à Bruxelles. En Hongrie, elle s'est soldée par un échec: le MSZP a perdu deux sièges sur trois, ne remportant que 6,66 % des voix. Le groupe des Socialistes & Démocrates (S&D) accueillera tout de même des représentants d'autres formations issues du groupe de Visegrád. En Pologne, une nouvelle

“
L'influence de Viktor Orbán et Jarosław Kaczyński restera limitée au niveau européen: le Fidesz d'Orbán peine à se maintenir au sein du PPE et le PiS de Kaczyński est affilié au groupe ECR chancelant.
”

initiative libérale de gauche, Wiosna, a fait ses premiers pas lors de ces élections européennes et a remporté trois sièges au Parlement européen. Quatre autres eurodéputés hongrois rejoindront les rangs du groupe S&D pour représenter la Coalition démocratique (DK) social-libérale, qui a recueilli 16,18 % des suffrages.

Sur l'ensemble des partis sociaux-démocrates traditionnels dans les pays du groupe de Visegrád, seul le parti Smer-SD slovaque est parvenu à obtenir un résultat significatif (15,72 %) sans s'unir à d'autres partis. Mais il a tout de même perdu 8 % par rapport à 2014. Trois eurodéputés slovaques rejoindront le groupe S&D – un de moins que dans la précédente législature. La Slovaquie se démarque en résistant aux tendances eurosceptiques, même si le taux de participation y a été le plus faible de tous les pays du V4: 22,74 %, contre plus de 40 % en Pologne et en Hongrie, et près de 51 % en moyenne dans l'UE.

Il semblerait que dans les pays du V4, les partis sociaux-démocrates de gauche traditionnels peinent à survivre, malgré leur popularité passée. La gauche radicale ou sociale – même les communistes tchèques du Parti communiste de Bohême et Moravie (KSČM), le Parti ouvrier hongrois, ou encore RAZEM en Pologne – reste pratiquement insignifiante, avec une influence politique très faible, voire inexistante. En parlant des partis en marge, la droite, en revanche, est bien plus visible dans les pays du V4, avec des partis comme Jobbik en Hongrie, le Parti populaire « Notre Slovaquie » ou la Konfederacja nationaliste en Pologne, dont le résultat final de 4,55 % a failli lui ouvrir la porte du Parlement européen. Toutefois, même si ces partis parviennent à intégrer des organes électifs au niveau régional, national ou européen, l'extrême droite restera probablement une opposition tapageuse sans réel impact.

Quant aux alternatives, la vague écologiste qui a déferlé sur la scène politique en Europe occidentale et du Nord n'a pas atteint les pays du V4. Les partis verts y sont généralement marginaux, certains n'étant présents dans aucun organe électif. La raison la plus plausible de ce phénomène est sans doute liée à l'histoire: alors que le mouvement écologiste prenait racine au cœur de l'Europe, le sud du continent se battait contre l'autoritarisme d'extrême droite, et l'est, contre le « socialisme réel » autoritaire. En conséquence, les valeurs telles que la liberté, la démocratie et les droits de l'Homme étaient représentées par d'autres acteurs de l'opposition bien établis. En outre, au moment des transformations sociopolitiques survenues plus tard, les considérations écologiques ont dû céder la place à des enjeux plus grands, à savoir l'établissement de nouvelles institutions publiques, la mise en place d'économies fonctionnelles et la reconfiguration des structures sociales.

À ce jour, les acteurs libéraux semblent représenter la principale lueur d'espoir pour les europhiles dans les pays du V4. Il s'agit notamment de la présidente récemment élue en Slovaquie, Zuzana Čaputová, et de son parti Slovaquie progressiste, et de deux partis ayant remporté un succès inattendu: le Mouvement Momentum en Hongrie et le Parti pirate en République tchèque. Le parti ANO au pouvoir en République tchèque, qui a également remporté les élections européennes malgré des tendances populistes et les accusations de corruption dont fait l'objet son dirigeant, reste au sein du groupe de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE). De plus, la grande mobilisation contre PiS en Pologne a été initiée par les libéraux de la Plateforme civique (PO) et du parti Moderne (Nowoczesna), qui rejoindront le Parti populaire européen (PPE) ou l'ADLE à Strasbourg. Même Wiosna en Pologne et la Coalition démocratique en Hongrie, bien qu'elles rejoignent le groupe S&D, s'appuient sur un

programme libéral sur le plan des valeurs, mais aussi pour certains aspects économiques. Il semblerait qu'aux yeux des électeurs, cette « nouvelle » gauche ait plus de potentiel que la social-démocratie traditionnelle.

En bref, la scène politique dans les pays du V4 penche visiblement vers la droite et est polarisée, avec deux leaders eurosceptiques – Viktor Orbán et Jarosław Kaczyński – qui assoient leur pouvoir. Néanmoins, leur influence au niveau européen sera limitée: Fidesz peine à se maintenir au sein du PPE et PiS est affilié au Groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR). Dans le même temps, un léger vent nouveau souffle sur les pays du V4, avec l'émergence de nouveaux partis essayant de contrebalancer la tendance à l'euroscepticisme. La Gauche autrefois puissante semble quant à elle incapable de se réinventer, son programme social étant détourné par les populistes de droite et les idéaux progressistes étant apparemment plus séduisants lorsqu'ils sont défendus par de nouveaux visages.



> AUTEUR

Maria Skóra est chargée de projet senior au *Das Progressive Zentrum*. Elle a un master en sociologie et un doctorat en économie.



“L’approche technocrate n’est plus crédible”

Un entretien avec **Luuk van Middelaar**, réalisé par **Olaf Bruns**

Luuk van Middelaar est philosophe politique et historien. De 2010 à 2014, il a travaillé comme conseiller auprès du président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et il a rédigé ses discours. Auteur du livre primé *Le passage à l’Europe*, il a récemment publié *Quand l’Europe improvise*, un ouvrage qui retrace d’une façon inédite les crises politiques qu’a connues l’Union.

*Dans quelle mesure les récentes élections au Parlement européen influent-elles sur l’équilibre des pouvoirs entre les institutions de l’UE ? Dans son récent ouvrage intitulé *Quand l’Europe improvise – Dix ans de crises politiques*, l’historien néerlandais Luuk van Middelaar explique comment les crises de ces dix dernières années – le chaos financier de l’euro et la dette souveraine grecque, les conflits avec la Russie sur la question de l’Ukraine, un nombre de réfugiés sans précédent venus de l’autre côté de la Méditerranée, et les bouleversements causés par le Brexit – ont donné naissance à une nouvelle façon de faire de la politique sur la scène européenne.*

“
La politique européenne est de plus en plus théâtralisée, mise en scène, sous les projecteurs. Par le passé, une grande part de la politique européenne se déroulait en coulisses.

Progressive Post: *Le titre de votre récent livre, d’abord publié en néerlandais sous l’intitulé simple et direct *De nieuwe politiek van Europa* (La nouvelle politique de l’Europe), a été traduit en anglais par *Alarums and Excursions – improvising politics on the European stage*. Je dois vous avouer que j’ai dû regarder dans le dictionnaire la définition d’« Alarums » !*

Luuk van Middelaar: Je voulais insister sur l’importance du théâtre et de la théâtralisation en politique. Depuis quelques années, dans l’UE, la politique est de plus en plus théâtralisée, mise en scène, placée sous les projecteurs. Alors que dans l’histoire passée, une grande part de la politique européenne se déroulait en coulisses. C’est ainsi que mon éditeur anglais a proposé cette

expression, « Alarums and excursions », qui est en fait une didascalie du théâtre shakespearien, signifiant que les acteurs doivent se préparer à une action imminente et à des scènes mouvementées, voire à une bataille. Elle évoque ce moment juste avant l’action, que je trouve approprié pour décrire les dix années de crise politique européenne, que je tente de dépeindre dans le livre.

PP: *Et puis vous ouvrez votre ouvrage avec une citation d’un homme qui a fait beaucoup de scène: Miles Davis.*

LvM: Avec cette citation, je voulais souligner un autre aspect important, celui de l’improvisation: pendant dix ans, les institutions et les dirigeants de l’UE ont dû agir à toute vitesse, improviser et trouver des solutions dans l’urgence. Personne ne savait vraiment ce qu’ils faisaient. C’était un peu comme si nous passions d’une crise à l’autre,





© shutterstock

PP: *Le taux de participation en hausse pour les élections européennes indique-t-il un glissement des pouvoirs entre ces institutions ?*

sans pouvoir reprendre notre souffle. Et j'ai pensé qu'aujourd'hui, dix ans après le début de la crise financière de 2008, il était peut-être temps de prendre du recul et d'analyser ce que nous, en tant qu'Union européenne, avons collectivement fait au cours de cette décennie. D'où cette citation de Miles Davis, qui invite à revenir sur cette improvisation et à essayer de comprendre ce qui s'est passé.

PP: *L'acteur qui était au-devant de la scène pendant ces improvisations est le Conseil européen. Lorsqu'on analyse le mode de fonctionnement de l'UE, le Conseil est souvent décrit comme en conflit avec son rival, le Parlement, lequel sort tout juste d'une élection. Analytiquement, c'est une approche supranationale qui s'oppose à une approche fédérale. Mais vous parlez de trois approches pour la construction de l'UE.*

LvM: En effet. Historiquement, la première approche, que j'appelle l'approche des coulisses, est l'idée de la dépolitisation des conflits. Il s'agit essentiellement d'une approche fonctionnaliste technocratique, où la Commission, en tant qu'institution technocratique, impartiale et composée

d'experts est à l'avant plan, aux côtés de la Cour de Justice. La stratégie de dépolitisation représente peu ou prou l'ADN de l'UE. Dans les années 1950, c'était à l'évidence une idée brillante: les membres fondateurs de l'UE ont réalisé qu'en tant que pays, nous n'étions pas nécessairement en conflit – nous avons plutôt des problèmes. Telle était l'idée de Jean Monnet, de Schumann et des autres pères fondateurs. Et les problèmes, ça se résout. Que ce soit de manière légale, ou procédurière, pour les faire disparaître ou... – pour tout simplement les balayer sous le tapis.

On constate ensuite qu'il existe deux approches plutôt politiques de la manière d'élaborer les politiques, qui peuvent être qualifiées d'approches fédéraliste et confédéraliste. L'approche fédéraliste, incarnée au niveau institutionnel par le Parlement européen, représente les citoyens de l'UE, et l'approche confédéraliste, incarnée par le Conseil européen, se fonde sur l'organe composé par les dirigeants nationaux.

Ces deux institutions – le Conseil et le Parlement – même si elles sont parfois en désaccord, ont un point commun: elles se dépassent lorsqu'elles sont scrutées par le public, elles cherchent de la visibilité, le contact avec les citoyens, contrairement à la Commission, à la Cour et au Conseil des ministres.

LvM: Je pense que le Parlement européen sort clairement vainqueur de cette élection, en particulier en raison de ce taux de participation élevé. En termes de compétences, le Parlement européen est bien entendu un parlement très puissant. Même si vous le comparez aux nombreux parlements nationaux, il n'a rien à leur envier. Mais son point faible a toujours été son manque de visibilité et le besoin d'asseoir sa crédibilité en tant qu'arène publique s'exprimant au nom de tous les citoyens européens. Et je pense que c'est en train de changer. Le taux de participation, au-dessus du seuil symbolique des 50 %, est très important, tout comme la diversité des membres du Parlement aujourd'hui, par rapport à l'ancien monopole – ou « duopole », comme l'appellent certains – des chrétiens-démocrates (PPE) et des sociaux-démocrates (S&D), qui a été brisé par les voix plus fortes de nouveaux acteurs également nécessaires pour former des majorités, à savoir les écologistes et les libéraux.

PP: *Qu'en est-il des nationalistes ?*

LvM: Je suis d'avis que leur présence – même si elle inquiète beaucoup Bruxelles – pourrait paradoxalement renforcer le Parlement. Pourquoi ? Car elle renforce la crédibilité du Parlement européen, une assemblée où toutes les voix peuvent



s'exprimer, où la pluralité de l'opinion publique dans l'UE est représentée, et où les idées sont débattues, sur les plans rhétorique et politique. C'est ce qui fait du Parlement européen un véritable parlement « européen » et moins un parlement « bruxellois ». Cette pluralité le rendra également plus fort face aux deux autres institutions.

La question est donc de savoir si les mouvements de l'opposition de ce type se ridiculiseront, s'ils se limiteront à plaider pour la destruction de l'Europe, s'ils joueront la carte du « leave » comme le UKIP ou l'ancien Front National, ou s'ils voudront constituer une opposition légitime au sein du système, suivant la ligne « nous ne voulons pas détruire l'UE, nous voulons en faire partie et changer certaines de ses politiques ». C'est une différence importante entre ces deux types d'opposition.

PP: *...car on passe d'une opposition de principe contre le « théâtre » dans son ensemble, à des acteurs voulant jouer sur cette même scène...*

LVM: Des acteurs sur scène, qui auront peut-être une voix dissonante. Mais pas des acteurs souhaitant voir s'écrouler l'ensemble du théâtre, et c'est là qu'est la grande différence. Ils pourraient donc, paradoxalement, renforcer la légitimité du projet dans son ensemble, en contribuant à ce système par leur dissonance.

PP: *L'une des manières privilégiées pour traiter les voix dissonantes sur la scène européenne est depuis toujours l'approche technocratique:*

« Vous êtes contre cet aspect-ci ou cet aspect-là de l'Union européenne: c'est sans doute parce que vous ne le comprenez pas. » Comment faire face à ces groupes sans tomber dans le piège de la réponse technocratique ?

LVM: Je pense que cette approche technocratique n'est en effet plus crédible pour toutes les questions que traite l'UE aujourd'hui. Il en va de même pour l'approche de la grandeur morale, qui arrive souvent dans un deuxième temps. Le premier argument est: « Vous n'aimez pas ça, c'est sans doute que vous ne comprenez pas, je vais vous réexpliquer. » Vient ensuite: « Si vous n'aimez toujours pas ça, peut-être que vous n'êtes pas de bons Européens ! » Ces approches s'inscrivent dans une tendance de longue date consistant à sortir du cadre toute voix critique. Les électeurs deviennent allergiques à ces approches. Il doit être possible de ne pas être d'accord avec les politiques en étant au sein du système !

Ce qu'il faut, c'est un narratif politique permettant d'expliquer pourquoi certaines décisions sont prises, au nom d'une certaine vision de l'avenir, ou pour promouvoir certaines valeurs, de sorte à réunir une majorité de partis et l'opinion publique derrière une approche en particulier.

Et je pense que c'est plus important

aujourd'hui que par le passé. Car même si, dans mon livre, je critique l'approche technocratique, elle a plutôt bien fonctionné pour de larges pans de la construction du marché européen, par exemple. Il y a des aspects assez techniques à harmoniser, tels que les taux de TVA, ou les règles pour l'hygiène alimentaire !

Pour de nombreuses questions importantes traitées aujourd'hui par les institutions et les États européens, cette approche ne fonctionne plus: la crise des réfugiés, l'euro, la Russie, la Chine... – il s'agit là d'enjeux essentiels, qui ne demandent plus seulement une expertise, ils portent aussi sur des valeurs. Prenons par exemple la crise des réfugiés, où l'on pourrait dire que la valeur de la solidarité s'oppose à celles de la sécurité et de l'identité. Pour ce type d'enjeux, l'approche technocratique n'est plus crédible: ce n'est pas en réunissant 28 experts nationaux et des membres de la Commission que l'on peut décider du sort de 1,2 million de réfugiés. Il faut un narratif politique et un compromis politique ou une solution permettant de combiner des valeurs différentes, de sorte que l'opinion publique puisse dire « OK, c'est peut-être ce que nous voulons faire, c'est ce que nous pouvons faire et ce que nous ferons », et que nous puissions montrer que nous avons la capacité d'agir.





| Frans Timmermans a utilisé les bons mots pour parler de la situation des jeunes dans les débats et pour proposer des pistes d'amélioration.

Dans plusieurs États membres, les partis n'ont pas mis l'accent sur les jeunes lors de la campagne pour les élections européennes. Alors que les partis, cyniquement, cherchent à maximiser leurs voix, il est difficile de leur en vouloir: la population européenne vieillit et les jeunes ne représentent qu'environ 26 % de la population globale. Les jeunes sont non seulement moins nombreux que les membres des autres générations, mais ils sont aussi, malheureusement, moins enclins à voter aux élections européennes. C'est pourtant justement pour cette raison qu'il est aussi important que les partis progressistes mettent tout en œuvre pour toucher les nouvelles générations.



LES JEUNES S'INTÉRESSENT AUSSI AUX GRANDS ENJEUX

par Maj Jensen Christensen

*#PE2019: les partis S&D
@TheProgressives ont obtenu
de bons résultats auprès des
jeunes, mais il reste beaucoup
à faire ! Maj Jensen
@YESocialists*





“

Nous ne parviendrons pas à faire ce qu'il faut si nous comptons uniquement sur des initiatives individuelles. Nous devons réglementer les grandes industries et les multinationales.

”

Il ressort d'une analyse détaillée des résultats des récentes élections européennes que les jeunes ont majoritairement voté pour le groupe S&D. Un peu plus de 20 % des électeurs âgés de 18 à 24 ans ont voté pour le groupe progressiste. C'est légèrement plus que pour le PPE, et bien plus que pour les Verts, qui ont recueilli moins de 16 % des suffrages parmi les jeunes.

Au vu de ces chiffres, d'aucuns pourraient dire que la campagne « une Europe juste, libre et durable » a fonctionné auprès des jeunes, et je pourrais clore mon article ici. Mais le groupe S&D n'est le premier parti que parmi les plus jeunes électeurs, ceux de la « génération Z », âgés entre 18 et 25 ans. Pour les membres de la « génération Y » (âgés de 25 à 34 ans) – et toutes les autres générations – c'est le PPE qui est sorti vainqueur du scrutin. Quant aux Verts, ils n'ont été le premier choix d'aucune génération au

niveau européen, mais le soutien qu'ils ont recueilli auprès des jeunes dans certains États membres leur a permis d'améliorer leurs résultats.

Mais tous ces chiffres donnent des projections globales pour l'ensemble de l'Europe. Les résultats ont été très différents d'un pays à l'autre. Par exemple, le score de 20 % obtenu par le centre gauche auprès des électeurs les plus jeunes en Europe ne dit pas que les sociaux-démocrates ont remporté les élections auprès des jeunes au Royaume-Uni, mais qu'ils n'ont, par exemple, recueilli que 7 % des voix des jeunes en Allemagne, où les Verts ont été massivement soutenus par la jeunesse, ce qui leur a permis d'engranger une victoire.

Il en va de même pour la campagne « une Europe juste, libre et durable ». Il ne fait aucun doute qu'elle a eu un impact

retentissant aux Pays-Bas, où notre candidat commun, Frans Timmermans, était présent sur les listes électorales. Mais dans plusieurs autres pays, les adjectifs « juste, libre et durable » ne faisaient même pas partie des slogans de la campagne. En Allemagne, le slogan était « L'Europe est la réponse » (Europa ist die Antwort), au Danemark, c'était « Ensemble, nous menons le combat en Europe » (Sammen tager vi kampen i Europa), et au Royaume-Uni, « Transformer la Grande-Bretagne et l'Europe pour le plus grand nombre » (Transforming Britain and Europe for the many, not the few)

Dans plusieurs campagnes nationales, aucun accent n'a été mis sur les jeunes. Si un parti, cyniquement, cherche avant tout à récolter le plus de voix possible (et la plupart des partis sont bien obligés de le faire), il est difficile de leur en vouloir de ne pas miser sur les jeunes générations: la population européenne vieillit et les jeunes ne représentent qu'environ 26 % de la population globale. Ces derniers sont en outre moins enclins à voter aux élections européennes que les membres des autres générations. Mais c'est peut-être justement pour cette raison qu'il est aussi important pour les partis progressistes de mettre tout en œuvre pour atteindre les nouvelles générations.

Bien trop souvent, pour toucher les jeunes, les partis se contentent d'avoir un jeune pour les représenter parmi leurs membres ou une page dédiée à la jeunesse dans leur manifeste politique. Mais notre génération ne s'intéresse pas qu'aux politiques liées à la jeunesse. Nous nous intéressons à toutes les politiques qui concernent notre génération: des coupes budgétaires touchant l'éducation au manque d'emplois décentes, en passant par le besoin de logements abordables. Nous nous intéressons également à l'âge et au montant des retraites. Et n'oublions pas le changement climatique, qui déterminera notre avenir sur cette planète.

Frans Timmermans a utilisé les bons mots pour parler de la situation des jeunes dans les débats et pour proposer des pistes d'amélioration. Il a abordé la situation professionnelle précaire de nombreux jeunes et expliqué que la solution à ce problème devait venir du système et de la politique, et non des jeunes. Il en va de même pour la crise climatique. Nous ne parviendrons pas à faire ce qu'il faut si nous comptons uniquement sur des initiatives individuelles. Nous devons réglementer les grandes industries et les multinationales.

Pour l'avenir, au-delà des élections européennes, voici ce dont nous avons besoin: mettre tout en œuvre pour améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population. Ces dernières années, nous avons assisté à une baisse de la qualité de l'enseignement, des emplois, de l'hébergement et des services publics. Il est en outre plus difficile d'accéder aux services ou de trouver et conserver un emploi. Nous ne voulons pas nous battre pour le statu quo, nous voulons des améliorations. Telle sera la mission des eurodéputés récemment élus et de la nouvelle Commission. Nous voulons une Europe qui travaille pour nous. Vous pouvez y arriver !



> AUTEUR

Maj Jensen Christensen est la nouvelle secrétaire générale de Young European Socialists (YES) – le plus grand parti politique composé de membres de la jeunesse en Europe.

“
*Bien trop souvent, pour
 toucher les jeunes, les
 partis se contentent
 d'avoir un jeune pour
 les représenter parmi
 leurs membres ou
 une page dédiée à la
 jeunesse dans leur
 manifeste politique.*

”

ÉLECTIONS EUROPÉENNES: UN PAS EN AVANT POUR LES DROITS DES FEMMES *par Zita Gurmai*

Ces dernières années, de nombreux pays ont assisté à l'émergence de puissants mouvements transnationaux faisant campagne contre ce qu'ils appellent l'« idéologie du genre ». Ces forces nationalistes de droite, comme le Fidesz en Hongrie, Vox en Espagne et le Rassemblement National en France, sont parvenues à mobiliser des citoyens contre certains aspects de l'égalité, tels que les droits procréatifs des femmes, les droits des personnes LGBTIQ+, l'égalité des genres, l'éducation sexuelle, et l'étude du genre en tant que discipline universitaire. Ce phénomène n'est pas nouveau, et il a également pu être observé pendant les élections européennes.

Un réseau mondial de militants anti-gay, anti-avortement et anti-féministe s'est réuni au Congrès mondial des familles en mars à Vérone, en Italie. Leur stratégie est bien rodée: déformer la réalité et répandre la haine en vue de rétablir la répartition traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes, de réinstaurer les privilèges des hommes et de préserver le patriarcat. Mais les femmes et les forces progressistes ne sont pas restées les bras croisés. Bien au contraire: un nombre croissant de femmes et d'hommes sont descendus dans les rues pour réclamer la protection des droits des femmes et l'égalité des sexes, et pour s'assurer qu'aucun retour en arrière ne soit permis.

En Espagne, des milliers de femmes et d'hommes ont manifesté le 8 mars en faveur d'une Europe féministe, une Europe synonyme d'égalité et de justice. Le combat pour les droits des femmes a toujours été au cœur du mouvement socialiste, et avec la montée

du mouvement anti-genre, les socialistes européens étaient déterminés à soutenir la cause des femmes avec une campagne forte, intitulée #FeministEurope.

Le Parti socialiste européen a été on ne peut plus clair sur ses convictions en adoptant une approche en trois étapes: 1) un solide manifeste féministe ; 2) le choix d'un candidat commun résolument féministe ; et 3) des listes européennes respectant la parité des sexes.

Cette approche a également été observée lors des débats de la campagne européenne. Comme l'a dit le candidat PSE féministe, Frans Timmermans, « il ne s'agit pas seulement des 14 femmes commissaires, mais bien des 250 millions de femmes en Europe et de ce que nous comptons faire pour elles ».

Contrairement aux candidats communs des autres partis européens, Frans Timmermans ne veut pas s'arrêter à la parité au sein de

la Commission européenne, et il a défendu des propositions politiques globales qui bénéficieront à toutes les femmes, telles que l'abolition des écarts de salaire et de retraite, et une directive européenne pour mettre fin à la violence fondée sur le genre. Notre candidat commun a plaidé en faveur d'un modèle féministe pour l'Europe, mais les médias se sont contentés de relayer le débat sur les quotas. Ils ont ainsi manqué l'occasion d'intégrer une réelle dimension de genre dans leur couverture et leurs analyses. Ceci dit, nous saluons le travail du mouvement des droits de femmes, qui est parvenu à placer le féminisme à l'ordre du jour de l'Europe et à en faire un enjeu électoral.

En outre, notre famille politique s'en est bien sortie s'agissant de la représentation des femmes sur les listes électorales européennes. Certains de nos partis ont été plus loin que les législations nationales en utilisant le système de « fermeture éclair » ou des quotas. Selon les données



Les organisations de femmes des partis sociaux-démocrates doivent rester critiques, en tant que gardiennes de l'égalité des sexes pour les partis et au sein de ceux-ci.

disponibles, 41,6% des candidats des partis membres du PSE étaient des femmes. Ces chiffres se reflètent dans le résultat électoral du groupe S&D, où 41,8 % des nouveaux eurodéputés sont des femmes. Bien que le S&D soit au-dessus de la moyenne du nouveau Parlement européen en termes de représentation des femmes – 39 %, contre 36 % en 2014, le groupe avait fait mieux en 2014 avec 45 % et passe donc derrière les Verts, la GUE et Renew Europe.

Il convient de noter que les partis ayant appliqué le système de la « fermeture éclair » sont parvenus à garantir l'élection d'un plus grand nombre d'eurodéputées et que placer des femmes en tête de liste permet de s'assurer que les petites délégations (1 à 3 représentants) sont équilibrées. L'absence de quotas ou de femmes éligibles a donné lieu à des résultats très médiocres en matière de représentation des femmes. Une autre victoire du mouvement progressiste des femmes est l'élection de la nouvelle présidente du groupe, Iratxe Garcia Perez, une fervente féministe.

Quelles conclusions générales pouvons-nous tirer des chiffres ? En tant qu'organisations des femmes des partis sociaux-démocrates,

L'#ÉgalitéDesSexes n'est pas encore acquise et nous n'y parviendrons pas sans la promouvoir et l'appliquer activement - @zgurma EN @PES_Women #FeministEurope



nous devons rester vigilantes et être les gardiennes de l'égalité des sexes pour les partis et au sein des partis. Nous devons constamment rappeler à tous que l'égalité des sexes n'est pas encore acquise et que nous n'y parviendrons jamais sans la promouvoir et l'appliquer activement. Seuls la volonté politique, des politiques judicieuses et des mécanismes efficaces à long terme nous permettront d'y parvenir.

Au vu de la plus grande fragmentation parlementaire, nous devons redoubler d'efforts pour trouver une majorité progressiste au Parlement européen en faveur des droits des femmes, et ce, de préférence avec des partis qui ne transigent pas sur la question de l'égalité des sexes. Les mouvements féministes suivront de près la nomination des candidats aux postes de présidents de commission, de

chefs de DG ou de présidents des institutions de l'UE, car nous devons nous assurer qu'une vision européenne féministe sera mise en pratique après les élections. C'est bien ce que PSE-Femmes fera et continuera de faire, jusqu'à ce que l'égalité des sexes soit devenue une réalité.



> AUTEUR

Zita Gurmai est Présidente du PSE-Femmes, qui promeut l'égalité des sexes au sein et en dehors du Parti socialiste européen (PSE), et est vice-présidente de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS). Ancienne membre du Parlement européen, elle a été réélue en avril 2018 en tant que députée du Parlement hongrois.

SORTIR DU MARASME

par László Andor



Les élections 2019 au Parlement européen (PE) ont vu la social-démocratie chuter à un niveau historiquement bas. Au sein du nouveau PE, la part de sièges occupés par des députés de partis socialistes, sociaux-démocrates et progressistes n'a jamais été aussi faible. De manière générale, le soutien dont bénéficient les progressistes décroît en Europe, une situation qui exige de mener une réflexion sérieuse, sans toutefois céder à l'abattement. Une stratégie macroéconomique keynésienne et une politique sociale plus audacieuse sont vitales pour l'UE, tout comme un programme progressiste mondial.

Malgré une campagne électorale européenne des plus dynamiques au printemps 2019, dans certains pays de l'UE, les sociaux-démocrates semblent découragés et donnent l'impression de naviguer sur un bateau qui stagne, voire qui coule lentement. Ils ont obtenu quelques bons résultats au nord et au sud, mais la situation n'en reste pas moins critique dans les deux principaux pays qui représentent le moteur de l'intégration européenne depuis sept décennies.

La chute du Parti socialiste en France laisse un grand vide sur la carte, et le désarroi dans lequel le SPD allemand est plongé depuis les élections européennes semble aujourd'hui tout aussi dramatique. Parmi les « nouveaux États membres de l'UE » à l'est, les sociaux-démocrates sont au pouvoir dans certains pays – non sans controverse – et les modestes gains de voix dans les autres pays n'ont pas été suffisants pour offrir un répit.

Les meilleures performances de la gauche dans la péninsule ibérique et dans quelques autres régions du sud de l'Europe ainsi qu'aux Pays-Bas, et le retour du centre gauche au pouvoir dans le nord peuvent être cités comme des avancées positives. Ces résultats très mitigés exigent de mener une réflexion de fond sur le rôle qu'ont joué, dans le déclin de la social-démocratie, les crises européennes qui se sont chevauchées. Il convient également d'analyser l'importance de la politique européenne dans le cadre de la stratégie de reconstruction progressiste qui doit à présent être mise au point.

La définition d'un programme progressiste au niveau de l'UE apparaît comme une tâche essentielle en soi, mais aussi parce que ce programme cadre les politiques des États membres. Comparé à il y a cinq ans, le programme social-démocrate actuel semble mieux préparé et plus cohésif. Il s'agit de progresser le long de trois axes clés: refondre l'ordre mondial au profit de la durabilité,

restructurer l'Union monétaire pour faciliter la convergence, et réinventer l'Europe sociale pour lutter contre les inégalités.

Pour les sociaux-démocrates, le développement constant de l'Europe sociale constitue un objectif essentiel – même si certains sont d'avis qu'il s'agit de se montrer plus libéraux que les libéraux et plus écologiques que les verts. Il devrait être clair que l'absorption des politiques défendues par les libéraux ou les verts ne peut se substituer à l'obtention de résultats sur les enjeux clés, notamment au travers d'une politique macroéconomique keynésienne. La disponibilité des emplois et la qualité de nos lieux de travail aujourd'hui dépendent de la réglementation européenne, et cette dernière doit être actualisée pour veiller à ce que de nouvelles tendances telles que la numérisation et la robotisation ne portent pas atteinte aux normes élevées auxquelles nous avons abouti. Les accomplissements de plusieurs cycles législatifs au niveau de

l'UE, tels que la directive d'exécution sur le détachement des travailleurs de 2014 et la révision, en 2018, de la directive sur les travailleurs détachés, ont mis fin à l'époque où les travailleurs originaires de certains États membres de l'UE étaient présentés comme la principale menace pour le bien-être national d'autres États membres.

Les efforts supplémentaires voués à éradiquer le dumping social doivent se concentrer sur des propositions comme la coordination de salaires minimaux entre les différents pays. Même si l'UE n'est pas et ne deviendra pas un État-providence, elle doit mettre au point un filet de sécurité pour les systèmes nationaux de protection sociale, par exemple au travers d'une réassurance des systèmes nationaux d'indemnités de chômage. Les participants à un récent débat dans ce domaine ont défendu le concept d'une « Union sociale ».

“

Les meilleures performances de la gauche dans la péninsule ibérique et dans quelques autres régions du sud de l'Europe ainsi qu'aux Pays-Bas, et le retour du centre gauche au pouvoir dans le nord peuvent être cités comme des avancées positives.

”

Les sociaux-démocrates ayant remporté les élections par le passé ont manqué l'occasion de réformer le modèle financier et

économique de l'UE, ce qui laisse une tâche cruciale qu'aucune autre force n'est prête à accomplir. D'aucuns, comme Joseph Stiglitz qui le fait dans ce numéro du Progressive Post, plaident en faveur d'une réécriture générale des règles de l'économie européenne. Mais il ne devrait faire aucun doute que la réforme de la monnaie unique doit être au centre de cette démarche. Quand l'Union économique et monétaire (UEM) pourra être relancée, les tâches les plus urgentes seront l'achèvement de l'Union bancaire avec l'ajout d'une assurance des dépôts aux piliers existants et l'introduction d'une véritable capacité budgétaire à l'appui du partage des risques et de la convergence. Ces mesures ne nécessitent pas un bond fédéral ou une modification des traités. En raison du risque de désintégration en cas de nouvelle récession économique, une réforme de l'UEM est vitale, mais il ne faut pas non plus oublier de poursuivre la mise en place d'un nouveau modèle d'entreprise européen. En particulier, il est probablement temps d'adopter une politique industrielle efficace, avec un nouveau potentiel pour l'innovation et le développement régional.

Enfin, l'avenir de l'intégration européenne et, dans ce cadre, la perspective d'une Europe sociale dépend également d'un programme progressiste mondial. Les Européens, plus que quiconque, peuvent et doivent s'employer à sauver les actions collectives dans le monde.

La principale menace pour le multilatéralisme émane du pays qui a inventé le système – les États-Unis d'Amérique. Ils cherchent des solutions pour gérer leur propre déclin relatif et aujourd'hui, cette démarche est devenue plus perturbatrice que constructive. Elle menace les accomplissements de ces dernières années, notamment dans les domaines de la politique climatique, du désarmement nucléaire et du développement économique. La conjoncture actuelle

appelle à une redécouverte de la tradition social-démocrate de la solidarité mondiale et à la mise au point d'un programme international progressiste. Sauver l'intégration européenne et le multilatéralisme face aux nouvelles figures autoritaires et nationalistes ne revient pas à défendre le statu quo ante, étant donné que le « laissez-faire » dans la finance transnationale et « la course à l'abîme » due à la non-réglementation du marché ces trente dernières années ont contribué à certaines des évolutions politiques alarmantes de notre époque.

L'analyse critique de la période néolibérale constitue un élément essentiel de la reconstruction progressiste dans les politiques économiques et sociales, mais également pour ce qui est des priorités mondiales. De grandes circonscriptions en Europe recherchent la force politique qui insistera sur la poursuite simultanée de la durabilité et de l'égalité. C'est en faisant montre de cette capacité que la social-démocratie pourra à nouveau avoir le vent en poupe.

**> AUTEUR**

László Andor est le nouveau secrétaire général de la FEPS. C'est un économiste hongrois qui a exercé les fonctions de commissaire européen à l'emploi, aux affaires sociales et à l'inclusion (2010-2014).



Wolfgang Engler

est sociologue et éditorialiste.

Il est originaire de Dresde et vit à Berlin. De 2005 à 2017, il a été le recteur de l'Académie des Arts dramatiques « Ernst Busch » de Berlin (Hfs). Son dernier livre, co-écrit avec Jana Hensel et intitulé *Wer wir sind. Die Erfahrung, ostdeutsch zu sein* (« Qui nous sommes. L'expérience d'un Allemand de l'Est »), aborde les nombreuses questions qui restent ouvertes en Allemagne, 30 ans après la chute du mur de Berlin.

” Dix ans avant la chute du mur de Berlin, l'État-providence avait commencé à se détériorer avec le tournant néolibéral.”

Un entretien avec **Wolfgang Engler**, réalisé par **Olaf Bruns**

*Le sociologue allemand Wolfgang Engler analyse de l'intérieur ce qu'il s'est passé en Allemagne (de l'Est) ces trente dernières années, depuis la chute du mur de Berlin. Dans son dernier livre, co-écrit avec la journaliste et écrivaine Jana Hensel, intitulé *Wer wir sind. Die Erfahrung, ostdeutsch zu sein* (« Qui nous sommes. L'expérience d'un Allemand de l'Est »), il dépeint un sentiment particulier de « sans-abrisme » dans le nouveau monde occidental. Mais il pense également que bon nombre des problèmes survenus au cours de cette période ne peuvent être compris que dans le contexte plus large du néolibéralisme et de la désindustrialisation.*

Progressive Post: *Nous sommes trente ans après la chute du mur de Berlin – cette pensée suscite-t-elle chez vous un sentiment de solennité ou plutôt d'angoisse ?*

Wolfgang Engler: Les deux. Lors des célébrations de novembre, nous entendrons probablement à nouveau tout ce qui a été accompli depuis la chute du mur. Et on peut difficilement le nier: que ce soit au niveau des logements, des infrastructures, des systèmes d'approvisionnement, ou encore de la prospérité de certaines entreprises, la situation a fort évolué ! Mais on fait souvent fi des problèmes, qui existent pourtant bel et bien. Peut-être que c'est en train de changer. L'Est fait à nouveau les gros titres, avec les manifestations et les actes de violence d'extrémistes de droite, mais aussi avec la victoire électorale de la Nouvelle Droite. Ces

événements font que l'Allemagne de l'Est est perçue comme une menace, mais d'un autre côté, de nombreuses personnes s'interrogent aujourd'hui sur le contexte, sur les raisons derrière ces phénomènes. Je ne veux bien entendu pas dire que je suis heureux de l'existence de ces mouvements, mais peut-être qu'ils ont été nécessaires pour attirer l'attention sur les problèmes.

PP: *Selon vous, quels sont les traits distinctifs de l'Allemagne, trente ans après la chute du mur de Berlin ?*

WE: L'ambivalence des développements: les grands enjeux sont liés aux migrations Est-Ouest de 1989 à nos jours, avec toutes les disparités qui les caractérisent. Puis, nous avons des endroits comme Iéna, Potsdam, Berlin et Dresde, ainsi que plusieurs villes de taille moyenne, où l'exode a





| Il y avait à l'Est 150 grandes entreprises, employant au moins 5 000 personnes. Dans les années suivant l'unification, 145 de ces entreprises ont été démantelées en très peu de temps.

pu être interrompu, où les gens sont revenus, des villes qui se sont relativement bien développées sur les plans économique et culturel. Mais il reste de nombreuses régions où c'est l'inverse qui se produit, où les départs se poursuivent et où les effets à long terme des ravages économiques des premières années après la chute du mur demeurent palpables. Aujourd'hui, environ 14 millions de personnes vivent dans l'ancienne République démocratique allemande (RDA). À la toute fin de la RDA, elles étaient 17 millions !

PP: *Pour quelles raisons la société se disloque-t-elle de la sorte ?*

WE: Bien entendu, l'ensemble du processus d'unification de l'Allemagne, lancé en 1989, l'a été en grande partie sous la pression des Allemands de l'Est. L'exode de l'Est vers l'Ouest a débuté immédiatement après la chute du mur. Il y avait des slogans tels que « si le D-Mark ne vient pas à nous, nous

irons jusqu'à lui », qui pourrait se traduire par « si la réunification ne va pas assez vite, nous passerons à l'Ouest ». Il fallait en tenir compte. Mais en réalité, ces pressions ont précipité la réunification.

Par exemple, il y avait à l'Est 150 grandes entreprises, employant au moins 5 000 personnes. Dans les années suivant l'unification, 145 de ces entreprises ont été démantelées en très peu de temps. En conséquence, les fournisseurs n'avaient plus de travail non plus, et les infrastructures sociales, culturelles et médicales liées à ces grandes entreprises à l'Est ont aussi soudainement disparu. Ces endroits ont été désertés pendant deux à cinq ans. Ailleurs – dans la région de la Ruhr, dans les Midlands britanniques et dans la Rust Belt aux États-Unis – ces processus de désindustrialisation se sont déroulés sur plusieurs décennies. Et même aujourd'hui, les blessures ne guérissent pas facilement.

“
*Ce qu'avait dit
 Walter Benjamin
 à propos de la
 montée du nazisme
 dans les années
 1930 s'applique
 également ici:
 ces gens aident
 les masses à
 s'exprimer, mais
 pas à obtenir
 des droits.*
 ”





“

*Cette double expérience
– l'autodétermination
politique d'une part,
et la perte dramatique
d'autodétermination
économique d'autre part
– déstabilise la société
encore aujourd'hui.*

”

PP: *Est-ce ce qui explique la radicalisation d'une partie de la population de l'Allemagne de l'Est ?*

WE: Je ne pense pas qu'il s'agisse d'un problème propre à l'Allemagne de l'Est, ou même à l'Allemagne en général. Ce constat ne s'impose que lorsque l'on prend du recul et que l'on considère les changements survenus au début des années 1980, une décennie avant la chute du mur, à savoir la corrosion de l'État-providence et le tournant vers des régimes néolibéraux. Un peu partout, des gens ont raté le train et se sont sentis abandonnés. Et ces personnes cherchent aujourd'hui des réponses politiques à leur colère et à leur rage. Pendant longtemps, en Allemagne de l'Est, leur principal représentant a été le parti La Gauche. Mais à l'été

2015, avec les migrations de masse, certains ont eu le sentiment que La Gauche faisait désormais partie de l'establishment, que le parti soutenait les politiques de la chancelière, Angela Merkel. Et ils se sont alors dit: « Puisque c'est comme ça, optons pour une solution radicale ! Nous allons charger ceux qui vous mettent un peu mal à l'aise de trouver des solutions à notre insatisfaction. Peut-être qu'enfin, la classe politique nous verra. » C'est exactement ce qui s'est passé !

Et s'agissant des domaines desquels ils se sentent exclus, les gens se disent: « Tant que nous étions politiquement modérés, on nous disait que tout allait s'arranger, que cela prendrait encore un peu de temps, que ce n'était sans doute qu'une période difficile... Mais maintenant que nous avons confié le processus politique à la Nouvelle Droite, tout le monde s'intéresse à nous: les journalistes et les sociologues nous interrogent... Il semblerait donc que nous ayons pris la bonne décision ! » Il est difficile ensuite de leur répondre que ce n'est pas ça du tout !

PP: *Ces mouvements sont-ils vraiment composés en majeure partie de personnes se sentant exclues ? Des perdants du développement économique, de la mondialisation ?*

WE: Non. Si l'on examine de plus près les partisans et les réseaux de soutien de la Nouvelle Droite – et pas seulement en

Allemagne de l'Est – il devient évident qu'il ne s'agit pas uniquement des perdants de la mondialisation, mais que ces réseaux ont aussi des racines au sein de la société. Ce phénomène ne concerne pas que les personnes en situation précaire.

Une étude révèle qu'à Dresde, bon nombre des participants aux manifestations de l'extrême droite sont instruites et gagnent un salaire moyen, voire un peu plus. Il s'agit même parfois d'universitaires. Le milieu de la société est bien plus vulnérable à l'Est qu'à l'Ouest !

PP: *Qu'est-ce qui rend particulièrement vulnérable le milieu de la société – ou la classe moyenne – à l'Est ?*

WE: Nombreux sont ceux qui ont un bon emploi, une bonne éducation et qui gagnent décemment leur vie à l'Est. Mais, en raison d'un développement différent dans cette partie de l'Allemagne, les membres de la classe moyenne ne sont pas parvenus, même trente ans plus tard, à accumuler les mêmes ressources économiques – épargne, biens immobiliers, etc. – que les Allemands de l'Ouest. Ces personnes sont extrêmement vulnérables en cas d'imprévu, lorsqu'elles perdent leur emploi ou leur logement. Normalement, les membres de la classe moyenne disposent d'une réserve d'argent qui leur permet de voir venir en cas d'imprévu. Ici, à l'Est, les gens sont bien plus démunis face au changement, car ils ne peuvent pas s'appuyer sur de telles ressources. Dès lors, une expulsion





d'un appartement pour que son propriétaire puisse à nouveau l'occuper personnellement suffit généralement à faire tomber une personne de la classe moyenne dans la précarité.

Et lorsque ces gens qui sont au centre de la société, et qui représentent l'ancrage de la stabilité, sont soumis à d'intenses pressions, lorsqu'ils sont nombreux à perdre leur logement ou leur emploi, il est possible qu'ils finissent par se dire: « Désolés, mais trop, c'est trop ! Maintenant, nous voulons renverser tout le système ! »

PP: *Est-ce cela la « Grande offense » dont vous parlez dans votre récent livre ?*

WE: C'est lié. Par « Grande offense », je désigne l'expérience irritante qu'ont vécue des millions d'Allemands de l'Est entre 1990 et 1992: par le revirement de 1989, ils ont obtenu, sur le plan politique, presque tout ce qu'ils souhaitaient – droits civiques, libertés individuelles, liberté de réunion, liberté de circulation, etc. – mais c'est à ce moment précisément que des millions de personnes ont vu leur réseau social et économique s'écrouler. Cette double expérience – autodétermination politique d'une part, et perte dramatique d'autodétermination économique d'autre part – déstabilise la société encore aujourd'hui.

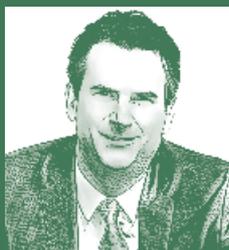
Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



LES IMPACTS SOCIAUX DE LA TRANSITION

EUROPE ORIENTALE: LA TRANSITION
À L'ORIGINE DE CRISES MULTIPLES

La transition post-communiste est souvent vue comme une réussite économique en Occident, et ce malgré les difficultés. Pourtant, nombreux sont ceux à l'Est qui en gardent un douloureux souvenir. Dans plusieurs pays, des gouvernements nationalistes autoritaires sont montés au pouvoir, promettant de rectifier les erreurs qui auraient été commises pendant la transition.



> AUTEUR

Mitchell A. Orenstein est professeur de russe et d'études est-européennes à l'Université de Pennsylvanie et chercheur principal au Foreign Policy Research Institute.



LA DÉMOCRATIE HONGROISE – DE PREMIÈRE DE LA CLASSE À MAUVAISE ÉLÈVE ?

En 1989, les Hongrois voyaient la démocratie comme l'immense espoir de jouir d'une société libre et ouverte. Trente ans plus tard, la Hongrie est officiellement devenue un « État illibéral » empreint de nationalisme et de corruption. L'opposition est fragmentée et la société est divisée sur les plans politique, économique et géographique. La Gauche progressiste est impuissante face à cette situation.



> AUTEUR

Péter Niedermüller est membre du Parlement européen. Il est également trésorier et vice-président de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates. Il est membre de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE).

DE L'OUVERTURE D'UNE SOCIÉTÉ À SON REPLI

par Włodzimierz Cimoszewicz

Le 4 juin 1989 – le même jour que celui où des étudiants sont morts sur la place Tian'anmen – des élections législatives étaient organisées en Pologne. Pour la première fois, de véritables candidats de l'opposition étaient autorisés à se présenter. L'arrivée de l'opposition au gouvernement a ouvert la voie à des changements historiques dans le pays et au-delà. L'adhésion à l'Union européenne en 2004 s'est accompagnée de vagues d'optimisme et les citoyens ont retrouvé foi en l'avenir. Aujourd'hui en revanche, la Pologne, profondément divisée, peine à relever les défis sociaux et à faire face aux changements survenus au cours des dernières décennies. L'actuel gouvernement représente une véritable menace pour la démocratie.

Suite à plusieurs grèves, le gouvernement avait négocié la tenue des élections de 1989 avec le syndicat Solidarność (Solidarité), qui dirigeait les manifestations. C'était la première fois dans le camp soviétique qu'un gouvernement négociait avec l'opposition et acceptait la possibilité que des représentants de cette dernière entrent au Parlement. Le syndicat a participé aux élections et a recueilli 35 % des suffrages. L'arrivée au pouvoir du gouvernement de coalition dirigé par Solidarność a ouvert la voie à des changements historiques en Pologne, et au-delà.

Le pays a décidé de procéder à des changements radicaux sur les plans politique et économique. La situation économique était désastreuse, et les Polonais étaient prêts à tout. Les attentes étaient élevées et empreintes de naïveté. Presque personne ne réalisait que ces changements auraient des coûts sociaux inévitables.

Sur le plan politique, le système s'est

démocratisé sans trouble aucun. La thérapie économique, par contre, s'est rapidement soldée par des résultats pénibles, sous la forme d'une diminution du PIB et d'une augmentation en flèche du chômage. La privatisation des secteurs gérés par l'État a pris les Polonais par surprise, mais dans le même temps, deux millions de petites entreprises privées ont rapidement été créées. La Pologne s'est résolument tournée vers l'Occident et elle s'est employée à rejoindre l'OTAN et l'UE dans les années qui ont suivi.

Cette année, en 2019, cela fait vingt ans que le pays est membre de l'Alliance militaire, et il est membre de l'Union européenne depuis quinze ans. L'adhésion à ces deux organisations internationales a été soutenue par la majorité de la population. L'économie n'a plus connu de récession depuis trente ans, le taux de chômage d'environ 6 % est très bas et les Polonais vivent beaucoup mieux que par le passé. Le succès de la transformation polonaise n'avait plus été contesté depuis très longtemps.

Pourtant, soudainement, ces dernières années, la situation a changé de façon radicale. Il y a quatre ans, une large part des électeurs a cru dans le slogan « Pologne en ruines » et a confié le pouvoir politique au parti Droit et justice (PiS) de la droite radicale. Depuis lors, élection après élection, le PiS confirme sa puissance et l'opposition démocratique est en mauvaise posture.

Les réformateurs des précédents gouvernements n'ont pas remarqué à temps que l'État était devenu suffisamment riche pour accroître l'aide octroyée aux citoyens plus pauvres. Populisme, démagogie, intolérance et xénophobie se sont immiscés dans la société. Sans nul doute, l'erreur des gouvernements pro-européens précédents a été de ne pas disposer de programme visible et crédible pour le pays, en particulier pour la génération de jeunes instruits, ce qui a mené à l'aliénation de ces groupes d'électeurs. La Pologne est aujourd'hui un pays paralysé de l'intérieur, profondément divisé entre villes et campagnes, riches et pauvres, niveau



© shutterstock

| Le 4 juin 2016, une manifestation à Cracovie, en Pologne à l'occasion de l'anniversaire des premières élections libres de 1989.

d'instruction élevé et bas, et personnes très religieuses ou très peu.

Selon les sondages, la démocratie, l'état de droit et les libertés individuelles sont importants pour 30 à 40 % des Polonais, mais ces valeurs ne semblent pas essentielles à une part tout aussi grande de la population. Dans le même temps, la politique a perdu de son intérêt aux yeux de la moitié de la société qui s'en sort bien, au mépris du danger de régression politique. Les hommes et femmes politiques du centre et de la gauche, qui étaient au pouvoir la majeure partie du temps après 1989, sont partis ou ne convainquent plus la majorité. Ceux qui sont restés ont perdu leur enthousiasme d'antan et leur motivation à agir. La droite conservatrice est quant à elle parvenue à toucher une part de la société qui ne se faisait pas entendre auparavant.

Aux élections européennes, le taux de participation a doublé, mais les électeurs ont à nouveau donné la victoire au parti en place. Cette nouvelle victoire résulte en grande partie de transferts sociaux coûteux, de l'utilisation de la télévision publique pour des campagnes de propagande sans précédent – défendant l'Église catholique pourtant empêtrée dans des scandales de pédophilie – et d'un discours anti-LGBT agressif. Les nombreux scandales portant

atteinte à la crédibilité des dirigeants et leur manque évident de professionnalisme dans l'élaboration des lois et la politique étrangère n'ont pas entamé de manière notable le soutien que témoignent les électeurs au parti Droit et justice.

En Pologne comme ailleurs, le contexte plus large des profonds changements géopolitiques, technologiques et culturels à l'échelle mondiale a également son importance. Le rythme, la complexité et l'ampleur de ces bouleversements sont à l'origine d'un sentiment d'incertitude et de confusion. L'effet psychologique des changements à long terme semble avoir poussé de nombreux citoyens à mythifier le passé, au lieu de s'ouvrir à un avenir qui semble de plus en plus incertain.

Nombreux sont ceux qui peinent à s'adapter à ce nouveau mode de vie et qui finissent par chercher de la sécurité dans l'identification avec un esprit de communauté. Et c'est ce que les démagogues sont heureux de leur offrir – mais il s'agit d'une communauté de meute plutôt que d'une communauté de société démocratique. Si l'on ajoute à tout cela les tentatives de manipulation des sociétés démocratiques depuis l'extérieur – avec de l'argent et sur internet – la démocratie et l'intégration européenne semblent très menacées.

Trente ans après les premières élections libres et quinze ans après l'élargissement historique de l'Union européenne, caractérisé par des vagues d'optimisme et la foi dans l'avenir, nous devons aujourd'hui défendre bien plus activement l'Union européenne, et encore plus les valeurs et les principes sur lesquels elle a été fondée.



> AUTEUR

Włodzimierz Cimoszewicz a été Premier ministre polonais de 1996 à la fin de 1997, ministre des Affaires étrangères de 2001 à 2005 et président de la chambre basse du parlement polonais de janvier à octobre 2005.

POUR SUIVRE LE COMBAT POUR UNE RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL



par Frances O'Grady

Le temps de travail a toujours été un combat essentiel pour les travailleurs et leurs syndicats. Alors que la technologie et l'économie des plateformes grignotent de plus en plus le temps libre des travailleurs, une semaine de travail plus courte est à nouveau à l'ordre du jour. Une semaine de quatre jours, sans perte de salaire, fait partie de nos ambitions.

L'une des toutes premières campagnes du mouvement ouvrier international visait à instaurer une journée de travail de dix puis de huit heures. Cette revendication a été proposée au premier Congrès international des Travailleurs à Genève en 1866. En 1919, la Convention sur la durée du travail (industrie) a été la première convention adoptée par l'Organisation internationale du travail (OIT). Plus récemment, des syndicats de toute l'Europe ont uni leurs forces pour faire aboutir la directive européenne de 1993, qui a mis en place des garde-fous en matière de temps de travail et permis à des millions de travailleurs de bénéficier pour la première fois de congés payés.

L'ampleur de nos accomplissements dans ce domaine ne fait aucun doute. Depuis 1868, l'année de la création du Trades Union Congress (Congrès des syndicats) britannique, le temps de travail hebdomadaire au Royaume-Uni a été quasiment réduit de moitié, passant de 62 à environ 32 heures. Dans plusieurs pays d'Europe du Nord,

de puissants syndicats ont obtenu des avancées plus importantes encore.

Mais nous ne devrions pas nous arrêter là. Au cours de ce siècle, la technologie continuera à transformer nos économies et notre façon de travailler. Les syndicats estiment que les travailleurs devraient recevoir une part équitable des bénéfices, au travers de salaires plus élevés et de plus de temps à consacrer à leur vie privée.

Au Trades Union Congress, nous sommes d'avis qu'une semaine de quatre jours – sans perte de salaire – devrait faire partie de nos ambitions pour les années à venir. Comme nos prédécesseurs, nous voulons que les travailleurs aient plus de temps libre, plus de temps à passer avec leurs proches et avec leurs semblables.

Nous savons que les travailleurs souscrivent à cette revendication. Lorsque nous avons demandé aux citoyens comment ils imaginaient un monde où une production plus efficace permettrait de réduire le temps de

travail, le passage à une semaine de quatre jours a été la solution plébiscitée.

L'histoire nous a montré que nous pouvions croire en la capacité des syndicats à unir leurs forces à travers les frontières pour faire évoluer les normes sur le temps de travail.

Toujours en service

L'innovation technologique devrait être utilisée pour réduire le temps de travail, mais l'évolution du marché du travail ces dernières années nous montre que c'est plutôt l'inverse qui se produit. De nombreux employeurs utilisent les nouvelles technologies – notamment les Smartphones – pour empiéter sur le temps que les travailleurs consacrent à leur vie privée.

Ce phénomène transparaît surtout dans l'émergence de plateformes « à la demande » telles qu'Uber. Les travailleurs au service de ces plateformes sont censés être toujours disponibles sans pour autant être

“

payés pendant cette attente. Piégés dans une spirale de bas salaires et d'insécurité de l'emploi, les travailleurs sont obligés d'entrer en concurrence pour la moindre possibilité de travailler.

Uber affirme être à l'origine d'une nouvelle forme de travail, mais les tribunaux ont à maintes reprises rejeté cette façon de voir les choses. En réalité, Uber utilise une nouvelle technologie pour priver les travailleurs de leurs droits, notamment le droit de faire des pauses, de prendre des vacances et de bénéficier d'un salaire minimum.

Même pour les travailleurs à horaire fixe, la frontière entre vie professionnelle et vie privée s'efface peu à peu. Selon une étude du Trades Union Congress, un travailleur sur sept a vu son temps de travail augmenter depuis l'émergence des nouvelles technologies. En effet, ils peuvent être joints plus facilement lorsqu'ils sont chez eux. Une autre étude du Chartered Institute of Personnel and Development réalisée en 2017 a révélé que près d'un tiers des travailleurs avaient le sentiment que la possibilité d'accéder à distance à leur lieu de travail les empêchait de se déconnecter pendant leur temps libre. Rien que l'année dernière, les travailleurs britanniques ont effectué pour 32 milliards de livres sterling (environ 36 milliards d'euros) d'heures supplémentaires non rémunérées.

L'augmentation du temps libre des travailleurs n'est donc pas le seul défi à relever. Nous devons également préserver le temps libre déjà acquis. Car soyons clairs: si un employeur utilise le temps d'un travailleur sans le rémunérer, c'est du vol.

*Si un employeur
utilise le temps d'un
travailleur sans le
rémunérer, c'est du vol!*

”

Rupture technologique

Nous vivons une époque de grands bouleversements dans le monde du travail. Selon les estimations du gouvernement britannique, les robots et les systèmes automatisés pourraient être à l'origine d'une augmentation de la production de l'ordre de 200 milliards de livres sterling (environ 225 milliards d'euros), et des accroissements similaires de la productivité sont prévus à travers toute l'Europe.

Mais déjà, de riches PDG cherchent à amasser des milliards sans que les travailleurs ne puissent récolter les fruits de leur labeur. Le PDG d'Amazon, Jeff Bezos, est l'homme le plus riche au monde, mais dans ses entrepôts, des travailleurs peu rémunérés sont tellement épuisés qu'ils s'effondrent pendant leur service.

Nous devons inverser la tendance et combattre les employeurs qui veulent rétablir des schémas d'exploitation d'un autre âge en nous encourageant à utiliser les nouvelles technologies.

Divers événements en Europe nous donnent de l'espoir. En Irlande, les syndicats sont récemment parvenus à interdire les contrats « zéro heure ». Les syndicats français ont quant à eux été les premiers à conclure des conventions collectives sur le droit à la déconnexion, un droit désormais consacré dans une loi nationale qui exige des entreprises de 50 employés ou plus de mener des négociations sur l'utilisation des technologies de communication.

Des avancées telles que celles-là s'appuient sur les accomplissements des deux siècles passés. Et elles nous rappellent que l'action collective des travailleurs demeure le meilleur moyen de garantir des salaires décents, plus de temps libre, ainsi que de meilleures conditions de vie et de travail.



> AUTEUR

Frances O'Grady est secrétaire générale du British Trades Union Congress (TUC). Elle a été syndicaliste active et militante durant toute sa vie professionnelle et a occupé divers emplois, allant du commerce de magasin au secteur associatif. Avant le TUC, O'Grady travaillait pour le Syndicat des travailleurs des transports et des industries.

VERS UNE SEMAINE DE 4 JOURS

Réduire ou réaménager le temps de travail, pourquoi ? Une meilleure gestion de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, une adaptation à la robotisation, une diminution du stress au travail ou encore une augmentation de la productivité.

Les initiatives fleurissent en Europe: 35, 32, 28h voire la semaine de 4 jours, une tendance actuelle.

La réduction du temps de travail est utilisée aujourd'hui comme un levier: réduire la consommation énergétique, réduire les coûts du travail, diminuer le chômage ou encore améliorer le bien-être.

Plusieurs pays ont testé voire adopté cet instrument.

Voici quelques expériences menées à travers le monde.



SOURCE

The Shorter Working Week:
A Radical And Pragmatic Proposal Edited

[https://autonomy.work/by/Will Stronge and Aidan Harper 2019](https://autonomy.work/by/Will%20Stronge%20and%20Aidan%20Harper%202019)



♀ RÉDUCTION DU NOMBRE DE SEMAINES TRAVAILLÉES À REYKJAVÍK

De mars 2015 à mars 2016
Durée légale du travail /
SEMAINE: 40 heures

La ville de Reykjavík mène une expérience d'une année sur la réduction du nombre de semaines de travail dans certains services publics de la Ville.

Les heures normales de travail sont réduites de quatre à cinq heures **sans que la productivité des employés ne baisse.**

Résultats: la semaine de travail est ainsi raccourcie de quatre heures en s'achevant le vendredi après-midi. Le centre de service ferme à trois heures au lieu de quatre, chaque jour ouvrable.



♀ CWU - ROYAL MAIL, LA SEMAINE DE 35 HEURES

De 2015 à nos jours
Durée légale du travail /
SEMAINE: 48 heures

Devant répondre à une automatisation des tâches, les travailleurs de Royal Mail exigent une semaine de travail plus courte, en sorte que les gains de productivité soient partagés plus équitablement entre les travailleurs et les actionnaires.

Résultats: En mars 2018, le Syndicat des travailleurs de la communication (CWU) a conclu un accord avec Royal Mail pour passer à une semaine de travail de 35 heures d'ici 2022.



LE PLAN HUNTSMAN EN UTAH

De 2009 à 2011
Durée légale du travail /
SEMAINE: 40 heures

En 2009, face à la hausse des coûts de l'énergie, l'ancien gouverneur de l'Utah, Jon Huntsman, lance la semaine de travail "4/10" - 10 heures par jour, de lundi à jeudi - à l'intention des 17 000 employés de l'État.

Résultats: un accroissement de l'efficacité, la réduction des coûts indirects et des économies d'énergie, alors que les budgets sont serrés.





LA SEMAINE DES 35 HEURES

De 1998 à nos jours
Durée légale du travail /
SEMAINE: 35 heures

Mise en oeuvre à partir de 2000, la mesure est obligatoire pour toutes les entreprises à compter du 1er janvier 2002. L'objectif est de ramener de 39 à 35 heures la durée de travail afin de réduire le taux de chômage. Ce qui fait de l'économie française la première à réduire le temps de travail par des moyens légaux.

Résultats: une baisse du temps de travail, plus de bien-être social, une réduction des contributions fiscales, une plus grande flexibilité pour l'organisation des entreprises et aucune réduction de salaire.



L'EXPÉRIENCE SUÉDOISE SVARTEDALEN

Du 1er février 2015 à décembre 2016
Durée légale du travail /
SEMAINE: 40 heures

En avril 2014, les autorités de la ville de Göteborg lancent l'expérience de la semaine de 30 heures pour les infirmières de la maison de retraite de Svartedalen. Au cours des 23 mois, les infirmières voient leur temps de travail réduit à six heures par jour. Pour faire face à cette réduction du nombre d'heures, des employés supplémentaires sont recrutés pour une quinzaine d'équivalents temps plein. Les salaires restent stables et ceux des nouvelles recrues sont payés par l'argent public.

Résultats (effectué via un questionnaire remis aux résidents et aux employés): une amélioration de la santé des infirmières et une diminution des congés maladies. L'opération n'a pas été prolongée car jugée trop coûteuse par l'Etat.



IG METALL ET LA SEMAINE DE 28 HEURES

De janvier 2018 à nos jours
Durée légale du travail / SEMAINE:
40 heures(possibilité de 42 heures)

Les travailleurs du syndicat IG Metall - qui représente environ 3,9 millions de travailleurs en Allemagne - se sont mis en grève. Ils exigent la possibilité de réduire leur temps de travail à 28 heures par semaine pendant un maximum de deux ans, avec le droit automatique de retrouver ensuite un emploi à temps plein.

Les membres veulent plus de temps pour s'occuper de leurs enfants et de leurs parents malades ou âgés.

Résultats: Les ouvriers ont fini par obtenir pour près d'un million de travailleurs une augmentation de salaire de 4,3%. Ceux qui ont opté pour une semaine de 28 heures afin de prendre soin des jeunes ou des parents âgés reçoivent une allocation supplémentaire de 200 euros par mois de l'Etat. Ceux qui veulent faire une pause de travail dans les postes à haut risque pour la santé sont indemnisés avec 750 euros par an.



LA VRT

2016
Durée légale du travail / SEMAINE: 40 heures

Face à une réduction de ses subventions publiques et à une limitation des dépenses en personnel, l'organisme de radiodiffusion publique belge VRT (Vlaamse Radio en Televisie - Radio-télévision flamande) veut réduire de 350 le nombre de ses 2 200 employés. Voulant éviter les licenciements, les syndicats proposent alors un système de redistribution du travail volontaire ou de partage du travail avec une réduction volontaire du temps de travail. L'accord conclu entre les syndicats et la direction prévoit jusqu'à 22 jours de congés supplémentaires pour les employés qui abandonnent leur bonus.

Résultats: des répercussions positives sur les droits à la retraite des travailleurs et les congés de maladie ou congés annuels "réguliers".

IL EST TEMPS DE PASSER À UNE SEMAINE DE 4 JOURS DE TRAVAIL !

par Aidan Harper

Le raccourcissement de la semaine de travail a toujours été au cœur des revendications du mouvement syndical. Cette question est à nouveau au centre des politiques progressistes, à mesure que le point critique du dérèglement climatique approche et que l'automatisation des processus de travail se généralise, poussée par de nouvelles technologies telles que l'intelligence artificielle (IA).

“

Le raccourcissement de la semaine de travail a toujours été au cœur des revendications du mouvement syndical. Perdue pendant plusieurs décennies dans la jungle néolibérale, la question revient au centre des politiques progressistes.

”

La journée de huit heures et le week-end de deux jours comptent parmi les plus belles victoires du mouvement syndical. Ces acquis sont si bien ancrés dans notre routine quotidienne qu'il est facile d'en oublier la valeur: ils nous permettent d'avoir le temps de faire toutes les choses que nous considérons comme essentielles avec les personnes les plus importantes à nos yeux.

Avant, une semaine habituelle comptait en moyenne soixante heures de travail. Le modèle de « neuf à cinq, cinq jours par semaine » pour un emploi à temps plein est toutefois de plus en plus perçu comme suranné et obsolète. Partout en Europe, le travail et le temps qui lui est consacré refont l'objet d'une vaste contestation politique et un débat politique commence à se former autour d'une nouvelle revendication: celle d'une semaine de quatre jours.

Le mouvement en faveur d'une réduction du temps de travail ne cesse de grandir en Europe. Un sondage réalisé cette année révèle que la plupart des Européens sont

favorables à l'instauration d'une semaine de quatre jours travail – une idée soutenue par près de deux tiers des citoyens du Royaume-Uni, de Suède et de Finlande. L'enthousiasme des Britanniques découle sans doute du fait que c'est au Royaume-Uni que l'idée d'une réduction du temps de travail fait le plus grand bruit. Le Parti vert a déjà fait sienne cette cause en défendant la semaine de quatre jours lors de sa campagne pour les élections législatives de 2017, le Congrès des syndicats britanniques a déclaré que le mouvement syndical devrait avoir pour objectif d'instaurer une semaine de quatre jours, et le Parti travailliste est en train d'étudier le raccourcissement de la semaine de travail. La semaine de quatre jours est donc soudainement devenue une demande relevant du bon sens.

Dérèglement climatique

Le rapport publié l'année dernière par le GIEC a de nouveau souligné l'imminence des points critiques en matière de dérèglement climatique. Aux États-Unis, la députée



© shutterstock

Le syndicat de l'industrie métallurgique IG Metall a conclu un accord avec la fédération des employeurs Südwestmetall, permettant aux travailleurs de passer de 35 à 28 heures de travail par semaine.

à la chambre des Représentants Alexandria Ocasio-Cortez a mené la charge en faveur d'un programme annonciateur de transformations radicales, sous la forme d'un New Deal vert. La New Economics Foundation soutient que la réduction du temps de travail, sans nécessairement baisser les salaires – comme dans le cadre d'une semaine de 4 jours ou de 32 heures –, devrait occuper une place prépondérante dans ce type d'approche.

Nous savons que, dans tous les aspects de l'économie, nous devons réduire de façon drastique l'impact environnemental de notre manière de travailler et de consommer. Nous devons en outre rapidement trouver des alternatives aux activités et aux produits énergivores. Il existe un rapport étroit entre les rythmes de travail intensifs et les modes de consommation énergivores et néfastes pour l'environnement. Les nombreuses heures de travail favorisent une consommation de produits énergivores, des dépenses ostentatoires et des modes de vie non durables. Alliée à d'autres politiques qui découragent les activités à forte intensité de carbone, une semaine de quatre jours pourrait aider notre société à adopter des comportements plus durables.

Il est encourageant de constater que de nouvelles campagnes, comme celle du New Deal vert pour l'Europe, incluent une semaine de travail plus courte dans leur programme de refonte de l'économie, afin d'accorder une place de choix à la viabilité environnementale et au bien-être social.

Automatisation

Les conséquences de l'automatisation – considérée tant comme une opportunité que comme une menace – constituent un autre défi de taille pour l'Europe. Si les détenteurs de capitaux saisissent tous les avantages de l'automatisation, les inégalités pourraient augmenter de manière considérable et entraîner une instabilité sociale et politique. Par contre, si les atouts de l'automatisation étaient répartis de manière égale, les nouvelles technologies, comme l'IA, pourraient faire grimper les salaires et raccourcir la semaine de travail de tout le monde.

Les syndicats militent déjà activement sur cette question, avec succès. Le Communication Workers Union (syndicat des travailleurs des communications) a convenu avec la Poste royale britannique de raccourcir la semaine de travail à 35 heures

(au lieu de 39) pour 134 000 employés des postes, en réaction directe à la mécanisation du processus d'emballage des colis. Il a ainsi soutenu que les avantages de l'automatisation devaient être partagés équitablement avec les travailleurs au travers d'un raccourcissement de la semaine de travail. D'autres exemples existent ailleurs dans le monde, des États-Unis à l'Allemagne (voir notre carte à la page 44-45).

Vers une semaine de quatre jours

Le raccourcissement de la semaine de travail a toujours été au cœur des revendications du mouvement syndical. Perdue pendant plusieurs décennies dans la jungle néolibérale, la question revient au centre des politiques progressistes. En Europe, la semaine de quatre jours n'est plus seulement envisagée comme une douce utopie, mais aussi de plus en plus comme une réponse concrète à une série de crises profondément ancrées dans notre économie.



> AUTEUR

Aidan Harper est chercheur à la New Economics Foundation. Il étudie notamment le lien entre inégalités de santé et le contrôle exercé par la population, l'exploration de la notion d'effacement de dettes des consommateurs, le bien-être et l'avenir du travail, la réduction de la semaine de travail, et de nouvelles idées pour la démocratie participative.



| Dans l'UE en 2015, les investissements publics dans les infrastructures sociales étaient estimés à 170 milliards d'euros, soit un montant au moins 20 % inférieur à celui de 2008.

La crise financière a laissé les États membres de l'UE dans une situation catastrophique en raison de la diminution des recettes fiscales et de l'impact des mesures d'austérité dans de nombreux pays. En conséquence, les investissements publics dans les infrastructures sociales ont atteint leur plus bas niveau en 20 ans. Mais il est possible de saisir cette opportunité pour créer un système moderne de protection sociale en Europe et ainsi améliorer la vie des plus pauvres, des classes moyennes et des jeunes. Une telle approche profiterait également à la productivité et à la croissance.

Dans l'UE, ces investissements sont estimés à 170 milliards d'euros pour 2015 – la dernière année pour laquelle des données officielles sont disponibles – soit un montant au moins 20 % inférieur à celui de 2008. Ce montant est clairement insuffisant au vu du manque d'investissements dans ce type d'infrastructures: au moins 100 à 150 milliards d'euros par an, ou 1 500 milliards d'euros entre 2018 et 2030.

A la lumière du vieillissement de la population, des modifications structurelles radicales des marchés du travail et des possibilités qu'offrent l'innovation technologique et la société de la connaissance, il est urgent de procéder à des investissements innovants de haute qualité à grande échelle dans les infrastructures sociales de l'UE. Il est temps de renverser la vapeur, car cette situation a déjà des retombées graves et à long terme, en particulier sur l'accessibilité à la santé et aux soins de longue durée, sur les retraites,

“
L'Espagne dépense
183 euros par élève
par an, tandis qu'aux
Pays-Bas, ce montant
s'élève à 1 283 euros.

”

AUGMENTER LES INVESTISSEMENTS INNOVANTS À LONG TERME DANS LES INFRASTRUCTURES SOCIALES

UNE PISTE POUR MODERNISER LES MODÈLES SOCIAUX EN EUROPE

par *Lieve Franssen*

sur les besoins de garde d'enfants, sur l'apprentissage tout au long de la vie ainsi que sur le développement des compétences et des qualifications.

La demande de logements accessibles, abordables et efficaces sur le plan énergétique ne fait que croître, alors que les revenus augmentent moins rapidement que les dépenses. En résulte un cercle vicieux dans lequel de nombreux citoyens consacrent près de 40 % de leur salaire à leur logement, payant des prix réhibitifs ou dépendant de subventions pour chauffer ou refroidir leur habitation, tandis que de plus en plus de gens deviennent sans-abris ou sont placés sur des listes d'attente sans fin pour des logements sociaux.

La mise à disposition de logements abordables, accessibles et économes en énergie est dès lors devenue un enjeu majeur partout en Europe. Il faut s'atteler à la résolution de ce problème sans attendre. L'analyse des ressources allouées ne dit bien évidemment pas si ces ressources sont utilisées efficacement.

Par exemple, dans le secteur de la santé et des soins de longue durée, l'accent est généralement placé sur les hôpitaux et les soins en institution, alors qu'il est de plus en plus reconnu que certains pays – notamment l'Allemagne, la France, la Belgique et la Hongrie – présentent un excédent de capacité (l'Allemagne compte 8,2 lits pour 1000 habitants, le chiffre le plus élevé des pays de l'OCDE) et que les patients nécessitant des soins de longue durée préfèrent de loin rester chez eux auprès de leurs proches, tout en bénéficiant de services connectés et à domicile. Le secteur des soins de longue durée en particulier manque cruellement d'investissements et il est trop institutionnalisé dans de nombreuses régions d'Europe. Les dépenses publiques destinées aux soins de longue durée oscillent entre plus de 4 % du PIB aux Pays-Bas et moins de 0,5 % dans des pays comme la Lettonie ou la Pologne.

Même si la situation s'améliore lentement, des exemples positifs peuvent être cités un peu partout en Europe, où des services

de soin et d'aide basés sur la collectivité et centrés sur l'humain sont mis en place. Ces services répondent mieux aux besoins complexes des patients d'aujourd'hui.

Par ailleurs, dans l'UE, les dépenses en capital consacrées à l'enseignement étaient d'environ 65 milliards d'euros en 2015. Le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et les Pays-Bas représentent à eux seuls près de deux tiers des dépenses totales. Ces chiffres dénotent un manque d'investissement considérable dans certains autres pays où les besoins sont pourtant encore plus criants. À titre d'exemple, l'Espagne dépense 183 euros par élève par an, tandis qu'aux Pays-Bas, ce montant s'élève à 1 283 euros. En moyenne, les investissements publics ont chuté en Allemagne, en France, en Italie, en Espagne et au Portugal, alors que l'économie de la connaissance nécessiterait des investissements importants et constants dans l'apprentissage tout au long de la vie.

Les besoins de la population évoluent et les citoyens aspirent à des services et des infrastructures davantage centrés sur l'humain, accessibles, économes en énergie et abordables.

Nous ne pouvons pas prendre le risque de nous passer de ces investissements essentiels. En effet, il apparaît clairement que les pays qui ont adopté une approche d'investissement moderne dans leur capital humain tout au long de la vie et qui ont investi dans la transformation de leurs infrastructures et services sociaux ont bien moins souffert de la crise.

Il est faux d'affirmer que les investissements dans le capital humain sont toujours considérés comme des coûts et que les investissements dans les infrastructures sociales n'offrent pas de retour comme les autres types d'investissements. En réalité, les investissements dans les infrastructures sociales présentent moins de risques. Ils peuvent être très attractifs, étant donné qu'ils offrent des retours prévisibles et stables, si les projets sont d'une envergure suffisante et que des ressources différentes sont utilisées.

Dans notre récent rapport, rédigé sous la direction de l'ancien président de la Commission européenne, Romano Prodi, avec le soutien d'investisseurs européens à long terme et en étroite collaboration avec la Commission européenne, nous avons choisi trois grands secteurs absolument essentiels pour le bien-être des citoyens européens et qui nécessitent des investissements à long terme: la santé et les soins de longue durée, l'enseignement et l'apprentissage tout au long de la vie, et les logements abordables, accessibles et économes en énergie.

Comment moderniser les modèles sociaux en Europe ? Avec plus d'investissements innovants dans les infrastructures sociales ! @LieveFransen



Ce rapport a été utilisé dans la préparation du nouvel instrument InvestEU, avec la création d'une ligne d'investissement social dans ce fonds et la mise à disposition de plus de ressources, de garanties et d'appui technique pour le programme d'investissement dans les infrastructures sociales.

Nous devrions avoir pour ambition d'investir 170 milliards d'euros supplémentaires par an. La vaste majorité des infrastructures sociales sont financées par de l'argent public qui se fait rare et deux tiers des investissements sont réalisés par les administrations locales. Dans de nombreuses régions néanmoins, le manque de financement des infrastructures sociales ne pourra pas être comblé uniquement par des fonds publics locaux. L'Europe doit saisir cette occasion d'attirer des investissements privés et de promouvoir des approches innovantes pour les infrastructures et les services sociaux. Elle doit combiner différents moyens et grouper des projets de sorte à créer de larges plateformes d'investissement dans les villes et les régions où des changements et des ressources sont plus que nécessaires.

Il faut aider les parties prenantes et les collectivités locales à préparer une série de projets susceptibles d'être financés, afin que ce changement puisse se concrétiser dès maintenant.

Les bonnes conditions seront partiellement réunies une fois que le nouveau cadre financier pluriannuel (CFP) et InvestEU auront été pleinement adoptés et lancés en 2021, mais il n'y a pas de temps à perdre et nous pouvons en faire encore davantage, dès aujourd'hui.

Partout en Europe, les meilleurs modèles et pratiques devraient être mis en commun et la Commission devrait contribuer à la mise en place d'un cadre permettant de faciliter le travail dans les États membres et d'accroître le nombre d'initiatives susceptibles de donner des résultats rapides à grande échelle.

La Commission, la Banque européenne d'investissement et les banques de développement nationales et régionales ont déjà fait des efforts considérables, mais il est urgent qu'ensemble, nous intensifions les actions menées sur le long terme.



> AUTEUR

Lieve Fransen est conseillère politique senior. Elle est ancienne directrice des affaires sociales à la Commission européenne.



DES INVESTISSEMENTS SOCIAUX AU SERVICE DU PLEIN ÉPANOUISSEMENT DE LA DIGNITÉ HUMAINE

par Giuseppe Provenzano et Andrea Ciarini

La crise et la réponse paradoxale qu'a été l'austérité, imposée aux pays les plus durement touchés, ont interrompu un processus de convergence économique et sociale qui avait à peine commencé à gommer de fortes asymétries. En Europe, l'écart s'est creusé entre les pays dits « vertueux » – qui, en dépit de la crise, disposent toujours d'une marge de manœuvre suffisante pour investir dans des politiques sociales – et les pays qui n'ont d'autre perspective que de réduire leurs dépenses et prestations sociales.

Les forces progressistes, en particulier du sud de l'Europe, doivent mener le combat de la « règle d'or » des investissements publics au sein du nouveau @Europarl_FR - Giuseppe Provenzano & Andrea Ciarini



En Italie, l'impact des mesures d'austérité a été particulièrement lourd, en particulier au niveau régional et territorial et notamment dans le sud, où la plupart des coupes dans les dépenses publiques ont été opérées.

La protection sociale italienne vit une crise majeure, sachant qu'elle souffrait déjà de sérieux problèmes auparavant. On observe surtout une différenciation interne sans égal sur la scène européenne, et une réduction quasiment sans précédent des fonds alloués aux autorités locales. Il en va de même pour les investissements dans les infrastructures sociales. Face à un véritable effondrement des investissements publics – 10 à 12 milliards d'euros de moins entre 2007 et 2017 – c'est au niveau territorial qu'ont été enregistrées les plus fortes réductions des dépenses, en conséquence de la diminution des transferts vers les autorités locales dans le cadre du rééquilibrage du budget.

Au cours des dix dernières années, les dépenses publiques pour le Mezzogiorno ont baissé de 7,5 %, alors qu'elles ont augmenté de 0,5 % dans le reste de l'Italie. Plus important encore, les investissements dans les infrastructures du sud de l'Italie représentent moins d'un cinquième du total national, contre près de la moitié dans les années 1970. En 2017, les investissements publics ont atteint un niveau historiquement bas, en particulier dans le sud. Les chiffres pourraient se révéler encore plus dramatiques pour 2018 et 2019. Cette situation génère une grande inquiétude dans le sud.

La croissance, qui ne devrait revenir aux niveaux d'avant la crise qu'en 2028, était

Comment mettre les investissements sociaux au service du plein épanouissement de la dignité humaine ?

Giuseppe Provenzano & Andrea Ciarini



déjà trop faible et totalement inadéquate pour faire face à l'urgence sociale de la pauvreté, du chômage et du désengagement des services. Aujourd'hui, avec le risque de stagnation économique en Italie, le sud pourrait retomber dans une spirale récessive susceptible d'aggraver une situation déjà dramatique.

Dans les régions du sud, les niveaux d'assistance de base ne sont pas garantis. Il n'est pas normal que moins de cinq enfants âgés de 0 à 2 ans sur cent puissent bénéficier de services de garde dans le sud, alors que dans le reste du pays, la part d'enfants profitant de ces structures est plus de trois fois plus élevée. À l'heure actuelle, dans le sud et à l'intérieur des terres, les citoyens ne peuvent pas exercer leurs droits civiques, tandis que leurs droits sociaux sont mis à mal par une machine publique incapable de canaliser les investissements, les ressources et les services pour répondre aux besoins de la population. Les investissements publics continuent de diminuer et l'actuel gouvernement passe de la folie européenne de l'austérité expansionniste à la folie italienne de l'endettement récessif pour financer les dépenses courantes, sans politique promouvant des emplois de qualité.

Mais ce problème ne concerne pas que l'Italie. La faible croissance et le manque

d'investissements sont également dus à une interprétation « rigoureuse » des traités, que l'Europe doit abandonner si elle veut lancer une dynamique de convergence entre tous les domaines politiques – la seule garantie de stabilité et de viabilité à moyen terme pour l'Union économique et monétaire.

Loin d'être conçues comme des investissements, les dépenses sociales sont à présent considérées comme légitimes (et souhaitables) pour autant qu'elles soient compatibles avec la croissance économique et de strictes contraintes budgétaires. Cette vision « orthodoxe » des dépenses sociales est en conflit avec les objectifs de l'agenda social européen, sous-tendus par une approche d'investissements sociaux (étayée par une série de mesures prises par les institutions européennes, du paquet investissements sociaux de 2012 au plus récent socle des droits sociaux).

Cette logique « orthodoxe » contraste tout particulièrement avec les besoins sociaux croissants de la population européenne, non seulement en raison de la crise, mais aussi de l'évolution démographique à laquelle tous les pays européens sont confrontés. Ces besoins recouvrent notamment les traitements de longue durée, les soins aux personnes âgées, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, et les services de garde d'enfants. Il est essentiel dans ces secteurs de développer les services et les infrastructures sociales, afin de répondre à des besoins de plus en plus complexes, de soutenir une participation active au marché du travail (en particulier des femmes) et de créer de l'emploi.

Les services d'aide sociale constituent l'un des secteurs où des emplois continuent d'être créés, une tendance qui se confirme depuis plusieurs années. Selon Eurostat (base de données de l'enquête sur les forces de travail), entre 2008 et 2018, la perte d'emplois en Europe (moyenne dans l'UE des Vingt-Huit) dans le secteur manufacturier a été de 2,9 millions d'unités (avec une légère reprise ces dernières années), ce qui équivaut à une diminution de 7%. En comparaison, le nombre d'emplois créés dans le secteur des services d'aide sociale (santé humaine et travail social) a augmenté de 17% (ce qui équivaut à 3 680 millions de nouveaux emplois).

Nous nous demandons à présent comment alimenter cette croissance dans le secteur en période de contraintes budgétaires en hausse. La « règle d'or » des investissements publics sociaux (à savoir, la possibilité d'exclure du calcul du déficit/PIB les investissements dans les objectifs de l'agenda social européen) est un combat que devront mener les forces progressistes, en particulier celles du sud de l'Europe, au sein du nouveau Parlement.

Mais d'autres solutions sont nécessaires, en vue d'augmenter les ressources consacrées aux infrastructures et services sociaux, sans que cela n'affecte la dette publique. Le récent « plan Prodi sur les infrastructures sociales » est en phase avec cet objectif. Le manque d'investissements dans les secteurs de la santé, de l'enseignement et des logements sociaux serait de 100 à 150 milliards d'euros par an.

L'UE a besoin d'un plan d'envergure pour promouvoir les investissements dans les infrastructures sociales, avec la contribution de fonds européens et de fonds nationaux issus de banques de développement nationales, ainsi que de capitaux patients d'investisseurs institutionnels, tels que les fonds de pension et les assurances vie. En bref, un ensemble d'investisseurs publics et privés axés sur des objectifs à long terme, dont les effets sur les services publics et sociaux permettront de répondre aux besoins de la population et de stimuler la croissance économique et l'emploi.

La solution aux problèmes structurels de l'Italie ne réside pas dans des réductions aveugles des impôts, mais bien dans la reprise d'un processus de développement. Le modèle social que nous voulons bâtir pour l'avenir doit également s'inscrire dans ce processus: du travail et des services pour garantir à tous les mêmes droits civiques et le plein épanouissement de la dignité humaine.



> AUTEUR

Giuseppe Provenzano est responsable de la recherche sur les politiques de cohésion, SVIMEZ – Association pour le développement de l'industrie dans le sud de l'Italie ; membre du comité exécutif du Parti démocrate italien, en charge de la politique de l'emploi)



> AUTEUR

Andrea Ciarini est professeur à la faculté de sciences sociales et économiques de l'Université Sapienza de Rome.



De l'idée de « la politique sociale en tant que facteur productif » dans le traité d'Amsterdam en 1997 aux principes énoncés dans le socle européen des droits sociaux de 2017, en passant par le « paquet investissements sociaux » lancé en 2013 par László Andor, cela fait près de vingt ans que les institutions européennes affirment vouloir engager la transition vers des dépenses sociales permettant de mieux préparer l'avenir, sans toutefois joindre le geste à la parole. Avec le début de la nouvelle législature, il est temps d'augmenter les investissements sociaux.



© shutterstock

INVESTISSEMENTS SOCIAUX: SI PAS MAINTENANT, QUAND ?

par Anton Hemerijck et Robin Huguenot-Noel

Cela fait près de vingt ans que les investissements sociaux sont à l'ordre du jour de l'UE. Le principal diagnostic du paradigme des investissements sociaux est que l'internationalisation de l'économie, les innovations technologiques, le vieillissement de la population et l'évolution des structures familiales à l'ère post-industrielle auront des répercussions de plus en plus importantes sur l'avenir des États-providence européens. Selon les experts académiques de l'investissement social, pour conserver une protection sociale inclusive dans une économie de la connaissance, la politique sociale devrait de plus en plus être centrée sur le renforcement des capacités des citoyens.

Les politiques d'investissements sociaux visent à maintenir la « capacité de soutien » de l'État-providence dans l'économie de la

connaissance et des sociétés vieillissantes. Elles sont axées sur la maximisation de l'emploi, de l'employabilité et de la productivité de sorte à améliorer la vie, le bien-être et la résilience des citoyens. Les investissements sociaux sont ancrés dans trois objectifs complémentaires: (1) accroître et maintenir le « stock » (capital humain, compétences, santé de la population) ; (2) faciliter la « fluidité » des transitions professionnelles et personnelles (pour les femmes et les hommes) ; et (3) utiliser des « tampons » pour atténuer les risques sociaux (chômage, maladie) au travers de la protection des revenus et de la stabilisation de l'économie. Poursuivre ces objectifs de manière intégrée constitue le moyen le plus efficace de maximiser les bénéfices économiques et sociaux au cours du cycle de vie.

Comment établir, consolider et accroître les #InvestissementsSociaux pour les générations futures ?
Anton Hemerijck
@EuropeanUni et
@r_huguenotnoel @GIZ_gmbh





(éd.), 2017, Oxford

L'UE a fait figure de chef de file en jetant les bases théoriques de l'investissement social. Dans le traité d'Amsterdam de 1997, les institutions de l'UE reconnaissent la nécessité de concevoir « la politique sociale en tant que facteur productif » dans l'économie de la connaissance. En 2013, le commissaire aux affaires sociales, László Andor, a lancé le premier « paquet investissements sociaux », et au terme de longs débats au sein de la Commission Juncker, des priorités sur les investissements sociaux ont été incluses dans le socle européen des droits sociaux en 2017.

Néanmoins, la réforme des investissements sociaux a été gelée suite à la grande récession, ce qui montre que ces politiques peuvent être remises en question dès que les perspectives s'assombrissent. Pendant les années de crise, les préoccupations concernant les inégalités, la pauvreté et le chômage massif (des jeunes), et leurs répercussions négatives sur l'emploi, la productivité, la croissance et l'égalité des chances, ont été reléguées au second plan et subordonnées au « six-pack » (2011), au pacte budgétaire (2012) et au « two-pack » (2013), préconisant des budgets à l'équilibre sans tenir compte des besoins sociaux urgents.

Dans son nouveau livre, Anton Hemerijck réunit les contributions de spécialistes de l'investissement social, afin d'offrir une vision interdisciplinaire et complète de la manière dont sont employés aujourd'hui les investissements sociaux. Ce livre est parmi les premiers à étudier la situation des États-providence dans le nouveau contexte de l'austérité de l'après-crise et à explorer le potentiel d'un nouveau paradigme de l'aide sociale fondé sur la protection et le renforcement des capacités.

Aujourd'hui, la crise ne représente plus une menace immédiate, et dès lors, le réflexe d'austérité de l'UE ne devrait plus retarder les investissements sociaux tant attendus. Les changements importants dans le climat économique, social et politique de l'UE devraient pousser cette dernière à réaliser les investissements sociaux qu'elle promet depuis deux décennies. Il est temps que l'UE se donne les moyens de ses ambitions.

L'environnement macroéconomique actuel rend les investissements sociaux à la fois moins coûteux et plus urgents. L'effondrement historique des taux d'intérêt suite à la crise offre aux gouvernements de l'UE des conditions d'emprunt favorables, que ce soit en Allemagne ou en Italie. Il ne faut pas laisser passer cette chance. Plus concrètement, l'investissement dans la résilience économique et sociale de l'UE dote la « capacité de soutien » des États-providence nationaux d'une fonction de stabilisation proactive, dans un contexte où il sera plus difficile à l'avenir d'utiliser la politique monétaire pour absorber les chocs.

Les citoyens européens attendent de plus en plus des forces politiques qu'elles investissent dans la société et qu'elles mettent des

moyens au service d'une vie valant la peine d'être vécue. Les campagnes en faveur d'une « fiscalité juste » ont le vent en poupe ces derniers mois, mais prélever plus d'impôts pour une meilleure redistribution ne suffira pas pour améliorer la vie de la population. Il faut des investissements sociaux. Sur le plan quantitatif, les retours peuvent être mesurés en termes d'accroissement des taux d'emploi et de productivité, de réduction des écarts (de salaires) entre les hommes et les femmes et de diminution des taux de pauvreté. Sur le plan qualitatif, ils peuvent s'observer dans la qualité des emplois, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, ou encore l'acquisition progressive de compétences.

À une époque où toute une génération continue de voir l'UE comme la championne de l'austérité, des investissements sociaux

“

Le pacte de stabilité et de croissance considère toujours les investissements publics dans l'apprentissage et la formation tout au long de la vie dans l'économie de la connaissance comme des dépenses de consommation.

”

Une « règle d'or » pour exempter des règles budgétaires de la zone euro les investissements dans le capital humain, les compétences et la santé. **Anton Hemerijck** @EuropeanUni et @GIZ_gmbh @r_huguenotnoel



offrent à l'UE l'occasion d'améliorer son capital politique. Des taux élevés de chômage des jeunes, un accès toujours inégal aux services de garde d'enfants, à l'enseignement, à la formation et à l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi qu'un niveau élevé de pauvreté et d'exclusion sociale à travers l'UE sont autant de problèmes qui exigent des réponses efficaces et légitimes. Redynamiser l'UE au moyen d'un « pacte pour les investissements sociaux » (et non un « paquet ») permettrait de combler le vide politique entre le chauvinisme de l'État-providence de la droite populiste et les appels en faveur d'une consolidation budgétaire expresse, deux visions qui ont émergé au cœur du projet européen au lendemain de la crise.

Pourtant, encore aujourd'hui, les règles budgétaires de l'UE ne permettent pas de comptabiliser à leur juste valeur les bénéfices des politiques sociales productives. Feu Tony Atkinson avait pour habitude de citer l'exemple suivant: lorsqu'une opération chirurgicale est nécessaire, une intervention rapide permet à un travailleur en incapacité de se remettre plus vite au travail, ce qui permet de réaliser des économies à long terme, même si l'intervention est couverte par des fonds publics. Cette approche suppose toutefois que nous comptabilisions ces dépenses « publiques » comme un investissement et non comme une dépense courante. Le pacte de stabilité et de croissance considère toujours les investissements publics dans l'apprentissage et la formation tout au long de la vie dans l'économie de la connaissance comme des dépenses de consommation, ce qui est insensé.

Dans ce contexte, l'UE est face à deux options. La première serait de ne rien changer. Les États membres pourraient choisir de continuer de croire au mythe des dépenses sociales non productives, au lieu de s'adapter aux nouvelles réalités. Dans ce scénario, l'UE risque non seulement de devoir assumer les coûts économiques élevés de son aveuglement, mais aussi de précipiter un retour de bâton politique avec l'affaiblissement de la résilience du projet européen.

Une option plus constructive serait d'accroître les investissements sociaux, en prévoyant dans les règles de l'Union monétaire européenne que les investissements dans le « stock » de capital humain soient exemptés du Pacte de stabilité et de croissance. Il s'agirait concrètement que la nouvelle Commission européenne prenne comme initiative phare de mettre en place une « règle d'or » qui exempterait les

dépenses dans le « stock » de capital humain du corpus réglementaire de la zone euro, à hauteur de 1,5 % du PIB pendant dix ans. En l'absence d'un budget de stabilisation pour la zone euro, il est impératif d'investir dans la résilience économique et sociale des États-providence.

Comme l'a expliqué avec conviction Jean Pisani-Ferry dans un récent article: quand les faits changent, il faut changer le pacte. Le temps est venu d'apprécier les investissements sociaux à leur juste valeur. Les taux d'intérêt favorables devraient être utilisés pour établir, consolider et renforcer des investissements sociaux qui bénéficieraient aux générations futures et pour consolider la santé budgétaire face à la difficile réalité démographique.

Si nous ne le faisons pas maintenant, alors quand ?



> AUTEUR

Anton Hemerijck est professeur de science politique et de sociologie au European University Institute à Florence. Il a étudié l'économie à l'Université de Tilbourg aux Pays-Bas et il a un doctorat de l'Université d'Oxford. Entre 2014 et 2017, Anton Hemerijck a été professeur (Centennial Professor) de politique sociale à la London School of Economics and Political Science (LSE).



> AUTEUR

Robin Huguenot-Noel est conseiller en bonne gouvernance financière à la German Society for International Cooperation (GIZ) et expert externe auprès du European Policy Centre (EPC) dans les domaines de la gouvernance économique et du budget de l'UE.



© shutterstock

Lisbonne et Grenoble: la partici-

Il existe un large éventail d'outils permettant d'impliquer davantage les citoyens dans le processus décisionnel politique – des référendums aux initiatives populaires, en passant par les budgets participatifs et la démocratie directe. La capitale portugaise, Lisbonne, et la ville française de Grenoble sont

LISBONNE: UNE DÉCENNIE DE BUDGET PARTICIPATIF

par Miguel Silva Graça

Parmi les nombreuses villes européennes ayant fait l'expérience du budget participatif (BP), Lisbonne a été la première capitale à s'y lancer, en 2008. Le BP a clairement démontré sa valeur au niveau de la municipalité, avec de meilleurs services publics et des politiques publiques plus justes, assorties de politiques locales plus inclusives, durables et favorables à l'équité sociale et territoriale.

Dans le cadre du BP de Lisbonne, les citoyens ont présenté plus de 6 000 propositions au cours des dix dernières années. Près de 2 000 projets ont été soumis au vote, parmi lesquels 120 ont recueilli le soutien de la population, pour une valeur totale d'investissement de plus de 33 millions d'euros.

« Start Up Lisbon », un incubateur de PME, « Centro de base Local », une bibliothèque publique, le centre créatif « Mouraria », un corridor vert, des pistes cyclables, un jardin public et un mur d'escalade public font partie des principaux projets votés et mis en œuvre.

Le processus est en constante évolution, et les innovations récentes les plus notables s'inscrivent dans une volonté de renforcer la démocratisation du processus au travers de

sa « dénumérisation » – moins de numérisation et plus de contacts humains, ainsi que l'implication de parties de la population généralement exclues de la participation citoyenne, telles que les jeunes, les seniors et les migrants. Il a également été décidé de promouvoir le développement durable avec l'octroi d'une certification « Green Seal » aux projets du BP contribuant à une ville plus respectueuse de l'environnement.

Des activités sont d'ailleurs en préparation dans le cadre du développement durable, dont certaines sont liées à la nomination de Lisbonne en tant que Capitale verte européenne en 2020:

- Dans le cadre de la budgétisation participative « verte » 2020/2021, le BP de Lisbonne sera exclusivement réorienté vers des propositions qui contribuent à une ville plus durable, résiliente et respectueuse de l'environnement.
- Une budgétisation participative pour les écoles en 2020/2021 donnera à des élèves de cinq écoles primaires de Lisbonne la possibilité de proposer des idées écologiques, de les voter et d'assister à leur mise en œuvre, et ce pour un montant total de 10 000 euros par école.

- Une plateforme intitulée « Engagement citoyen en faveur du climat à Lisbonne » permettra aux différentes parties prenantes (des entreprises aux citoyens) de s'engager en faveur d'objectifs spécifiques pour encourager, par exemple, les entreprises à promouvoir des modes de transport durables pour leurs employés, ou pousser les citoyens à utiliser les transports en commun ou à ne plus utiliser de sacs en plastique.



> AUTEUR

Miguel Silva Graça est architecte et a un doctorat en urbanisme de l'Université de Valladolid. Il a un master en administration publique de l'ISCTE-IUL (Portugal) et un diplôme d'architecte de l'Université technique de Lisbonne. Il travaille comme chercheur au Centre de recherche sur le territoire, les transports et l'environnement de l'Université de Coïmbre (CITTA-UC) depuis 2011.

pation citoyenne mise à l'épreuve

des pionnières en la matière. Lisbonne explore les différentes applications du budget participatif depuis une décennie déjà, alors qu'à Grenoble, l'introduction d'éléments de démocratie directe dans la gestion de la ville s'est avérée non seulement impossible sur le plan juridique, mais aussi difficile au niveau politique.



GRENOBLE: INITIATIVE ET RÉFÉRENDUM DANS UN CONTEXTE HOSTILE

par Raul Magni Berton

L'obstacle le plus évident est la perte de pouvoir des décideurs politiques : tant qu'il s'agit de consultations sur des sujets restreints, les élus gardent le dernier mot et les dispositifs peuvent être conçus comme une aide à la décision. Mais un dispositif qui crée de la décision sur tous les sujets devient un instrument de contestation ou même de contre-pouvoir.

Or, cet obstacle s'est avéré relativement facile à franchir. La coalition menée par les Verts avait gagné pour la première fois, et la plupart de ces élus étaient plus habitués à contester le pouvoir qu'à l'exercer. Malgré cela, deux craintes étaient particulièrement persistantes : d'abord, la peur d'être obligés, par une votation des citoyens, à ne pas respecter leur programme annoncé lors de la campagne. Une partie des élus ne considéraient pas cet aspect comme très grave, car leurs propres électeurs étaient prêts à prendre ce risque. Une autre partie cependant voyait la possibilité qu'une votation des citoyens pouvait rendre impossible

l'application leur programme comme une réelle menace, et ils ont défendu - sans succès - l'idée qu'aucun point de programme ne pouvait être soumis à votation publique. Par ailleurs, la deuxième crainte était de voir les partis d'opposition - déjà largement critiques - utiliser cet outil pour délégitimer la majorité.

Finalement, les deux craintes se sont avérées infondées. D'une part, les deux pétitions des citoyens qui ont été lancées dans le cadre de la démocratie directe, visaient plutôt à obliger la majorité à respecter son programme, qu'à le trahir. D'autre part, l'opposition de droite, qui avait lancé quatre pétitions pour contester la majorité avant la mise en place dispositif de votation populaire, les a toutes retirées plus tard. La majorité a alors découvert qu'en donnant des outils de contestation à l'opposition, elle l'a rendue plus responsable : elle ne peut plus tout contester, sous peine d'être systématiquement désavouée par les électeurs.



> AUTEUR

Raul Magni Berton est professeur de sciences politiques à Sciences Po Grenoble (France) et chercheur au laboratoire PACTE (Politiques publiques, Actions politiques, Territoires). Il enseigne également les méthodes de théorie politique normative à l'Université de Genève. Il travaille principalement sur la démocratie et la citoyenneté.



| Les outils de démocratie participative en ligne permettent aux citoyens de se connecter facilement aux débats de leurs communautés.

RENFORCER LA DÉMOCRATIE EN S'INSPIRANT D'AUTRES CONTINENTS

par Giovanni Allegretti

Il est avéré que l'implication des citoyens dans le choix des priorités politiques permet d'améliorer leur qualité de vie. Lorsqu'il porte sur les ressources, le dialogue entre les institutions et les citoyens offre l'occasion d'aborder différents scénarios d'augmentation des richesses et de rationalisation des dépenses pour nos lieux de vie. Le budget participatif est une innovation démocratique, dont les effets bénéfiques ont pu être constatés ces 30 dernières années. Les pays du Sud, mais aussi de plus en plus de pays d'Europe, s'inspirent d'initiatives venues d'ailleurs – particulièrement d'Amérique latine.

Les innovations démocratiques (ID) couvrent de nombreuses pratiques structurées, destinées à impliquer directement les citoyens dans la prise de décisions concernant leurs lieux de vie. Les ID combinent souvent des approches ascendantes et descendantes avec une forte dimension délibérative (pour améliorer la qualité des idées et les arguments à l'appui de ces dernières). Elles ont ainsi pour but de créer des mécanismes co-décisionnels pour tenter de rééquilibrer certaines asymétries de pouvoir dans la société.

Dans cette optique, loin d'être réduites à de simples dualismes « pour ou contre », les innovations démocratiques reposent sur la médiation et des débats clairs et précis. Par conséquent, ces processus se distinguent fortement des instruments dits de « démocratie directe » (comme les référendums, les actes de révocation des mandats politiques/administratifs, etc.). Ce n'est pas par hasard que la démocratie directe est souvent brandie par les populistes pour banaliser et simplifier des choix complexes, et ainsi favoriser un glissement des cultures démocratiques vers des déviations où

ce sont les leaders qui imposent leurs choix.

À la fin des années 80 (lors du renversement de nombreuses dictatures), des innovations démocratiques ont été très largement utilisées, en particulier en Amérique latine, afin de réactiver un cercle vertueux de confiance mutuelle entre les citoyens et les nouvelles institutions redémocratisées. Ces expériences ont révélé que les citoyens se montraient rapidement réticents à tout exercice participatif n'ayant pas un impact réel sur leurs espaces de vie et leurs habitudes.

Par conséquent, seuls une participation et des résultats tangibles et substantiels suscitent une plus grande responsabilisation de tous les acteurs et leur permettent d'évoluer ensemble dans un véritable « environnement d'apprentissage ». Ce message – renforcé par le succès de centaines d'expériences concrètes, surtout au niveau local – est arrivé en Europe vers le début du nouveau millénaire. Les innovations démocratiques se sont multipliées, proliférant plus particulièrement depuis la crise économique et financière de 2008.

Nombre d'études prouvent les effets positifs des ID dans différents domaines de la transformation territoriale et politique. La participation des citoyens contribue au rétablissement de la confiance mutuelle. Cette confiance ouvre à son tour un cercle vertueux offrant un environnement favorable à d'autres réformes administratives généralement difficiles à mettre en œuvre. Il est ainsi possible d'apporter dans notre quotidien les changements nécessaires, au travers des objectifs de développement durable, de rationalisation de la mobilité, de systèmes fiscaux locaux ou de la création de nouveaux partenariats public-privé-population (PPP). Le civisme fiscal s'en trouve par ailleurs renforcé, car, une fois capables de surveiller activement la manière dont l'argent est dépensé, des citoyens qui ne le faisaient pas auparavant commencent à payer des impôts.

La multiplication des budgets participatifs (BP) est un bon indicateur de l'expansion des ID. Celles-ci ont besoin d'une nouvelle catégorie de responsables politiques, qui conçoivent leur rôle différemment. Ces hommes et femmes politiques d'un nouveau genre doivent gouverner « avec » et pas seulement « pour » les citoyens. Ils doivent servir leur circonscription en tant que facilitateurs et aidants, et ne pas se substituer aux citoyens en proposant à leur place des solutions à leurs problèmes et des manières de concrétiser leurs rêves.

En 2010, quelque 1 500 villes étaient adeptes des budgets participatifs dans le monde. L'Europe en comptait quant à elle moins de 500. En 2014, elles étaient 3 000 à l'échelle internationale, dont près de la moitié au

niveau européen. Et en 2018, parmi plus de 7 700 BP dans le monde, près de 3 600 étaient européens (sans compter les centaines d'expériences menées en Russie). Des capitales comme Madrid ou Paris consacrent plus de 100 millions d'euros aux BP chaque année, tandis que Lisbonne, Reykjavik, Bratislava, Chisinau, Prague, Milan et récemment Rome leur réservent des ressources plus modestes.

Aucun pays d'Europe ne dispose de cadres juridiques rendant les BP obligatoires au niveau local ou régional (comme c'est le cas en Indonésie, au Pérou, en République dominicaine, au Kenya ou en Corée du Sud). Nous n'arrivons en outre pas au niveau de New York, où un référendum local organisé en novembre dernier a permis de voter l'extension des BP à l'ensemble de la ville. Cependant, en Europe, les budgets participatifs se multiplient plus rapidement que sur les autres continents. Plusieurs régions ou pays ont en effet adopté des mesures pour favoriser les BP (comme la Toscane, l'Écosse ou la Pologne) et, depuis 2017, le gouvernement du Portugal finance la création de BP thématiques à l'échelle nationale (dans des secteurs comme l'éducation, les sciences ou la jeunesse).

Les BP traversent donc les frontières des administrations locales, mais ils intéressent aussi d'autres institutions, comme les écoles, les facultés universitaires, les organismes de logement, les agences de développement et même les prisons.

Dans plusieurs villes et régions, ils sont coordonnés avec d'autres instruments (planification participative, contrôle exercé par la population, observatoires citoyens, débat public sur les grandes infrastructures). Ils s'inspirent souvent (à nouveau !) d'exemples d'Amérique latine visant à créer des « systèmes participatifs » plus efficaces, où des vecteurs de dialogue social interconnectés et différents à la fois pourraient attirer divers groupes cibles et où les technologies de communication permettraient de réduire les coûts de la participation tant pour les organisateurs que pour les participants.

Après trente années de mise en pratique, il s'avère évident que l'importante capacité des BP

à pallier la crise des institutions représentatives doit encore être pleinement exploitée. En modifiant le concept de « décideurs politiques » et en rétablissant la confiance dans les institutions, les BP permettent d'atteindre des objectifs dans différents contextes. Ils réduisent ainsi la mortalité infantile, renforcent la transparence des comptes publics, intègrent des groupes vulnérables dans le processus décisionnel et augmentent les ressources des budgets publics au travers d'une discussion sur les partenariats et les recettes, et pas uniquement sur les dépenses.

L'UE peut en faire bien plus pour placer les innovations démocratiques au premier plan et aider à établir un dialogue direct avec ses citoyens sur des sujets concrets. Il convient toutefois d'éviter les erreurs de l'initiative citoyenne européenne (ICE). Les solides « garde-fous » prévus en nombre dans l'ICE compromettent tous les efforts des citoyens au stade final de l'initiative et permettent aux décideurs de trier sur le volet les idées présentées. Les Européens éprouvent donc une certaine frustration en réalisant que le rôle central qui leur a été offert dans la transformation de l'Europe n'est en réalité qu'un artifice rhétorique destiné à embellir l'image écornée des institutions et à rendre plus « acceptables » des choix technocratiques et axés sur le marché.



> AUTEUR

Giovanni Allegretti est codirecteur du programme doctoral « Démocratie au XXI^e siècle » et coordonne le « People's Observatory: Participation, Innovation and Local Powers ». Il est aussi Architecte, urbaniste et chercheur principale au Centre d'études sociales de l'Université de Coimbra, au Portugal.

LES EFFETS EMPIRIQUES DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE

par Stefan Voigt

La démocratie directe est souvent abordée sous un angle normatif: ses partisans louent ses qualités délibératives et participatives, tandis que ses détracteurs doutent que les citoyens soient suffisamment bien informés pour prendre directement des décisions déterminantes. Le présent article propose une analyse de la démocratie directe sous un angle empirique: il examine certains effets des instruments de la démocratie directe dans les domaines de l'économie, de la politique et de la gouvernance.

Avant de pouvoir analyser les effets de la démocratie directe, il convient de la définir. Elle a été définie comme le droit des citoyens à décider directement de questions politiques déterminantes au travers de votes populaires. Nous proposons de faire la distinction entre les référendums et les initiatives. Lors d'un référendum, les citoyens sont invités à voter sur une politique proposée par le gouvernement, tandis que dans le cadre d'une initiative, ils votent sur une politique proposée par les citoyens eux-mêmes. À l'heure actuelle, plus de cent constitutions dans le monde prévoient le recours au référendum, contre moins de quarante pour les initiatives.

Dans les démocraties purement représentatives, plusieurs années s'écoulent entre les différents scrutins auxquels sont conviés les citoyens. Ils ne votent pas sur chaque

politique, mais plutôt sur un ensemble de politiques, appartenant généralement à des partis concurrents. En conséquence, les hommes et femmes politiques élus ont tout le loisir de faire fi des préférences de leurs électeurs sur de nombreuses questions. Si nous qualifions les citoyens de « principal » et considérons que les décideurs politiques sont leurs « agents », il s'agit alors d'un problème principal-agent: les principaux ont des difficultés à s'assurer que leurs agents respectent bien leurs préférences (et qu'ils ne servent pas leurs propres intérêts). À supposer que les décideurs politiques n'apprécient pas d'être réprimandés par leurs électeurs, ils auraient davantage intérêt à respecter les préférences des citoyens dans une démocratie directe. Il est en outre possible de faire la distinction entre un effet direct et un effet indirect: lorsque les décideurs politiques savent que les citoyens peuvent avoir recours à une initiative

Ni la panacée ni un danger pour la démocratie: les effets empiriques de la #DémocratieDirecte, par Stefan Voigt



s'ils négligent leurs préférences, ils ont tout intérêt à prendre en considération les souhaits des citoyens dans l'ensemble de leurs mesures. Je propose d'appeler ceci l'effet indirect, étant donné qu'aucune initiative ne doit être lancée pour obtenir des résultats. L'effet direct concernerait dès lors les cas où une initiative serait bel et bien lancée.

Les gouvernements unipartites au sein de démocraties représentatives doivent souvent servir les intérêts de différentes factions. Cette situation débouche fréquemment sur des accords globaux qui satisfont les groupes d'électeurs les plus importants, au détriment des électeurs désorganisés, qui constituent souvent une majorité. Les accords globaux aux effets généraux négatifs sont, bien entendu, encore plus fréquents dans les gouvernements de coalition. Les instruments de la démocratie directe permettent aux citoyens de décomposer ces



accords et de voter directement sur des questions spécifiques. Face à la possibilité que leurs accords soient décomposés par les citoyens, on peut s'attendre des partis politiques qu'ils se montrent plus prudents lorsqu'ils mettent au point, par exemple, des accords sur la réduction des prestations sociales.

Des études empiriques montrent que les institutions de démocratie directe ont un impact significatif sur les résultats obtenus sur le plan économique et politique. Quatre éléments valent la peine d'être soulignés à cet égard:

Premièrement, les référendums (obligatoires) et les initiatives ont des effets très différents. Là où les référendums obligatoires sont associés à des dépenses publiques globales nettement moins élevées, c'est l'inverse qui se produit pour les initiatives. Nous devrions donc nous montrer très prudents

“

Des études empiriques montrent que les institutions de démocratie directe ont des effets significatifs sur les résultats obtenus sur le plan économique et politique.

”

lorsque nous parlons de démocratie directe, dans la mesure où chaque instrument peut donner des résultats très différents.

Deuxièmement, les initiatives (et les référendums) doivent souvent avoir véritablement lieu pour produire un effet. En d'autres termes, l'effet direct est plus fort que l'effet indirect. La démocratie directe peut avoir un impact positif sur l'efficacité du gouvernement et réduire la corruption. Mais il ne suffit pas de disposer d'une législation prévoyant la possibilité d'utiliser de tels instruments: il faut qu'ils soient véritablement utilisés. Nous pouvons démontrer que chaque nouveau référendum (et chaque nouvelle initiative) accroît de manière significative l'efficacité du gouvernement et réduit nettement la corruption.

DÉMOCRATIE

Troisièmement, les institutions de la démocratie directe peuvent être efficaces dans des configurations très différentes. On suppose parfois qu'une démocratie directe ne peut être efficace que dans des pays riches ou des pays où la démocratie est en place depuis longtemps. Au cours de nos études transnationales, nous avons réfuté ces conjectures en comparant des configurations différentes: démocraties établies/moins établies, pays riches/pays pauvres, etc. Les effets du recours aux instruments de la démocratie directe sur les dépenses des gouvernements et leur déficit se sont en réalité révélés plus prononcés dans les démocraties moins bien établies.

Quatrièmement, les institutions de démocratie directe ne sont pas la panacée pour garantir une plus grande participation citoyenne. On entend parfois que les institutions de démocratie directe permettent d'intéresser davantage les citoyens à la politique, avec, à la clé, des citoyens mieux informés et donc plus susceptibles de se rendre aux urnes. Nous n'avons malheureusement trouvé aucun élément pour étayer cette hypothèse. Il s'avère au contraire que les citoyens ont moins confiance dans leur gouvernement et les partis politiques. Ces résultats sont toutefois à prendre avec précaution, étant donné que la comparabilité des variables procédurales entre les différents pays peut être remise en question.



> AUTEUR

Stefan Voigt est professeur de droit et d'économie à l'Université de Hambourg. Il est surtout connu pour son travail de recherche sur l'économie politique constitutionnelle. Il écrit pour la revue *Constitutional Political Economy* et il est membre de plusieurs comités de rédaction, dont celui de *Public Choice* et de la *International Review of Law & Economics*.

UNE DÉMOCRATIE DIRECTE POUR RENFORCER LE PARLEMENTARISME ET LE DÉBAT PUBLIC

par Ralf-Uwe Beck

Ce n'est qu'avec une démocratie directe en complément d'une démocratie représentative que le pouvoir pourra véritablement émaner du peuple. La démocratie directe renforce la démocratie représentative: elle la rend plus représentative. Les processus de démocratie directe encouragent le débat public et empêchent donc le populisme de se développer.

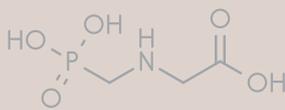


> AUTEUR

Ralf-Uwe Beck est théologien et militant des droits civils, sans parti. Porte-parole de l'exécutif fédéral de l'association Plus de Démocratie (Mehr Demokratie).



Lire l'article complet en ligne
www.progressivepost.eu



ENVIRONNEMENT

Réglementer l'utilisation des pesticides

Définition:

Un **pesticide** est une substance utilisée pour lutter contre des organismes considérés comme nuisibles (vers, parasites, insectes ravageurs, champignons...). Le terme rassemble les insecticides, les fongicides, les herbicides, les parasitocides.

Aujourd'hui de nombreuses études ont démontré leur nocivité sur notre santé.



PESTICIDES: UNE PRISE DE CONSCIENCE SUFFISANTE?

par Karine Jehelmann

Réduire voire interdire les pesticides utilisés depuis 1930 sous forme de pesticides de synthèse dans l'agriculture mondiale est devenu l'un des défis du 21^{ème} siècle.

Comment continuer à produire suffisamment de récoltes pour nourrir les populations croissantes sans utiliser des pesticides jugés néfastes pour notre santé et notre écosystème ? Comment assainir les sols déjà contaminés ? De vastes questions traitées à des niveaux différents d'un pays à l'autre, qui opposent les défenseurs d'une agriculture intensive à ceux de l'agriculture bio. Pomme de discorde entre États membres de l'Union européenne dans la gestion de ce dossier, des mesures sont prises régulièrement, mais sont-elles suffisamment suivies ? Pas sûr.

Ce sont les États membres qui autorisent des produits sur leur territoire et veillent au respect des règles de l'UE notamment concernant le renouvellement ou non de l'autorisation des pesticides utilisés. Celle-ci s'appuie sur les recommandations de l'EFSA (agence européenne de sécurité des aliments). La directive de 1991, moins restrictive, laisse la place à une nouvelle législation en 2009. Son objectif: créer un cadre juridique européen commun pour parvenir à une utilisation durable des pesticides.

Aujourd'hui, l'actualité fait retentir la dangerosité du glyphosate utilisé le plus souvent comme herbicide. Il est l'un des plus répandus au monde, présent notamment dans le Round up produit par la société américaine Monsanto, rachetée par le groupe allemand Bayer en 2018.

800 000 tonnes de glyphosate sont répandues chaque année dans le monde. Dès le lancement du glyphosate sur le marché, le CIRC, le Centre International de Recherche sur le Cancer, publie une étude sur ses effets nocifs sur la santé. Et malgré une succession de rapports abondant dans ce sens, les États membres annoncent, le 27 novembre 2017, le renouvellement de l'autorisation du glyphosate. La date d'expiration de cette autorisation est prévue pour 2022.

A la suite d'une enquête, Les Mosanto Papers, Monsanto est condamné par la justice américaine pour avoir contribué, par ses produits, au développement d'un cancer chez un jardinier. Le 15 janvier 2019, le tribunal administratif de Lyon interdit

le Roundup Pro 360 au nom du principe de précaution. De plus en plus de voix s'élèvent pour mettre fin à l'utilisation du glyphosate et plus largement à l'ensemble des pesticides. Finalement, le 16 janvier 2019, le Parlement européen demande l'amélioration du système d'évaluation et d'homologation des pesticides.

A l'heure actuelle, les défenseurs des pesticides clament qu'il n'existe pas d'alternative aux pesticides. Face à eux, leurs détracteurs soutiennent que la commercialisation à grande échelle de formules moins nocives est possible.

Outre le glyphosate dont l'autorisation doit être reconsidérée en 2022, deux autres programmes de renouvellement de pesticides ont été mis en place entre janvier 2019 et décembre 2021 et entre janvier 2022 et décembre 2024. Et une première en Europe, en juillet 2019, l'Autriche a interdit l'utilisation du Glyphosate sur son territoire.

PESTICIDES: UNE RÉGLEMENTATION DÉCONNECTÉE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

par François Veillerette

L'utilisation intensive des pesticides dans l'Union européenne engendre des effets néfastes sur la santé et l'environnement. La réglementation européenne repose sur des principes permettant normalement de nous protéger de ces impacts, mais cette dernière s'avère en réalité inefficace.

“

Encadrement des pesticides dans l'Union européenne: une réglementation qui doit encore être renforcée pour assurer une réelle protection des populations et de notre environnement.

”

Dans l'Union européenne, ce sont près de 400 000 tonnes de matières actives de pesticides qui sont utilisées chaque année.

Jusqu'à récemment, la France occupait la première place des utilisateurs. Aujourd'hui, la consommation française se situe autour de 66 000 tonnes et est dépassée par celle de l'Espagne, mais reste devant celle de l'Allemagne et l'Italie. Les records français et espagnols sont notamment dus au fait que ces pays sont des producteurs agricoles importants et intensifs en Europe.

En tête de la consommation de pesticides rapportée à la surface agricole, ce sont les pays comme la Belgique ou les Pays-Bas qui passent en tête de la consommation de pesticides. Ces fortes utilisations ne sont pas sans conséquences sur la santé et l'environnement: pathologies spécifiques (parkinson, cancers du sang etc.) en augmentation chez les utilisateurs professionnels, pertes en biodiversité dans les zones de cultures chimiquement intensives, pollutions des

milieux (eaux, sol, air...). L'encadrement strict des pratiques et de la mise sur le marché de ces molécules apparaît donc indispensable pour en limiter les impacts. L'Union européenne s'était dotée d'une directive en 1991 mais elle s'est rapidement avérée obsolète au regard des enjeux. Ainsi, une nouvelle législation a été négociée et adoptée en 2009.

Cette réglementation européenne qui encadre l'utilisation et la mise sur le marché des substances actives des pesticides est considérée comme l'une des plus protectrices au monde. Grâce au travail des ONG et de certains eurodéputés, elle pose le principe de l'exclusion, des molécules pouvant être cancérigènes, mutagènes, reprotoxiques ou perturbatrices du système endocrinien. Si le principe est primordial, son application laisse nos organisations très dubitatives et critiques. Autrement dit, l'idée est de partir du principe de précaution pour protéger les populations. Le législateur décide ici que parce que la substance est intrinsèquement



| Dans l'Union européenne ce sont près de 400 000 tonnes de matières actives de pesticides qui sont utilisées chaque année.

dangereuse (par nature). Il faut donc l'exclure sans se poser la question du risque. Par exemple, une molécule – d'après les données scientifiques – est classée comme cancérigène probable – elle représente donc un danger-, les industriels donnent leur approbation. Toutefois tout dépend alors du niveau de risque (en fonction du type d'utilisation par exemple le risque peut-être réduit). Ainsi d'après la réglementation, on ne s'embarrasse pas de l'évaluation du risque. La substance est dangereuse car cancérigène, on ne l'autorise pas... c'est un réel changement de concept entre l'évaluation du risque et le danger.

En effet, les industriels - faisant pression sur certaines instances de l'Union européenne - n'ont pas manqué de s'appuyer sur les failles et carences de cette réglementation pour réussir à laisser sur le marché des substances pourtant considérées comme préoccupantes pour la santé et l'environnement. Ainsi notre association, grâce au travail du réseau européen Pesticides Action

Network Europe, a publié de nombreux dossiers qui montrent comment la réglementation est contournée, voire méprisée, et ce en contradiction avec les textes. L'un des exemples les plus criants est la non prise en compte de toutes les études académiques ou encore la mauvaise évaluation de certains effets des produits commerciaux, particulièrement les effets chroniques (sur le moyen et long terme) ou certains adjuvants toxiques qui ne sont pas ou peu évalués (comme les POEA, polyoxyéthylène amine, présents dans certaines formes de RoundUp et qui inquiètent certains chercheurs).

Nombreux sont également les scientifiques qui s'accordent à dire que les effets des mélanges sont très certainement sous-évalués. Il reste encore donc beaucoup à faire pour s'assurer de la protection réelle des populations, tout particulièrement les plus vulnérables, face aux dangers des pesticides. La solution passera par une amélioration de l'évaluation des substances mais surtout par une évolution des pratiques agronomiques

qui permettra à terme de généraliser des systèmes de culture non dépendant de la chimie de synthèse. C'est ce à quoi œuvrent nos organisations, en collaboration avec de nombreux acteurs conscients des dangers que représente l'exposition à ces substances dangereuses.



> AUTEUR

François Veillerette est directeur et porte-parole de l'association Générations Futures. Enseignant de formation, il a cofondé l'association avec l'ingénieur agronome, Georges Toutain, en 1996. Il est actuellement président du réseau européen Pesticide Action Network Europe.



| Désarmement nucléaire: l'UE est en train de sortir de l'impasse sur la péninsule coréenne.

La menace de la prolifération nucléaire n'avait plus été aussi sérieuse depuis au moins un quart de siècle. Deux des principales sources de contagion sont à Téhéran et Pyongyang, mais dans les deux cas, cette situation est la conséquence du climat politique au sens large plutôt que de politiques nationales. Les enseignements tirés du dossier iranien pourraient donner à l'UE l'occasion de jouer un rôle auxiliaire indispensable dans la péninsule coréenne et de contribuer à la sortie de l'impasse.

L'Iran a abandonné ses ambitions nucléaires à l'issue de longues négociations lors desquelles Federica Mogherini, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a sans doute été l'actrice clé ayant permis d'aboutir à un accord aussi ambitieux. Selon les termes du plan d'action global commun (JCPOA) de 2015, Téhéran ne pouvait plus produire d'uranium hautement enrichi, le précurseur nécessaire à la construction de la bombe nucléaire. L'ONU a levé ses sanctions contre l'Iran avec l'aval et des garanties du Conseil de sécurité de l'ONU et du groupe E3+3 (France, Allemagne et Royaume-Uni + Chine, Russie et États-Unis).

C'est l'abrogation de cet accord – signé par le président Barack Obama – par Donald Trump, qui menace de rendre à Téhéran son statut de puissance nucléaire, avec

toutes les conséquences que cela aurait sur la prolifération des armes nucléaires dans la région. À Pyongyang, le cas de l'Iran a poussé le Guide suprême de la Corée du Nord, Kim Jong-un, à jouer le tout pour le tout en menaçant à la fois Séoul et Tokyo et en empruntant le chemin du nucléaire.

Dans la péninsule coréenne, la détermination du leader nord-coréen à développer une force nucléaire de dissuasion est un produit de la paranoïa et de la privation. Pour Pyongyang, les cas de l'Iraq, de la Libye et de la Syrie montrent que le problème n'est pas tant d'être doté d'armes de destruction massive, mais plutôt de ne pas en avoir. La dissuasion conventionnelle n'est plus une option, Pyongyang étant aujourd'hui à la traîne dans la course à l'armement, avec des dépenses militaires pour Séoul qui dépassent le PIB total de la Corée du Nord. La raison en est simple. Même si la Corée

du Nord dépense une part énorme de son PIB (environ 25 %) dans ses forces armées, il s'agit de montants dérisoires. Ses dépenses totales placent à peine son armée au niveau de celle de l'Australie. Les dépenses militaires des États-Unis, de la Corée du Sud et du Japon sont cinquante fois plus élevées.

Contrairement à Washington, l'UE a adopté à l'égard de la Corée du Nord une politique de « dialogue critique ». En juin 2019, dans le cadre du dialogue de Shangri-La, Federica Mogherini a clarifié et réaffirmé la position de l'UE. Elle a souligné que les sanctions contre la Corée du Nord n'étaient pas une fin en soi, mais bien un moyen d'avancer, précisant que lorsqu'un accord serait trouvé et que sa mise en œuvre serait lancée, les sanctions de l'ONU pourraient être atténuées au gré des progrès réalisés. Pour aboutir à un tel accord, des pourparlers entre les États-Unis et la Corée du Nord et entre la Corée du Nord et la Corée

L'UE ET L'ÉCARTEMENT DU SPECTRE DE LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

par Glyn Ford

du Sud sont essentiels. Sans entente entre ces parties, les fondations nécessaires à la conclusion d'un accord seront inexistantes. Ce n'est que lorsqu'elles se seront entendues sur la voie à suivre qu'il sera dans l'intérêt de tous de transformer cette entente en accord multilatéral. Tout est une question de confiance et d'argent. Pyongyang veut la solidité et la résilience du JPCOA et Washington veut un partage des charges.

Kim Jong-un est bien conscient d'être face à un paradoxe. Alors que la dissuasion nucléaire offre une protection contre la menace d'un changement de régime comme en Iraq, les sanctions qui en découlent et leur impact économique présentent un risque pour la stabilité interne du pays. Il est donc prêt à abandonner la dissuasion en échange de garanties. Mais il lui faudra plus qu'une feuille de papier signée par un président en exercice, surtout un président qui ne s'est pas gêné pour ignorer des accords signés par ses prédécesseurs.

Donald Trump n'est pas pour autant le seul à être revenu sur des engagements pris par des présidents précédents. Dans les années 1990, le président Bill Clinton a signé l'accord-cadre qui a permis de stopper le programme nucléaire de la Corée du Nord en échange de deux réacteurs à eau ordinaire pour un montant total de 4,5 milliards de dollars. Le président George W. Bush a réduit l'accord à néant en 2002. La différence avec le JPCOA et Donald Trump aujourd'hui, c'est que dans ce cas-ci, les autres « garants » de l'accord tiennent tête à Washington. Dans ce contexte, Pyongyang cherchera à conclure

un accord élaboré de manière semblable par le Conseil de Sécurité de l'ONU et les États membres associés.

Les États-Unis sont quant à eux bien conscients que les conditions « suffisantes » – au-delà d'un nouveau climat d'investissement permettant aux grandes multinationales d'établir une présence à Pyongyang – comprendront la promesse de milliards de subventions pour la Corée du Nord, comme ce fut le cas avec l'accord-cadre. Washington n'accordera rien de tout cela. Ce n'est pas du style de Donald Trump. Séoul devra payer entre deux tiers et trois quarts de la somme, et le reste devra être payé en liquide ou en nature par d'autres acteurs régionaux et l'UE, qui était le troisième plus grand contributeur la dernière fois. À Shangri-La, Mme Mogherini a renouvelé l'offre d'expertise et d'expérience de l'UE. La France et le Royaume-Uni ont tous deux les compétences nécessaires pour démanteler les armes et les installations, et c'est Bruxelles qui a mené, même si ce fut bref, le seul dialogue sur les droits de l'Homme avec Pyongyang.

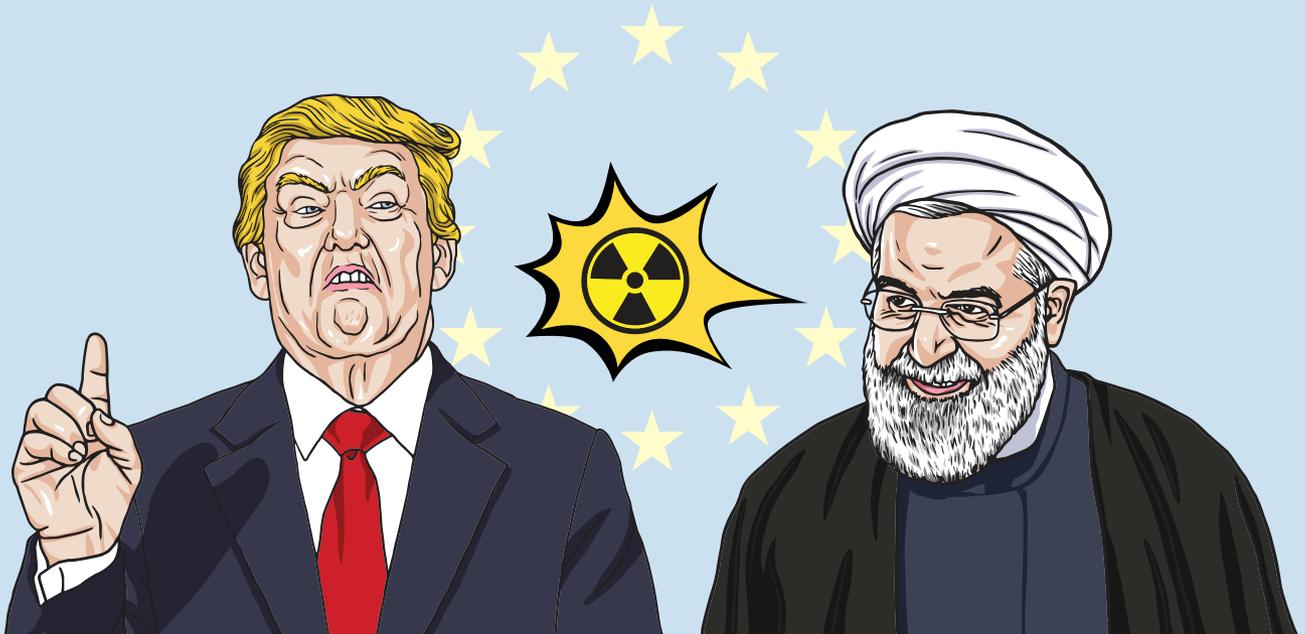
Il s'agit d'une occasion unique que l'UE doit saisir si elle souhaite véritablement mettre fin à la prolifération nucléaire. L'Union peut être la « garante » d'un accord de sécurité, offrir une aide pratique dans le processus de vérification, d'inspection et de dénucléarisation du programme militaire de la Corée du Nord, allouer des subventions et apporter une aide au travers de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et répondre à toute offre vouée à relancer

le dialogue sur les droits de l'Homme avec Pyongyang par l'intermédiaire du tout nouveau représentant spécial, Eamon Gilmore. Lors de la conclusion de l'accord-cadre il y a vingt-cinq ans, l'UE n'était guère plus qu'une « vache à lait » et cet accord s'est effondré sous le poids des aléas de la politique nationale américaine. Le Parlement européen a été clair sur le respect à l'avenir du principe du « no say, no pay », selon lequel l'UE veut avoir son mot à dire en échange de l'assistance apportée. Bruxelles peut contribuer à la mise au point d'une solution qui fera de ce monde un endroit plus sûr, avec comme premier exemple une puissance nucléaire de facto qui rendrait les armes.



> AUTEUR

Glyn Ford a été député européen travailliste pendant 25 ans de 1984 à 2009. Il était alors chef de la délégation britannique et chef adjoint du groupe S & D. Il s'est spécialisé dans les commissions du commerce international et des affaires étrangères en Asie de l'Est après avoir visité l'Université de Tokyo. En 2012, il a engagé un dialogue politique avec le Département international du Parti des travailleurs de Corée, qui se poursuit.



© shutterstock

L'EUROPE DOIT DÉFENDRE SES INTÉRÊTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ

par Leo Hoffmann-Axthelm

En pleine escalade des déclarations sur le nucléaire, l'accord iranien et le Traité FNI se sont effondrés et le nouveau traité START expirera l'année prochaine. La politique nucléaire actuelle des États-Unis constitue une provocation pour les intérêts de l'UE en matière de sécurité: il est temps d'adopter des approches multilatérales du désarmement et de la maîtrise des armements.

L'UE est souvent présentée comme une superpuissance civile et elle a usé de sa crédibilité en tant que lauréate du prix Nobel de la paix pour faciliter la conclusion de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire de l'Iran. Mais alors que les accords sur la maîtrise des armements s'écroulent les uns après les autres, il est temps que l'Europe analyse plus en profondeur ses intérêts stratégiques en matière de sécurité et qu'elle promeuve

des approches multilatérales pour le désarmement nucléaire.

Récents événements

La décision des États-Unis d'enfreindre l'accord iranien a débouché sur une escalade inquiétante de la situation. Le président Trump a fondé sa décision sur de fausses affirmations et certains membres de son administration

préparent le terrain pour une autre guerre interminable au Moyen-Orient. Une telle issue serait une catastrophe non seulement sur le plan humain, mais aussi pour l'UE, où les politiciens nationalistes n'hésiteraient pas une seconde à tirer avantage de l'afflux sans précédent de réfugiés et des décennies d'instabilité qui s'ensuivraient.

En 2018, Donald Trump a publié la revue de la posture nucléaire américaine, dans laquelle il

renonce au désarmement nucléaire, s'engage à produire des « mini-nukes » (armes nucléaires miniaturisées) plus simples à utiliser, et élargit les scénarios dans lesquels le recours à l'arme nucléaire serait envisagé, augmentant ainsi grandement la probabilité qu'elle soit utilisée.

Enfin, le Traité FNI expirera en août, ce qui permettra à la Russie et aux États-Unis d'à nouveau stationner légalement des missiles nucléaires à portée intermédiaire, lesquels ne représentent une menace que pour l'Europe (ils ne peuvent pas traverser l'Atlantique).

Conjugués aux discours hostiles tenus par la Russie, la Chine, la Corée du Nord et les États-Unis, ces événements marquent une escalade majeure des tensions nucléaires, avec une augmentation des dépenses susceptible de donner lieu à une nouvelle course aux armements.

L'Europe peine à réagir

Dans quelle mesure l'Europe est-elle parvenue à déjouer ces menaces contre sa sécurité? L'offensive de charme majeure lancée dans le contexte de l'accord iranien avant la décision unilatérale de Donald Trump de se retirer de l'accord n'a pas eu les résultats escomptés. Les efforts déployés en faveur de l'option zéro ont en grande partie été réduits à néant avec la revue de la posture nucléaire américaine. Aucune stratégie n'est en place pour remplacer le Traité FNI et les appels de l'Europe en faveur d'un renouvellement du nouveau traité START (avec une réduction de 50 % du nombre de lance-missiles nucléaires stratégiques) – le dernier accord de maîtrise des armements entre les États-Unis et la Russie, qui expirera en 2021 – sont restés lettre morte.

Dans le même temps, les États-Unis demandent à l'Europe de faire preuve de solidarité lorsqu'il s'agit de défendre leurs armes de destruction massive dans les enceintes diplomatiques. Dans un document ayant fait l'objet d'une fuite dans la presse, la mission des États-Unis auprès de

l'OTAN exige que l'ensemble des alliés européens boycottent le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, expliquant qu'un tel traité remettrait en question la légitimité de la menace du recours à l'arme nucléaire pour garantir la sécurité des alliés. Il apparaîtrait donc clairement que les États-Unis sont contre l'interdiction des armes nucléaires.

Des pays comme l'Allemagne, la Belgique, les Pays-Bas et l'Italie s'apprêtent à dépenser des centaines de millions d'euros pour moderniser leurs avions de combat afin de pouvoir continuer d'héberger sur leur territoire les armes nucléaires dernier cri des États-Unis, arguant qu'ils peuvent ainsi avoir « voix au chapitre » lorsque les États-Unis définissent la politique nucléaire pour l'OTAN. Loin de nous donner une quelconque influence sur la politique nucléaire, en cas d'escalade des tensions entre les États-Unis et la Russie, ces armes pourraient nous rayer de la carte.

Ce sont les armes le problème

L'Europe doit de toute urgence changer de stratégie. Et pas à cause de Donald Trump – ses tweets menaçant de tuer des millions de civils innocents sont peut-être théâtraux, mais ils s'inscrivent en réalité plutôt bien dans le concept de dissuasion nucléaire. Ce sont les armes le problème. Il est naïf de penser que les êtres humains peuvent manipuler des armes nucléaires sans jamais les déclencher, que ce soit par accident ou non.

Heureusement, 122 États ont déjà décidé d'agir en adoptant en 2017 un nouveau traité interdisant le recours aux armes nucléaires en vertu du droit international. Aujourd'hui, certains ministres des Affaires étrangères cherchent des excuses pour ne pas signer le texte. Mais comme l'ont démontré des études de l'International Human Rights Clinic de Harvard et de nombreux autres instituts, aucun obstacle juridique n'empêche les États membres de l'OTAN de signer un traité interdisant le recours aux armes nucléaires. Des États ont d'ailleurs

déjà obtenu de nombreuses reprises des dérogations à des politiques telles que la dissuasion nucléaire élargie. La signature de ce traité constitue l'instrument le plus visible et le plus efficace à la disposition des pays européens pour montrer qu'ils n'accepteront jamais que des armes nucléaires soient utilisées en leur nom et pour s'assurer de ne plus constituer une cible.

Les citoyens sont du même avis: lors de toutes nos enquêtes, les répondants se sont largement déclarés en faveur de ce traité, et ce même lorsqu'ils savaient que leur gouvernement était contre. Les décideurs politiques n'en tiennent pas compte. Avant les élections au Parlement européen, nous avons demandé à tous les candidats de promettre que s'ils étaient élus, ils soutiendraient l'interdiction des armes nucléaires. En 24 heures, près de cent candidats s'y étaient engagés. Des milliers de parlementaires à travers l'Europe ont fait de même, et rien qu'en Allemagne, nous avons recueilli plus de 500 signatures aux niveaux fédéral et régional.

Surmonter les réticences au sein de l'UE

Les parlementaires peuvent demander des comptes à leur gouvernement lorsque le ministre des Affaires étrangères affirme aspirer à un monde sans armes nucléaires mais s'y oppose en réalité activement en boycottant leur interdiction. Lorsque le Traité de l'ONU sur l'interdiction des armes nucléaires (TNPW) a été négocié en 2017, à l'initiative de pays tels que l'Autriche, l'Irlande, le Mexique et l'Afrique du Sud, les institutions européennes ont été bloquées par le veto de la France et du Royaume-Uni. Mais le Parlement européen est parvenu à rassembler une large majorité dans tous les groupes politiques, à l'exception de l'extrême droite, pour appeler tous les États membres de l'UE à soutenir ce traité, une position qu'il a réaffirmée depuis.

Aux Pays-Bas, le Parlement a demandé au gouvernement d'examiner le traité de manière

constructive ; en Italie, le gouvernement a été chargé d'étudier la perspective de la signature du traité ; en Suisse, les législateurs ont donné pour instruction au gouvernement de signer le traité sans délai ; et au Bundestag en Allemagne, des partis se sont alliés pour former un intergroupe d'« amis du TPNW » le 23 juin.

Le fait que seuls six États membres de l'UE sur 28 aient participé aux négociations a porté un coup à la crédibilité de l'UE en tant que défenseuse des droits de l'Homme et du multilatéralisme. Il est aujourd'hui indéniable que les pays dotés de l'arme nucléaire ne peuvent plus être les seuls maîtres de ces questions.

Une poignée d'États procrastinent sur leurs engagements en matière de désarmement, investissant des milliards dans leurs arsenaux. Tant que personne ne mettra le holà, ils continueront de jouer la montre et de nuire à nos intérêts en matière de sécurité.

Si nous souhaitons réduire le nombre d'armes nucléaires et affaiblir leur rôle dans les doctrines de sécurité, la première étape est de les rendre illégales. Ce n'est qu'alors que nous pourrons recueillir suffisamment de soutien politique pour surmonter les nombreux obstacles en travers du chemin vers l'option zéro.



> AUTEUR

Leo Hoffmann-Axthelm est chargé des relations avec l'UE au sein de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN) depuis 2015 et il a fondé l'antenne allemande de l'organisation en 2013. L'ICAN a reçu le prix Nobel de la paix en 2017, pour son combat en faveur de l'interdiction mondiale des armes nucléaires.

Lire les articles complets en ligne
www.progressivepost.eu



ARMES NUCLÉAIRES: PRÉSERVER UN SYSTÈME INTERNATIONAL ENCADRÉ



> AUTEUR

Kate Hudson est militante politique de gauche et universitaire britannique. Elle est la secrétaire générale de la Campagne pour le désarmement nucléaire (Campaign for Nuclear Disarmament - CND) depuis 2010, et elle en a exercé la présidence entre 2003 et 2010. Elle s'est engagée dans le mouvement pacifiste au début des années 1980, alors que les missiles de croisière étaient l'objet de toutes les contestations.



SAUVER LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE À L'ÈRE DE DONALD TRUMP



> AUTEUR

Adriano Iaria est expert de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération. Il collabore avec différents instituts de recherche dans ce domaine. Il a un master en relations internationales et est spécialisé en droit international. Il est notamment membre du corps enseignant du master en renseignement et sécurité de la Link Campus University à Rome.



| Lors de la campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron s'est présenté comme le principal rempart contre l'extrême droite, incarnée par Marine Le Pen.

L'OPPOSITION TROMPEUSE

ENTRE NATIONALISTES

ET PROGRESSISTES

par Anne-Claire Defossez et Didier Fassin

Pensant pouvoir rejouer le scénario de la campagne présidentielle de 2017, au cours de laquelle il s'était présenté comme le rempart contre l'extrême droite, Emmanuel Macron a fait de l'alternative entre progressistes et nationalistes l'enjeu central des élections européennes. Mais son néolibéralisme autoritaire est-il si éloigné des positions de ceux qu'il prétend combattre ? Et le dépassement de l'opposition entre la droite et la gauche ne conduit-il pas à un renoncement démocratique ?

Lors de la campagne présidentielle de 2017, Emmanuel Macron s'est présenté comme au-dessus de l'opposition droite-gauche, en la déclarant périmée. Il s'est présenté comme le principal rempart contre l'extrême droite, incarnée par Marine Le Pen. Cette tactique a si bien fonctionné qu'il a reçu le soutien de nombreux responsables socialistes, tel l'ex-Premier ministre Manuel Valls, et même communistes, comme l'ancien Secrétaire général du parti, Robert Hue. Comme on le sait, il l'a largement emporté au second tour avec les deux tiers des voix mais un taux d'abstention record. Pour les élections européennes de 2019, le Président français a voulu rejouer la même carte. Avec une droite affaiblie et une gauche divisée, son parti La République en marche avait comme principal adversaire le Rassemblement national, que les sondages ont donné au coude à coude dans les mois qui ont précédé le vote.

En juillet 2018, devant les députés et sénateurs français réunis en congrès à Versailles, il a donc déclaré que « la frontière véritable qui traverse l'Europe est celle aujourd'hui qui sépare les nationalistes des progressistes ». Il a précisé sa pensée dans sa lettre aux citoyens de l'Europe en opposant la menace du « repli nationaliste » défendu par les « exploités de colère » à l'espoir de « l'humanisme européen » promoteur des « normes du progrès ». Il s'agit là d'un

Dans une société où les #Inégalités s'accroissent, annoncer le crépuscule de la gauche est très exagéré.

*Didier Fassin et
Anne-Claire Defossez
@the_IAS*



“
*Emmanuel Macron
substitue à l'idée
initiale de l'homme
providentiel situé
au-dessus des partis
celle du politicien
engagé dans la mêlée
pour combattre les
souverainistes et
les populistes.*
”

double glissement rhétorique, sinon idéologique, par rapport au discours qui l'avait porté au pouvoir. D'une part, il substitue à l'idée initiale de l'homme providentiel situé au-dessus des partis, celle du politicien engagé dans la mêlée pour combattre les souverainistes et les populistes. D'autre part, la vision politique du nouveau monde contre l'ancien laisse place à une distinction morale entre des valeurs d'avenir et des illusions du passé, et finalement entre le bien et le mal.

Si l'on voit bien à quoi correspond le nationalisme des Salvini, Orban, Kaczynski, Wilders et Le Pen, on peut se demander ce qui caractérise le « progressisme » d'Emmanuel Macron. Deux ans après son accession au pouvoir, on en repère deux lignes de force à travers la politique qu'il conduit au plan national. L'une est clairement néolibérale tant dans la réforme fiscale et la dérégulation du travail que dans la baisse des aides sociales et les privatisations des biens publics. L'autre s'est de plus en plus affirmée comme autoritaire avec le recours aux ordonnances pour le passage en force de législations importantes au détriment du

débat parlementaire, le vote de lois sécuritaires intégrant les principales mesures de l'état d'urgence, la dure répression des manifestations de rue et les violences répétées contre les étrangers. Loin d'être inédite, cette combinaison est une version modernisée du thatchérisme et s'inscrit nettement à la droite de l'échiquier politique.

Le Président français s'efforce de présenter plus positivement sa vision, que deux de ses anciens collaborateurs ont synthétisée dans un ouvrage, "Le progrès ne tombe pas du ciel" par Ismaël Emelien et David Amiel, qui a reçu son imprimatur. Selon eux, le progressisme repose sur une conception individualiste de la société qui doit donner à chacun la possibilité de se réaliser. L'éloge des « premiers de cordée » faite par Emmanuel Macron et sa remarque à un demandeur d'emploi qu'il lui suffirait de « traverser la rue » pour lui trouver du travail traduisent cette conception. Elle suppose une relation directe du pouvoir avec les citoyens, sans intervention des corps intermédiaires, et avec les salariés, sans entremise syndicale. Elle n'exclut cependant pas l'affirmation d'une communauté nationale et même la revendication d'un patriotisme.

Outre donc que le progressisme d'Emmanuel Macron semble n'être que l'habillage en trompe-l'œil d'un néolibéralisme volontiers autoritaire, la division qu'il propose entre son camp et celui des nationalistes, loin d'être au niveau européen une opposition centrale, n'est pour l'heure qu'un affrontement subsidiaire. En effet, les deux coalitions qui dominent le Parlement sont le conservateur Parti populaire européen et l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates. Elles relèguent au deuxième plan l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe, que La République en

marche souhaite rejoindre, et les divers groupes nationalistes, dont il n'est même pas certain qu'ils s'uniront. Il y a du reste quelque ironie à ce que le principal partenaire du Président français au sein de son alliance soit le Premier ministre néerlandais Mark Rutte. Ce dernier a gouverné, lors de son premier mandat, avec le soutien du Parti pour la liberté, d'extrême-droite. Ironie également que la tête de liste de La République en marche, Nathalie Loiseau, se soit présentée, lorsqu'elle était étudiante, sur une liste syndicale composée de membres du principal groupe d'extrême-droite de l'époque.

Si la tactique d'Emmanuel Macron a réussi une fois encore au niveau français en plaçant en concurrence directe son parti et le Rassemblement national, c'est moins parce que son analyse des rapports idéologiques est juste que parce que la configuration politique spécifique à la France lui est favorable: la droite s'est affaiblie en cherchant à imiter l'extrême-droite et la gauche s'est marginalisée par ses querelles et ses divisions. Cette tactique trouve en revanche ses limites au plan européen, révélant l'indéniable maintien du rapport de force entre une droite modérée et une gauche sociale-démocrate. La France fait à cet égard exception, ce qu'Emmanuel Macron ne semble pas avoir compris.

Les analyses à courte vue qui, à la suite de son élection, avaient diagnostiqué, comme il le fait lui-même, le crépuscule de l'opposition droite-gauche ne sont pas seulement inexactes. Elles sont aussi dangereuses. Le couple progressistes-nationalistes, pour autant qu'il existe, consiste en une division manichéenne entre le progrès et le repli, le bien et le mal. C'est une distinction morale verticale et excluante: qui voudrait se situer du côté du repli et du mal? En ce sens, elle est anti-démocratique. L'opposition entre la

droite et la gauche est au contraire politique, horizontale et inclusive. Elle appelle chacun à choisir entre deux modèles de société, l'un dominé par l'économie de marché et la protection des frontières, l'autre plus préoccupé de justice sociale et d'intégration des étrangers. La politique du Président français s'affiche aujourd'hui du côté du premier modèle, mais sa rhétorique de la fin des partis traditionnels vise à l'occulter par un face à face entre droite et extrême-droite.

Même fragilisée, la gauche rappelle par sa présence qu'une société est faite de rapports de pouvoir et de domination et que, dans une société où les inégalités s'accroissent, l'annonce de son décès est très exagérée.

Le progressisme d'Emmanuel Macron face aux Nationalistes: une illusion trompeuse
Didier Fassin et Anne-Claire Defossez @the_IAS



> AUTEUR

Didier Fassin est professeur de sciences sociales à l'Institute for Advanced Study de Princeton et directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales à Paris.



> AUTEUR

Anne-Claire Defossez est chercheuse en sciences sociales à l'Institute for Advanced Study. Sociologue, elle a effectué une partie de sa carrière professionnelle dans l'administration territoriale en tant que directrice générale des services dans deux grandes villes de l'agglomération parisienne.



| Les trois premiers ministres social-démocrates nordiques ont été élus en 2019. De droite à gauche: Antti Juhani Rinne, Premier ministre finlandais et chef du parti depuis 2014, Mette Frederiksen, Première ministre danoise, chef du parti depuis juin 2015 et Stefan Löfven, Premier ministre suédois, leader depuis 2012.

HORIZONS ET LIGNES DE DÉMARCATIION:

QUELS SONT LES CLIVAGES PERTINENTS POUR LES PROCHAINS COMBATS POLITIQUES ?

par Ania Skrzypek

Les années 1990 peuvent nous sembler déjà loin. Les images du soulèvement du syndicat polonais Solidarność et de la chute du mur de Berlin nous rappellent la transition au cours de laquelle les populations d'Europe centrale et orientale ont choisi le chemin de la démocratie et de la réunification avec l'Occident. Peu après, nous avons assisté à l'effervescence causée par les victoires électorales de Tony Blair, Gerhard Schröder et Lionel Jospin, qui ont donné le sentiment qu'un vent de progrès et de justice sociale soufflait sur l'Europe, avec la promesse de quelque chose de plus grand pour

le continent. Après des décennies de division et le projet néolibéral de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, il s'agissait là d'une perspective remplie d'espoir.

Une génération plus tard, la social-démocratie est à la croisée des chemins – en partie bloquée dans la nostalgie du passé, et en partie anxieuse d'apporter le moindre changement vecteur d'un avenir d'un nouveau genre. Il semblerait que les victoires et les échecs de la troisième voie soient encore à l'origine des principaux clivages dans le débat sur l'avenir du mouvement. Mais le contexte

a changé: nous ne sommes plus à l'époque où les victoires se concrétisaient par une conquête électorale solide de la gauche et du centre. À l'heure actuelle, l'électorat est volatil, les alliances sont mouvantes, et les prophéties sur la fin des idéologies pourraient bien s'être réalisées.

Alors que les citoyens dans les rues et ceux qui sont retournés en nombre aux urnes exigent des politiques différentes, les sociaux-démocrates doivent répondre à ces revendications. Ils devraient commencer par se débarrasser des ombres des débats

passés et rejeter certains concepts désuets et traditionnels. En ce sens, ils doivent accepter de se livrer à un nouveau genre de combat politique, où les horizons du possible ont changé et où les lignes de démarcation se sont dès lors déplacées.

Premièrement, l'évolution du contexte politique a son importance – et sans doute plus que jamais auparavant. Par le passé, les électeurs votaient pour le parti qui apportait des réponses à leurs questions ; ils étaient à la recherche d'un sentiment d'appartenance. Aujourd'hui, les citoyens n'ont jamais été aussi informés, et ils voient leur vote comme un investissement à court terme, accordant leur voix à ceux qui répondent à leurs préoccupations principales à un moment donné. L'accent est davantage mis sur l'action politique plutôt que sur les mouvements politiques bien établis. C'est ce qui explique la victoire du PS portugais en 2015: les citoyens cherchaient un moyen de mettre fin à l'austérité, et les sociaux-démocrates étaient le parti qui leur offrait cette perspective. La leçon que doivent en tirer les progressistes est qu'il faut se départir de la logique du parti attrape-tout pour se

concentrer sur des thèmes susceptibles de leur donner la victoire, élection après élection.

Deuxièmement, aucun parti – qu'il soit traditionnel ou récemment établi – ne semble plus maître d'une thématique par défaut. Les inégalités, par exemple, sont abordées dans les programmes des partis de l'ensemble du spectre politique. La manière et la logique sont parfois différentes, mais pas l'intérêt porté à ces enjeux. La prise de conscience croissante du changement climatique et les grèves étudiantes pour le climat organisées partout dans le monde chaque vendredi sont souvent avancées pour expliquer les récents succès engrangés par les écologistes. Ces rassemblements ont peut-être contribué à leurs bonnes performances, mais il y a une autre explication: les écologistes peuvent aussi être vus comme une autre option progressiste positive, qui est viable car elle fait déjà partie du système politique existant. Ils parviennent à incarner une politique d'un nouveau genre et à apporter une réponse à la crise environnementale, mais seulement lorsqu'aucun autre parti n'aborde de manière crédible les enjeux climatiques. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), par exemple, a enregistré une victoire sans précédent après être parvenu à convaincre les électeurs qu'il était bel et bien le parti de la justice climatique, en plus d'être celui du progrès social égalitaire.

Troisièmement, les anciens concepts n'expliquent plus les interconnexions entre les communautés locales et l'attitude de la population à l'égard du reste du monde. Un fervent partisan de la solidarité internationale peut être un farouche opposant au modèle actuel d'accords commerciaux et voter pour le centre gauche. Un mondialiste peut être un patriote dévoué et soutenir l'État sous la forme d'un cadre qui collecte l'impôt et offre des opportunités et des soins au travers de politiques de protection sociale solides. Au Danemark, par exemple, les sociaux-démocrates ont fait des choix politiques qui en ont fait sourciller plus d'un dans le domaine des migrations, mais ils ont clairement braqué les projecteurs sur l'État-providence. En période de changement, il convient d'actualiser les concepts

d'internationalisme, de mondialisme et de patriotisme, entre autres, afin de pouvoir les intégrer dans le discours progressiste.

Ces trois observations – le contexte a son importance, personne n'est plus maître d'une thématique par défaut, et la nécessité d'actualiser les concepts – expliquent pourquoi, à une époque où la démocratie est remise en question, les progressistes doivent voir plus loin que les concepts traditionnels qui leur ont réussi par le passé et qui perdent en importance aujourd'hui. Mais alors, est-il toujours pertinent de parler d'idéologies et de clivage gauche-droite ?

Contre toute attente, la réponse à cette question est: oui, absolument ! Les clivages sociaux ont peut-être bougé, ils deviennent peut-être plus flous, mais les citoyens sont plus que jamais désireux de se trouver, directement ou indirectement, au cœur des décisions. C'est pourquoi ils recherchent des décideurs politiques qui les écoutent et qui n'y vont pas par quatre chemins. Authenticité et conscience morale sont des valeurs appréciées. C'est ainsi que les sociaux-démocrates sont parvenus à rebondir là où ils étaient en passe de disparaître. Pour peu qu'ils soient prêts à consolider une nouvelle définition du centre gauche, ils pourraient ressortir encore plus fort de cette période pour entrer dans l'ère post-post-vérité.

“

Le contexte a son importance: aujourd'hui, les citoyens n'ont jamais été aussi informés, et ils voient leur vote comme un investissement à court terme, accordant leur voix à ceux qui répondent à leurs préoccupations principales à un moment donné.

”



> AUTEUR

Ania Skrzypek est chargée de recherche principale à la FEPS.



| Manifestation en France contre le droit du travail du gouvernement du président Emmanuel Macron. Septembre 2017 à Paris.

DÉFENDRE LE PROGRESSISME: COMBATTRE POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE *par Patrick Diamond*

Le président français, Emmanuel Macron, affirme incarner le progressisme moderne, par opposition au «nationalisme». La faille profonde de son approche est qu'elle ne s'accompagne pas d'une analyse rigoureuse du capitalisme et qu'elle ne tient pas clairement compte de l'importance que conservent les États-nations. Un nouveau concept de progressisme doit s'imposer en Europe non seulement pour la liberté et l'internationalisme qui font le credo de M. Macron, mais aussi dans un véritable effort visant à limiter les excès des marchés débridés, en faveur d'une société plus égalitaire.

Depuis qu'il a été élu président de la France, Emmanuel Macron se réclame encore et encore du « progressisme ». Il se positionne comme un dirigeant croyant aux grandes causes progressistes de notre époque, à savoir une Europe forte, les droits de l'Homme et les libertés individuelles. Dans le même temps, le projet national de M. Macron suppose le rejet du clivage gauche/droite qui caractérise depuis longtemps la politique française. Il a quitté les rangs du Parti socialiste pour se présenter comme candidat, alors qu'il avait été ministre au sein d'un gouvernement socialiste. Il estime que les difficultés rencontrées par son pays ne peuvent être traitées de manière adéquate au travers des discours et des revendications traditionnels de la gauche. Ses conseillers s'emploient activement à définir un nouveau concept de progressisme pour le XXI^e siècle.

Ce n'est un secret pour personne que les partis de centre gauche sont confrontés à de graves problèmes depuis une dizaine d'années, même si certains ont obtenu de meilleurs résultats aux élections récemment dans des pays tels que le Portugal, l'Espagne, la Finlande ou le Danemark. Il est clair qu'indépendamment des circonstances nationales, une transformation structurelle est en cours et met à mal la base électorale de la social-démocratie. Certains s'interrogent sur la viabilité à long terme du projet européen de centre gauche.

Il y a vingt ans, la gauche était en pleine ascension en Europe. Les sociaux-démocrates étaient au pouvoir dans treize des quinze États qui formaient alors l'UE. Leurs idées définissaient les termes du débat. Ce n'est plus tellement le cas aujourd'hui. Il s'agit d'une conséquence de l'adversité économique. Certaines économies européennes connaissent peut-être un regain d'activité caractérisé par une croissance stable et une élévation du niveau de vie, mais la grande récession a transformé l'économie politique de l'Europe occidentale. Les dépressions économiques ont bien plus profité à la droite qu'à la gauche.

Pour ce qui est de l'État-nation, l'ensemble des partis progressistes sont confrontés au

même dilemme stratégique: ils sont déchirés entre, d'une part, une vision du monde qui met l'accent sur la gouvernance multi-niveaux et l'internationalisme, et, d'autre part, l'attrait magnétique qu'exercent sur l'électorat les concepts de nation, d'identité et d'appartenance nationale. À l'ère de la mondialisation, la souveraineté doit vraisemblablement être mutualisée pour relever les défis collectifs – changement climatique, échanges commerciaux, criminalité internationale, terrorisme –, ce qui explique notamment pourquoi la gauche défend l'UE. Mais les sociaux-démocrates doivent également tenir compte des électeurs qui s'inquiètent de l'érosion des frontières de l'État-nation, ainsi que du cosmopolitisme et de la diversité qui en découlent. Il faut remettre l'accent sur l'attachement aux valeurs communautaires, de sorte à donner du sens à la vie des citoyens dans un monde caractérisé par l'insécurité et de grands bouleversements.

“

À l'ère de la mondialisation, la souveraineté doit vraisemblablement être mutualisée pour relever les défis collectifs.

”

Tous les partis de centre gauche sont confrontés à un problème récurrent: leur coalition politique se fracture. La réponse de M. Macron est de miser sur l'internationalisme libéral tout en introduisant des réformes qui pourront, selon lui, accélérer la croissance. La social-démocratie de l'après-guerre s'est bâtie sur une croissance soutenue – l'« âge d'or » de l'expansion capitaliste des années 1940 à 1970 a créé les conditions nécessaires pour une augmentation des dépenses publiques et la redistribution des richesses. Mais les taux de croissance à travers l'Europe sont passés de 6% dans les années 1960 à moins de 3% depuis les années 1990. En raison de cette perte de croissance,

les électeurs à revenu intermédiaire sont plus réticents à l'égard du concept de redistribution. Une croissance plus forte ne permettra pas à elle seule de surmonter le clivage politique.

Les progressistes doivent voir plus loin que les réformes économiques et la libéralisation, que prône M. Macron. Ils doivent forger un nouveau modèle économique qui s'attaque à la concentration du pouvoir aux mains des entreprises et du marché, de sorte que l'économie soit régie dans l'intérêt du public. Une telle approche nécessite une supervision adéquate des entreprises de service public et une économie qui permet l'intéressement de plus de travailleurs, la démocratisation de l'accès à la propriété et la redistribution des actifs productifs. Si Thomas Piketty a raison de penser que le rendement du capital dépasse toujours le taux de croissance, le capitalisme doit être réformé de sorte que les salariés profitent pleinement du système économique.

Un nouveau concept de progressisme doit s'imposer en Europe non seulement pour la liberté et l'internationalisme qui font le credo de M. Macron, mais aussi dans un véritable effort visant à limiter les excès des marchés débridés, en faveur d'une société plus égalitaire.



> AUTEUR

Patrick Diamond est professeur agrégé de politique publique à la Queen Mary University of London et il préside le groupe de réflexion Policy Network. Il a, par le passé, dirigé le département de la planification politique au sein du cabinet du Premier ministre britannique.

METTRE FIN AUX INÉGALITÉS AVANT QU'IL NE SOIT TROP TARD

par Marissa Ryan

Les inégalités sont profondément imbriquées dans les grands maux de notre temps, en Europe et dans le reste du monde: la pauvreté, le changement climatique, l'injustice entre les sexes, la montée du populisme de droite et la détresse sociale. Leur accroissement exacerbe chacun de ces problèmes. Dès lors, au lendemain des élections européennes, les dirigeants des pays de l'UE doivent unir leurs forces pour s'attaquer sérieusement aux inégalités, afin que l'Union puisse préserver sa valeur ajoutée et la confiance des citoyens, aujourd'hui et à l'avenir.

L'Union européenne connaît des temps difficiles. Depuis les années 1980, les inégalités économiques ne font que croître et, en 2008, l'échec d'un modèle économique a débouché sur une grave crise financière. En réaction, les gouvernements de l'UE ont pris des mesures telles que des réductions de dépenses et la mise en place d'impôts régressifs.

Si les responsables de la crise ont été renfloués, les gens ordinaires, eux, continuent d'en payer le prix.

Partout en Europe, les lois et les politiques profitent d'abord aux riches, tandis que les citoyens ordinaires assistent à des coupes dans des services publics vitaux et dans la protection sociale. Les piliers du développement économique de l'Europe – notamment les dépenses et l'impôt progressifs, et les droits du travail – continuent d'être attaqués et érodés au détriment de la protection des plus vulnérables.

Il ne fait aucun doute que nous vivons dans un monde profondément inégal. Dix ans après la crise financière, le nombre de milliardaires a presque doublé. Leur fortune a augmenté de 2,5 milliards de dollars par jour entre 2017 et 2018, alors que la richesse de la moitié la plus pauvre de la population mondiale (soit 3,8 milliards de personnes) chutait au cours de la même période.

Ces inégalités économiques frappantes vont de pair avec des inégalités généralisées entre les sexes. La plupart des individus les plus fortunés au monde sont des hommes. En moyenne, dans l'UE, les femmes sont payées 16 % de moins que les hommes. Et pourtant, notre prospérité économique dépend des millions d'heures de travail non reconnues et non rémunérées que les femmes et les filles effectuent pour prendre soin de leurs proches. Si une entreprise se chargeait à elle seule de tout ce travail, elle enregistrerait un chiffre d'affaires annuel de 10 000 milliards de dollars, soit 43 fois celui d'Apple !

Au cours des derniers mois, des citoyens européens, en particulier des jeunes, sont descendus dans les rues pour réclamer des mesures concrètes face à la crise climatique. Cette urgence climatique repose elle aussi sur des inégalités: alors que les populations les plus pauvres au monde sont celles qui contribuent le moins aux émissions, ce sont elles qui souffrent le plus de leur impact. Elles sont touchées en premier et le plus durement par la crise climatique, tant en Europe que dans le reste du monde. Récemment, les énormes dégâts matériels et les vies humaines perdues en Afrique méridionale suite au cyclone Idai témoignent de cette triste réalité.

Les partis et les politiciens eurosceptiques ont obtenu de bons résultats aux élections européennes. Le lien entre l'accroissement des inégalités et le populisme et nationalisme de droite a été largement documenté. L'an dernier, le vice-président de la Banque mondiale pour l'Europe, Cyril Muller, a exhorté l'UE à définir un nouveau contrat social pour

combattre les inégalités et pallier le manque de cohésion sociale qui y est associée.

Si rien n'est fait, la confiance dans la capacité de l'UE à améliorer la vie de ses citoyens continuera de décliner. Pourtant, plusieurs États membres et décideurs politiques remettent ouvertement en cause les valeurs fondamentales et fondatrices de l'Union que sont les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit. C'est ce qui ressort du débat toxique sur les migrations, qui continue de faire rage malgré une diminution significative du nombre de migrants arrivant sur le sol européen.

Il est avéré que les personnes qui vivent dans des sociétés inégalitaires sont généralement plus stressées et moins heureuses, qu'elles souffrent davantage de maladies mentales et qu'elles ont plus de difficultés à accorder leur confiance. Le taux de criminalité y est par ailleurs plus élevé. Mais au lieu de s'atteler à la résolution de ces problèmes, de nombreux politiciens préfèrent blâmer les immigrés, les minorités, les femmes et les personnes vivant dans la précarité.

Pour rétablir la confiance dans le projet européen, une nouvelle vision de l'Europe est nécessaire. Les hommes et femmes politiques doivent s'unir pour élaborer un plan qui permettra de créer une Europe au service de ses citoyens. Certains de nos dirigeants ont bien conscience de ce défi. En septembre dernier, le commissaire européen Pierre Moscovici a déclaré: « La crise européenne n'est plus une crise économique. C'est une crise des inégalités. C'est une crise politique. C'est une crise de résultats. Nous devons obtenir plus de résultats. »

Les inégalités ne sont pas inévitables

Les inégalités sont un choix politique et peuvent être palliées au moyen de politiques sensées et cohérentes. Au cours de cette législature, les membres du Parlement européen devront s'atteler à la réduction des inégalités, en veillant tout d'abord à la mise en place d'un système fiscal juste, efficace et transparent. La collecte de l'impôt et l'investissement de ces recettes dans des services

publics de qualité, notamment les soins de santé et l'enseignement, constituent une approche essentielle pour les gouvernements qui veulent réduire le fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres, ainsi qu'entre les femmes et les hommes.

Les gouvernements de l'UE doivent s'attaquer au secret bancaire et à l'évasion fiscale qui empêchent les citoyens européens de bénéficier de filets de sécurité sociale adéquats. Ils doivent mettre un terme au nivellement par le bas entre les États membres qui cherchent à appliquer des taux d'imposition des sociétés toujours plus bas, et mettre fin aux pratiques fiscales nuisibles de plus en plus utilisées. Il faudrait adopter des règles obligeant les entreprises à publier leurs recettes, et les impôts qu'elles paient dans chacune des juridictions où elles opèrent.

Alors que l'automatisation et l'économie des petits boulots (la « gig economy ») sont annonciatrices de conditions d'emploi précaires, les droits du travail traditionnels doivent être révisés et consolidés. Les

DISCOVER OUR LATEST PUBLICATION ON PLATFORM WORK

THE RESULT OF 3 YEARS OF SURVEYS CARRIED OUT IN 13 EUROPEAN COUNTRIES

Written by
Ursula Huws, Neil H. Spencer and Matt Coates.



University of Hertfordshire **UH**

UNI europa
global
union

FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES





Au cours des derniers mois, des citoyens européens, en particulier des jeunes, sont descendus dans les rues pour réclamer des mesures concrètes face à la crise climatique.

“

Les inégalités économiques frappantes vont de pair avec des inégalités généralisées entre les sexes. La plupart des individus les plus riches au monde sont des hommes.

”

États membres de l'UE devraient mettre en place des salaires minimums justes, lever les obstacles à l'égalité des chances pour les femmes, et limiter le pouvoir des plus riches qui cherchent à peser sur les politiques au détriment d'emplois et de salaires décents.

À plus long terme, toutes ces considérations paraîtront bien futiles si les membres de l'UE n'adoptent pas des politiques en phase avec les objectifs de l'accord de Paris sur le climat pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius et augmenter les fonds nécessaires pour faire face à l'urgence climatique.

Les résultats d'une enquête récente réalisée dans quatorze États membres de l'UE sont effrayants: les électeurs de treize pays sont d'avis que l'UE s'effondrera d'ici dix à vingt ans, et trois personnes interrogées sur dix pensent qu'une guerre pourrait opposer des pays de l'UE au cours de la prochaine décennie. Malgré tout cela, le soutien dont bénéficie l'UE demeure à un niveau record.

Pour rétablir la confiance dans le projet européen, les dirigeants doivent unir leurs forces au lendemain des élections européennes et saisir cette occasion pour prendre un nouveau départ politique et mettre fin aux inégalités.



> AUTEUR

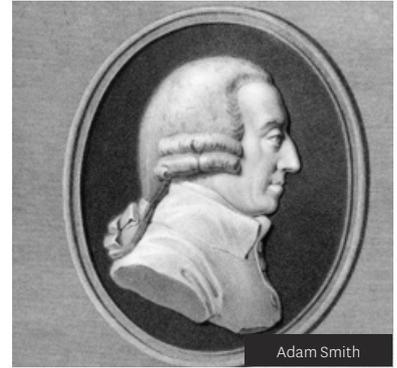
Marissa Ryan est la directrice adjointe du plaidoyer pour Oxfam et elle gère les bureaux de plaidoyer de l'organisation à Bruxelles, New York, Washington DC et Moscou.

| Les économistes classiques comme Adam Smith et David Ricardo ont simplement rejeté la dette. Même Karl Marx a qualifié la dette publique de «vente de l'État».

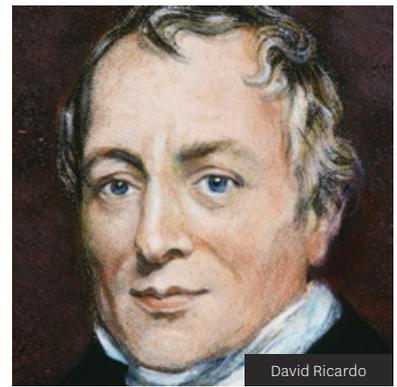
FREINS À L'ENDETTEMENT: LE COMBLE DE L'ÉTROITESSE DE L'ESPRIT POLITIQUE

par Heinz-Josef Bontrup

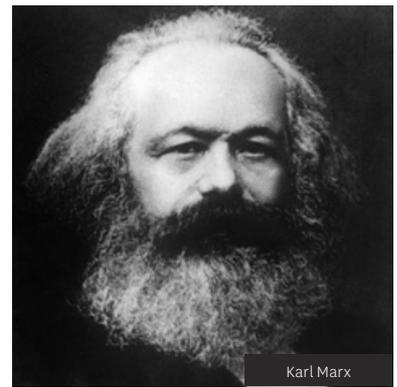
Le traité de Maastricht exclut tout déficit de plus de 3 %. La logique derrière ce chiffre n'a cependant jamais été scientifiquement justifiée. L'étroitesse d'esprit qui soutient les « freins à l'endettement », ou plutôt les « freins au crédit », est flagrante: pourquoi les responsables politiques n'ont-ils pas imposé ces contraintes de crédit aux entreprises privées dans l'UE ? Pour lutter contre les problèmes sociaux, ceux qui ne veulent pas que les pays s'endettent doivent se résoudre à augmenter les impôts ou faire en sorte d'éliminer les principales causes de la dette publique: le chômage de masse, la pauvreté et la redistribution de la base au sommet.



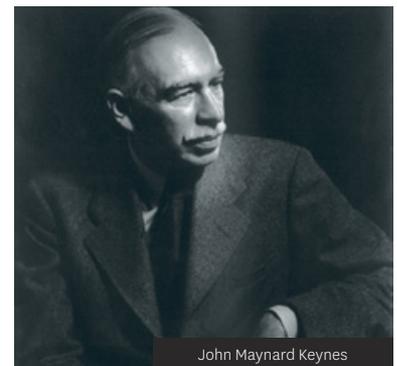
Adam Smith



David Ricardo



Karl Marx



John Maynard Keynes

DEBT

Lors du lancement de l'euro, le traité de Maastricht a limité le déficit budgétaire des pays utilisant cette monnaie à 3% et la dette nationale cumulée à un maximum de 60% du produit intérieur brut (PIB) nominal. Certains États ont poussé cette logique encore plus loin: en 2016, en Allemagne, un frein à l'endettement de seulement 0,35% du PIB a été inscrit dans la constitution – soit un pourcentage encore plus contre-productif que le plafond de 3% imposé par l'UE. Les États fédérés allemands, et par conséquent les municipalités, ne sont ainsi plus autorisés à s'endetter après 2020. Irréaliste sur le plan économique, cette mesure sera brandie à l'avenir comme une menace politique permanente contre la politique de dépenses du gouvernement, et ce, par tous les partis (et toutes les coalitions).

Les décideurs politiques peuvent cependant se référer aux économistes les plus éminents, car la dette publique a toujours été un sujet controversé. Des économistes classiques comme Adam Smith et David Ricardo la rejetaient tout bonnement. Même Karl Marx qualifiait la dette publique d'« aliénation de l'État ». Mais des opinions dissidentes ont aussi été exprimées, comme celle du spécialiste de la finance Lorenz von Stein. Ce dernier soutenait qu'un État « sans dette publique soit se soucie trop peu de son avenir soit exige trop de son présent ».

Suite à la « Théorie générale » de Maynard

“
Paradoxalement, s'ils avaient appliqué leur propre fausse doctrine pendant la crise, les néolibéraux adeptes d'un capitalisme de marché radical se seraient tiré une balle dans le pied.
 ”

Keynes parue en 1936, il est devenu évident en économie, après la Seconde Guerre mondiale, que l'État ne devait pas réduire ses dépenses en parallèle aux dépenses privées (politique parallèle). En temps de crise, il doit plutôt se comporter de manière contracyclique: la dette publique devient nécessaire, mais sera presque totalement refinancée grâce à la croissance d'après la crise.

Dans ce contexte, Keynes nous a également appris que la crise faisait partie intégrante du système capitaliste et que le secteur privé

était incapable d'en sortir sans une gestion de crise assurée par les pouvoirs publics.

La raison en est simple: le système capitaliste fondé sur le marché est, selon la logique du profit, sujet à un immanent « piège de la rationalité ». En temps de crise, les entrepreneurs agissent de manière rationnelle pour préserver leurs profits. Ils gèlent leurs investissements, baissent les salaires et licencient, ce qui entraîne une augmentation du chômage et incite les ménages à consommer moins.

Partant de là, la chute générale de la demande globale peut uniquement être compensée par une demande publique financée par l'emprunt. Cette situation repose sur une seconde évidence économique: si personne ne dépense plus que ce qu'il gagne, personne ne peut gagner plus et l'économie s'effondre.

Cependant, dans les années 1970, la doctrine néoclassique/néolibérale, abandonnée depuis longtemps, est réapparue pour remplacer progressivement le keynésianisme révolutionnaire axé sur l'État-providence.

Depuis, l'État et ses dettes ont été discrédités par une polémique incroyablement primitive. La nouvelle mouvance néolibérale considère l'État comme le « pique-assiette » du secteur privé. Les polémistes néolibéraux englobent dans le secteur public non seulement les dépenses réelles de l'État,



mais aussi les assurances sociales, qui ne profitent pas au secteur public, mais sont reversées exclusivement aux contributeurs sous la forme d'allocations de retraite, de santé, de soins et de chômage.

Selon cette doctrine, l'État doit rester en dehors de l'économie et laisser les « mécanismes d'autorégulation des marchés » faire leur travail. Les budgets publics doivent être équilibrés. Les économistes néoclassiques ont prêché cette idée naïve, même au plus fort de la crise économique mondiale de 1929. Et nous savons tous comment s'est terminée la « politique du zéro noir ». Si les responsables politiques avaient réagi à la crise économique et financière de 2007/2008 avec une telle étroitesse d'esprit – sans approche keynésienne classique de dépenses délibérément supérieures aux recettes –, le système capitaliste aurait été anéanti ou ils auraient provoqué, à tout le moins, le pire scénario économique possible. Paradoxalement, s'ils avaient appliqué

leur propre fausse doctrine pendant la crise, les néolibéraux adeptes d'un capitalisme de marché radical se seraient tiré une balle dans le pied. Mais ils n'ont pas saisi cette dialectique et après le « sauvetage keynésien », ils ont poursuivi leur politique d'austérité dévastatrice comme avant la crise.

La dette publique ne concerne toutefois pas uniquement la gestion de crise à court terme, mais aussi les causes structurellement immanentes des crises et leur élimination dans un système capitaliste. Les principales causes de la dette nationale sont le chômage de masse permanent et la grande misère sociale.

La défaillance du secteur privé impose à l'État d'assumer les mauvaises allocations sociales et les coûts qui en découlent – une situation acceptée par la classe politique dirigeante. En outre, le funeste paradigme néolibéral impose une redistribution des revenus du travail vers les revenus du capital (intérêts, retraite de base et bénéfices), ce qu'acceptent également les classes néolibérales au pouvoir, qui n'envisagent d'ailleurs même pas de taxer adéquatement les hauts revenus et le patrimoine.

Ceux qui ne veulent pas que les pays s'endettent doivent donc augmenter les impôts ou éliminer les principales causes de la dette publique, à savoir le chômage de masse, la pauvreté et la redistribution de la base au sommet. L'État n'aurait alors plus besoin,

par le biais des impôts, d'emprunter aux plus fortunés, et il ne devrait plus payer d'intérêts à ces derniers, les rendant ainsi plus riches et lui-même plus pauvre. Cette solution s'avère cependant problématique si les dirigeants politiques n'osent pas augmenter les impôts et punir sévèrement les infractions fiscales ou si, dans leur majorité, ils représentent les intérêts des nantis au sein des parlements.



> AUTEUR

Heinz-Josef Bontrup est économiste à l'Université de Westphalie et professeur invité à l'Université de Siegen, porte-parole du groupe de travail Politique économique alternative et titulaire de la Croix fédérale du mérite.

Le traité de Maastricht exclut tout déficit national de plus de 3%. La logique derrière ce chiffre n'a jamais été scientifiquement justifiée.
Heinz-Josef Bontrup



CRISE DE LA ZONE EURO: UN ACCIDENT INÉVITABLE

par George Papaconstantinou

La crise était un accident voué à se produire et elle a mis au jour les défauts de conception de la zone euro. Dix ans plus tard, beaucoup de mesures ont été prises, mais à un prix élevé sur les plans économique, social et politique. Pour que l'Europe puisse entrer dans une phase « post-crise », il faut voir plus loin que la finalisation de l'Union économique et monétaire (UEM). Le système de gouvernance doit être réformé pour renforcer la légitimité démocratique et il convient d'adopter des politiques progressistes permettant de pallier les disparités et de faire en sorte que les citoyens se retrouvent dans le projet européen.

En 2009, la Grèce a choqué l'Europe et le reste du monde lorsque l'étendue de ses problèmes budgétaires a été dévoilée. Ces révélations ont marqué le début de ce que l'on appelle aujourd'hui la crise de la zone euro. Mais la crise n'a pas frappé que la Grèce. Elle constituait à de nombreux égards un accident inéluctable. Il aura fallu un choc extérieur pour révéler les failles de la zone euro et mettre au jour ses défauts de conception.

En 2009, c'est moi qui, en tant que ministre grec des Finances, ai révélé la véritable situation financière du pays. J'ai ensuite tenté de remplir une mission impossible: aider mon pays à combler ses déficits budgétaire et extérieur, et à pallier son déficit de

crédibilité, tout en coopérant avec des partenaires européens d'abord réticents à trouver des solutions permettant de résoudre ce qui n'était en réalité pas qu'un problème grec, mais bien un problème européen. Après la signature du premier renflouement, les ministres qui m'ont succédé en ont signé deux autres. La Grèce sort d'une décennie d'austérité terrible. Elle n'a été que partiellement réformée et doit aujourd'hui panser de profondes blessures économiques, sociales et politiques.

Au cours de la même période, l'Europe s'est transformée, tantôt à dessein, tantôt par la force d'événements historiques. Lorsque nous jetons un regard rétrospectif sur cette décennie, avec l'espoir de faire de meilleurs choix politiques aujourd'hui et pour les années à venir, il est crucial de bien comprendre ce qu'il s'est réellement passé.

La nature même de la crise de la zone euro a été mal interprétée pendant longtemps. Étant donné que le déclencheur de sa phase aiguë a été la débâcle budgétaire de la Grèce, les questions budgétaires ont éclipsé les origines réelles de la crise dans le secteur bancaire, dont le passif a finalement été pris

en charge par les États lorsque les gouvernements ont décidé de renflouer les banques et de garantir les dépôts. Ce sont ces éléments qui ont guidé la réponse politique à la crise après 2009. Cette réponse a d'abord presque exclusivement été axée sur une austérité budgétaire excessive, laissant de côté la nature systémique de la crise et les faiblesses d'une union bancaire européenne incomplète.

Les décideurs politiques européens se sont dans un premier temps montrés hésitants, car ils pensaient que la crise se limiterait à un seul pays. Ils ont ensuite compris ses implications systémiques et décidé de réparer l'infrastructure institutionnelle de la zone euro. La crise a en effet permis de prendre des mesures pour préserver la monnaie unique et pallier ses faiblesses. Mais elle est aussi la cause d'énormes problèmes économiques et sociaux dans de nombreux pays de l'UE et de graves bouleversements politiques.

La réponse politique générale a exposé toutes les failles de l'architecture institutionnelle et politique de l'UE. Des décisions clés ont été prises sous la contrainte, avec des retards considérables par rapport aux réalités du marché et de l'économie. Ces décisions ont

*10 ans après la crise:
inégalités croissantes, précarité
et absence de perspectives
pour de nombreux citoyens
selon l'ancien ministre grec
des Finances @gpapak*





© shutterstock

| Le prix à payer était élevé: l'austérité excessive a entraîné une récession dans de nombreux pays, tandis qu'une fracture est apparue dans la zone euro entre pays créanciers et pays débiteurs.

été moins proactives que réactives, sujettes à des revirements et trop coûteuses tant pour les emprunteurs que pour les créanciers. D'énormes erreurs ont été commises sur le plan économique, mais aussi politique. Ces tâtonnements ont coûté cher et comportaient des risques importants.

Finalement, la volonté de sauver la monnaie unique a pris le dessus. Mais cette austérité excessive a débouché sur une récession profonde dans de nombreux pays et une césure oppose aujourd'hui les pays créanciers et les pays débiteurs dans la zone euro. Cette situation nuit au fonctionnement de la zone monétaire commune et complique la recherche de solutions équitables et fonctionnelles pour la zone euro comme pour l'UE de manière générale.

Au lendemain de la crise, malgré les nombreuses mesures prises pour régler les problèmes initiaux, la zone euro reste fragile. Sur le plan financier, la « boucle fatale » entre banques et États reste d'actualité, le risque de redénomination n'ayant pas encore été totalement éliminé. Sur le plan économique, le ralentissement actuel illustre la vitesse à laquelle les perspectives peuvent se dégrader.

Il ne reste guère de marge de manœuvre monétaire et budgétaire pour repousser la prochaine récession et l'asymétrie entre les pays prospères et ceux qui peinent à respirer reste considérable.

Sur le plan social, aucune solution n'a été trouvée pour lutter contre les inégalités croissantes, la précarité et l'absence de perspectives pour une grande partie de la population dans de nombreux pays de l'UE. Le risque politique est quant à lui très important, avec le développement des populismes du nord au sud du continent et des partis qui semblent avoir comme point commun le dégoût de l'Europe.

Pour que l'Europe entre dans une phase « post-crise », il faut s'atteler à la résolution de plusieurs problèmes. Il ne s'agit pas seulement de se mettre d'accord sur les outils politiques nécessaires pour finaliser l'union bancaire ou de doter la zone euro d'une fonction de stabilisation macroéconomique et d'un budget, même s'il s'agit là d'enjeux importants. Il faut réformer le système de gouvernance pour traiter les questions de la responsabilité et de la légitimité démocratique (insuffisante) de la plupart des organes décisionnaires

actuels. Plus important encore, il convient d'adopter des politiques progressistes pour pallier les disparités économiques et sociales croissantes au niveau national et européen, ainsi que pour apporter une réponse aux nombreux citoyens qui ne se retrouvent plus dans le projet européen.



> AUTEUR

George Papaconstantinou est un économiste qui a été ministre, parlementaire et eurodéputé. En tant que ministre grec des Finances au début de la crise de la zone euro, il a joué un rôle clé dans la négociation du premier programme d'aide de la Grèce. Il a été économiste senior à l'OCDE, professeur d'économie et de commerce à l'Université d'Athènes, et consultant pour la Commission européenne et des groupes de réflexion internationaux.



United for climate JUSTICE

Les répercussions du #ChangementClimatique touchent le plus durement ceux qui ont le moins contribué au problème.

Le @Europarl_FR doit agir - @MCcharveriat de l'@IEEP_EU



| Avant le sommet des Nations Unies sur l'action pour le climat - le 23 septembre à New York - la FEPS avec le soutien de la Fondation Jean-Jaurès, du bureau de la Fondation Friedrich Ebert à New York, de la Fondation Max van der Stoep, de la Fondation Pablo Iglesias et de l'Environnement et Le Centre de ressources pour le développement (EDRC) a mis en place un comité de pilotage afin de réfléchir et de tester des idées pour la justice climatique.

Afin de répondre aux attentes des citoyens, le nouveau Parlement européen devra se pencher sur la question de la justice, qui est au cœur de tous les défis environnementaux, et tout particulièrement le changement climatique. Pour l'exprimer simplement, les répercussions du changement climatique frappent le plus durement ceux qui ont le moins contribué au problème – qu'il s'agisse d'individus, de populations ou de pays entiers.

En Europe, la part du quintile supérieur des ménages dans les revenus totaux (45 %) concorde assez bien avec sa part dans l'empreinte carbone (37 %). Cette situation se vérifie également pour le quintile inférieur, avec 6 % des revenus totaux et 8 % de l'empreinte carbone. Par conséquent, même si les citoyens européens plus fortunés ont un impact proportionnellement moins important sur les émissions par unité de consommation, globalement, leur empreinte sur la planète est bien plus grande que celle de la population moyenne.

La différence est d'autant plus marquée à l'échelle mondiale. En 2015 déjà, Oxfam révélait que les 10 % les plus riches de la planète étaient responsables de plus de 50 % des émissions de carbone, tandis que la moitié la plus pauvre (soit 3,5 milliards de personnes) n'en produisait que 10 %.

En Europe – comme dans la plupart des autres régions du monde –, les risques environnementaux et les effets du changement climatique ne frappent cependant pas tout le monde de manière égale. L'Agence européenne pour l'environnement souligne ainsi que, dans les zones urbaines en particulier, les familles à faibles revenus vivent souvent dans un environnement moins sain et sont plus vulnérables à de nombreux égards, par rapport aux ménages à revenus élevés.

Qu'il s'agisse de problèmes respiratoires ou d'un mauvais développement du langage, ces facteurs ont déjà des répercussions négatives sur les enfants, la santé et l'espérance de vie. Outre la pauvreté, d'autres types d'inégalité

– fondées sur le genre, l'origine ethnique et l'âge – sont susceptibles d'interférer avec le changement climatique.

Par exemple, en Europe, le secteur public et le secteur privé ne comptent pas assez de femmes dirigeantes dans les domaines axés sur le changement climatique. En effet, moins d'un poste de haut niveau sur cinq est occupé par une femme dans les ministères concernés.

Sans une action décisive, les jeunes et les prochaines générations d'Européens risquent d'hériter d'une dette écologique écrasante. Les peuples autochtones d'Europe, comme les Samis, ou les habitants de régions ultrapériphériques pourraient non seulement perdre leur source de revenus, mais aussi leur mode de vie et leur culture. Sans politiques d'adaptation spécifiques en faveur des personnes pauvres, la fréquence accrue des catastrophes naturelles liées au climat ne fera qu'empirer la situation.

Les citoyens les plus pauvres sont moins bien assurés que leurs homologues plus riches. Ils sont en outre moins aptes à faire face à de grands bouleversements, tels que la perte de leur maison. Dans les segments les plus pauvres de la population, les ménages gérés par une femme et les personnes âgées risquent d'être encore plus fragilisés.

CONTRE LA TRIPLE INJUSTICE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA NOUVELLE MISSION DU PARLEMENT EUROPÉEN

par Celine Charveriat

Les récentes élections au Parlement européen ont marqué un tournant dans l'histoire de l'UE: pour la première fois, les inquiétudes grandissantes quant au changement climatique et à la dégradation de l'environnement ont lourdement pesé dans les choix électoraux. Il convient de plus de noter le lien entre changement climatique et inégalités sociales. Nous sommes confrontés à de multiples injustices, découlant de contributions différentes aux émissions de gaz à effet de serre, d'une vulnérabilité inégale face au changement climatique, des conséquences des politiques de lutte contre le changement climatique et de la répartition irrégulière des capacités d'adaptation et de réaction.

Bien que les avantages de la transition vers un développement durable soient clairs pour la société dans son ensemble, ce changement demandera d'importants investissements publics et privés, de la part des ménages, des entreprises et des pays.

Cette transition entraînera également d'importantes perturbations économiques et sociales, qui auront des conséquences sur les prix et la disponibilité de produits et services essentiels (alimentation, énergie, mobilité, mode de vie), sur les possibilités de revenus (emplois, salaires et moyens de subsistance), ainsi que sur les prix du logement, pour ne citer que quelques exemples. Étant donné que ces répercussions seront tantôt transitoires tantôt permanentes, leurs coûts et bénéfices risquent d'être répartis injustement, ce qui renforcera encore davantage les inégalités.

L'injustice climatique ne s'arrête pas aux frontières de l'Europe. Les populations les plus pauvres du monde souffrent déjà énormément des effets du changement climatique et leur situation continue de se détériorer. Dans le même temps, les pays les plus largement

responsables des émissions mondiales et les plus à même d'assurer la décarbonisation – compte tenu du niveau de leurs revenus et de leur accès à la technologie – n'assument pas leur juste part de l'effort collectif nécessaire.

En réalité, alors que la majorité des pays pauvres se sont engagés à contribuer équitablement à l'atténuation du changement climatique, de nombreux pays riches n'en ont pas fait autant. Selon les recherches effectuées dans le cadre du Climate Equity Reference Project, l'engagement actuel de l'UE représente à peine un cinquième de sa juste part d'efforts, alors que la Chine, par exemple, est un meilleur élève en la matière.

Dans ce contexte, il incombe à l'Europe d'assumer cette responsabilité unique et d'assurer la justice climatique. Elle doit tout d'abord prouver que la décarbonisation est possible, tout en conservant ou augmentant le bien-être de l'ensemble de ses citoyens – y compris les plus pauvres et les plus vulnérables. Il en va de même pour le renforcement de la justice sociale. L'Europe doit absolument aider d'autres régions du monde, en

particulier dans son voisinage et en Afrique.

D'après les derniers chiffres de l'ONU, il ne nous reste que 11 ans avant que les dégâts causés par le changement climatique soient irréparables. Le nouveau Parlement européen doit donc joindre l'acte à la parole sans tarder.



> AUTEUR

Celine Charveriat est directrice exécutive de l'Institut pour une politique européenne de l'environnement (IPEE). Elle est également présidente du conseil d'administration du Réseau Action Climat Europe.

LE TEMPS DU CHANGEMENT SYSTÉMIQUE EST ARRIVÉ

par Saïd El-Khadraoui

La prochaine législature doit absolument mettre en marche la transition vers une économie circulaire faible en carbone et une société fondée sur l'inclusion sociale. Il faut transformer les nombreux défis en opportunités. Aucune « main invisible » ne nous amènera à destination, et c'est pourquoi tout le monde devra contribuer à cette transition. Les multinationales devront prendre leurs responsabilités et passer de la parole aux actes.

Le modèle de protection sociale européen ne sera pas viable sur le long terme si nous ne parvenons pas à réinventer le contrat social de l'après-guerre. Il est urgent de repenser la relation entre les dirigeants, les citoyens et le secteur privé, ce dernier ayant un grand rôle à jouer dans la réalisation des objectifs sociétaux de l'Europe.

Cette nécessité est d'autant plus criante à l'ère de la mondialisation, où le transfert des bénéfices par les multinationales, l'évasion fiscale, la concurrence fiscale et l'expansion de géants du numérique (qui ne paient quasiment aucun impôt ou contribution à la sécurité sociale) nuisent à la viabilité financière de notre modèle social et à la capacité de nos gouvernements à se préparer pour l'avenir en investissant dans l'innovation ou dans la formation et le recyclage des travailleurs.

Cette situation est source d'inégalités croissantes et d'injustice, et de ce fait, elle alimente le mécontentement de la population et érode sa confiance en notre système démocratique, au profit de mouvements

populistes qui promettent des solutions faciles à des questions complexes. Dans une Europe vieillissante, à une époque où l'ampleur et la vitesse des avancées technologiques renforcent le sentiment d'insécurité, ce cocktail potentiellement toxique pourrait diviser et affaiblir encore davantage l'Europe.

Par ailleurs, le réchauffement climatique et ses répercussions très diverses constituent une menace plus grande encore pour notre mode de vie ou, pour le dire plus platement, pour la vie sur Terre de manière générale. Nous sommes donc obligés de transformer fondamentalement notre société et notre économie pour les décennies à venir. Et le plus tôt sera le mieux. Plus nous attendrons, plus la note sera salée. Cette transformation va bien au-delà d'une réduction des émissions de CO₂. Il faut aussi s'attaquer à d'autres problèmes environnementaux, tels que la perte dramatique de biodiversité et l'appétit toujours plus insatiable pour les matières premières vierges. Dans un monde où la population ne fait que croître et aspire à grimper dans l'échelle sociale, ce n'est pas une mince affaire.

Il est dès lors temps de procéder à un changement systémique, à travers tous les secteurs et chaînes de valeur, de la conception de produit aux modèles d'entreprise, en passant par la prestation de services et le commerce. Les décideurs politiques doivent repenser la fiscalité, la budgétisation et les marchés publics. Il faut également changer les mentalités et modifier notre mode de vie: pouvons-nous aboutir à une qualité de vie élevée tout en modifiant des modèles de consommation nuisibles, définis par l'endroit où nous résidons et la manière dont nous vivons, nous déplaçons et mangeons ? Il convient en outre certainement de revoir notre définition du progrès et de la réussite. La croissance du PIB d'un État, les bénéfices trimestriels d'une entreprise ou l'augmentation de ses parts de marché n'ont pas grand-chose à voir avec la transition vers une économie circulaire à l'effet neutre sur le climat. À l'heure actuelle, aucun pays n'a atteint un développement humain élevé en respectant les limites de la planète. À l'avenir, tous les pays devraient le faire. Il en va de même pour les entreprises.

Le prochain cycle institutionnel aura un rôle crucial à jouer s'agissant de mettre en marche cette transition et de transformer les nombreuses difficultés en opportunités. Aucune « main invisible » ne nous servira sur un plateau une économie durable et une société fondée sur l'inclusion sociale, où personne n'est laissé de côté. Les structures et les cadres nécessaires devront être conçus,



un large éventail d'outils politiques devront être activés en même temps à différents niveaux, et des modèles de gouvernance en mesure de convaincre toutes les parties prenantes devront être mis en place. Les multinationales, plus que les autres, devront prendre leurs responsabilités et passer de la parole aux actes.

Selon moi, il convient de miser sur trois priorités politiques pour aider les multinationales à se montrer plus responsables face aux difficultés actuelles.

Premièrement, elles doivent payer leur juste part d'impôts. Il faut pour ce faire convenir d'un taux d'imposition minimum au niveau de l'UE et veiller à ce que tous les secteurs, y compris le secteur du numérique et de l'économie des plateformes, contribuent au financement des biens et services publics.

Deuxièmement, des lignes directrices européennes devraient garantir une harmonisation des contributions sociales pour toutes les formes d'emploi – un enjeu croissant à une époque où les formes de travail non conventionnelles se multiplient.

Troisièmement, il faut accélérer la transition vers un système financier durable, en facilitant la prise en considération des risques climatiques et autres risques à long terme pour le développement durable ainsi que

des opportunités qui en découlent dans les décisions d'investissement, de sorte à réorienter les flux de capitaux et à entraîner un changement de comportement des entreprises. Des agences de notation spécialisées dans le développement durable, des fournisseurs d'indice et certaines entreprises mettent en place des cadres pour évaluer les performances sociales et environnementales. Le principal défi néanmoins est que les critères et les données utilisés sont rarement comparables, ce qui est source de confusion et nuit à la crédibilité de ces mécanismes. La nouvelle Commission européenne devrait par conséquent proposer un plan d'action 2.0 pour des finances durables, afin de lever ces obstacles, de définir ce qui est écologique ou durable et ce qui ne l'est pas, et de connecter davantage le monde de la finance aux enjeux du développement durable.

En outre, les efforts déployés en faveur d'une meilleure stratégie pour notre politique industrielle devraient être axés sur un avenir circulaire sobre en carbone. Réfléchissons à la manière dont les fonds consacrés à la recherche et à l'innovation et dont nos politiques d'investissement et instruments commerciaux pourraient aider les entreprises à se renforcer et à s'adapter à ces nouvelles conditions. Nous devrions également mettre au point des politiques d'anticipation pour aider les régions, les secteurs industriels et les citoyens à s'adapter.

Tous ces éléments pourraient servir de base à une nouvelle « donne », à un nouveau « contrat social » ou à un « pacte pour le développement durable » qui fourniraient des orientations claires aux citoyens et rétabliraient leur confiance en l'avenir.



> AUTEUR

Saïd El-Khadraoui est conseiller au Centre européen de stratégie politique. Il a été membre du Parlement européen de 2003 à 2014, où il a exercé les fonctions de coordinateur et de porte-parole du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au sein de la commission des transports. Il a également été membre suppléant de la commission des affaires économiques et monétaires.

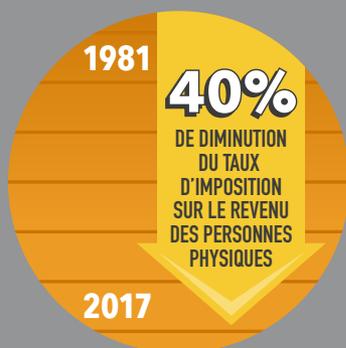
Avertissement: les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles de la Commission européenne. Certaines idées s'inspirent de la note du Centre européen de stratégie politique intitulée « Europe's Sustainability Puzzle », publiée en avril 2019.

INJUSTICE FISCALE MONDIALE: DES SOLUTIONS?

par Antonio Gambini

Depuis le début des années 1980, les revenus des individus les plus riches et les profits des entreprises bénéficient de taux d'imposition légaux de plus en plus avantageux. En outre, légalement et/ou illégalement ces revenus et ces profits sont déplacés offshore pour échapper encore davantage à l'impôt. Une situation qui provoque plusieurs conséquences néfastes. Pourtant des solutions existent.

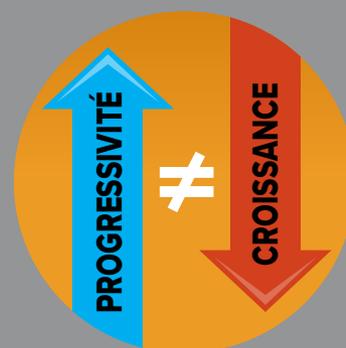




Le taux d'imposition maximal sur les revenus dans les économies avancées a chuté de 40 %



Les 10 % les plus riches détiennent en moyenne 50 % des richesses dans les pays de l'OCDE



Peu d'éléments en faveur d'un lien entre renforcement de la progressivité et baisse de la croissance

Source: infographie FMI

Dans les économies avancées (membres de l'OCDE), le taux marginal (NDLR: taux d'imposition auquel sera fiscalisé tout revenu supplémentaire) supérieur à l'impôt sur le revenu des personnes a baissé en moyenne de 40% entre 1981 et 2017. Selon le FMI, cela n'est pas sans liens avec l'augmentation des inégalités (50% de la richesse détenue par 10% des plus riches), sans pour autant que cela ait nullement contribué à la croissance économique générale.

“

Sur les 30 dernières années, les bénéfices nets déclarés par les plus grandes entreprises du monde ont plus que triplé en termes réels, passant de 1,5 billion d'euros en 1980 à 6,3 billions d'euros en 2013.

”

En octobre 2017, le Fonds Monétaire International, la plus puissante des institutions financières publiques internationales, la Banque centrale des banques centrales, réputé pour son orthodoxie néo-libérale, a publié un rapport qui dénonce le fait que les riches paient de moins en moins d'impôts, provoquant ainsi une augmentation des inégalités.

Selon les calculs de l'économiste Gabriel Zucman, pas moins de 10% de la richesse mondiale est frauduleusement dissimulée dans les paradis fiscaux par les personnes les plus riches ce qui provoque une perte de recettes fiscales à hauteur de 120 milliards de dollars pour 0,01% plus riche de la population et 200 milliards pour le 1%

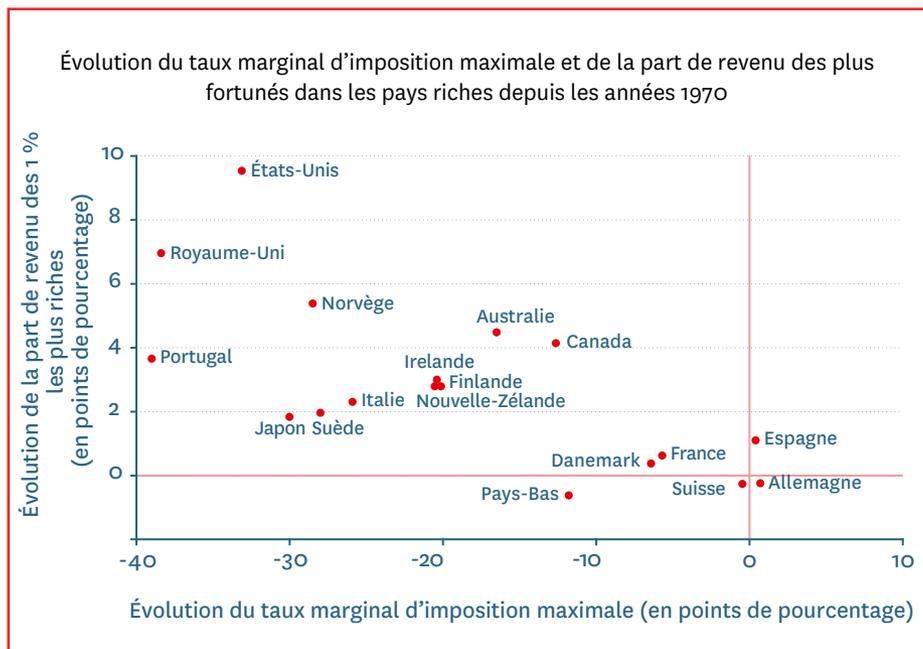
L'injustice fiscale croissante ne se limite pas à la taxation des individus, elle concerne également les entreprises. Sur les 30 dernières années, les bénéfices nets déclarés par les plus grandes entreprises du monde ont plus que triplé en termes réels, passant de 2.000

milliards de dollars en 1980 à 7.200 milliards de dollars en 2013. Pourtant, la taxation des bénéfices des entreprises, forme principale de la fiscalité des entreprises, connaît également un important mouvement baissier. La moyenne mondiale des taux a ainsi baissé de plus de 40% en 1980 à moins de 25% en 2015. Si le mouvement se poursuit au même rythme, la moyenne mondiale devrait atteindre 0% en 2052.

Selon Gabriel Zucman, 40% des profits des multinationales sont artificiellement déplacés vers les paradis fiscaux. Ceci explique certainement les taux de profitabilité (calculés en pourcentage de la masse

#Impôt Moins en moins d'impôts payés par les riches = une augmentation des inégalités. @antoniojgambini de @cncd11111





cette évolution a provoqué une augmentation des inégalités, comme le démontre le tableau suivant, qui croise les chiffres relatifs à la diminution de ce taux marginal supérieur avec l'augmentation de la part des revenus perçus par le 1% le plus riche.

Source: Alvarado F., Chancel L., Piketty T., Saez E., Zucman G., "World Inequality Report 2018"

salariale) exorbitants déclarés par les filiales des multinationales dans certains pays, qui contrastent avec les taux de profits beaucoup plus normaux affichés par les entreprises purement nationales.

Cette pratique d'optimisation fiscale massive a un coût que le FMI estime globalement à 600 milliards de dollars par an (dont 200 milliards pour les pays en développement) de pertes de recettes fiscales.

Cette injustice fiscale est un des moteurs de l'augmentation des inégalités dans le monde, ainsi qu'une des raisons de l'augmentation des formes de fiscalités plus régressives et injustes. Les consommateurs sont ainsi particulièrement lésés. La TVA - forme d'impôt régressive en ce sens qu'elle taxe les ménages sur leur consommation - et favorise les ménages qui sont en mesure d'épargner et investir. Cette TVA en expansion défavorise les ménages les plus pauvres forcés de dépenser l'essentiel de leurs revenus en consommation. Sur les 50 dernières années, les pays appliquant la TVA sont

passés de 10 à 166 (y compris la plupart des pays en développement). Les taux moyens dans les pays plus riches (OCDE) sont arrivés à leur maximum historique de 19,2% en 2015 (dernière année dont les chiffres sont disponibles).

Pourtant des solutions existent.

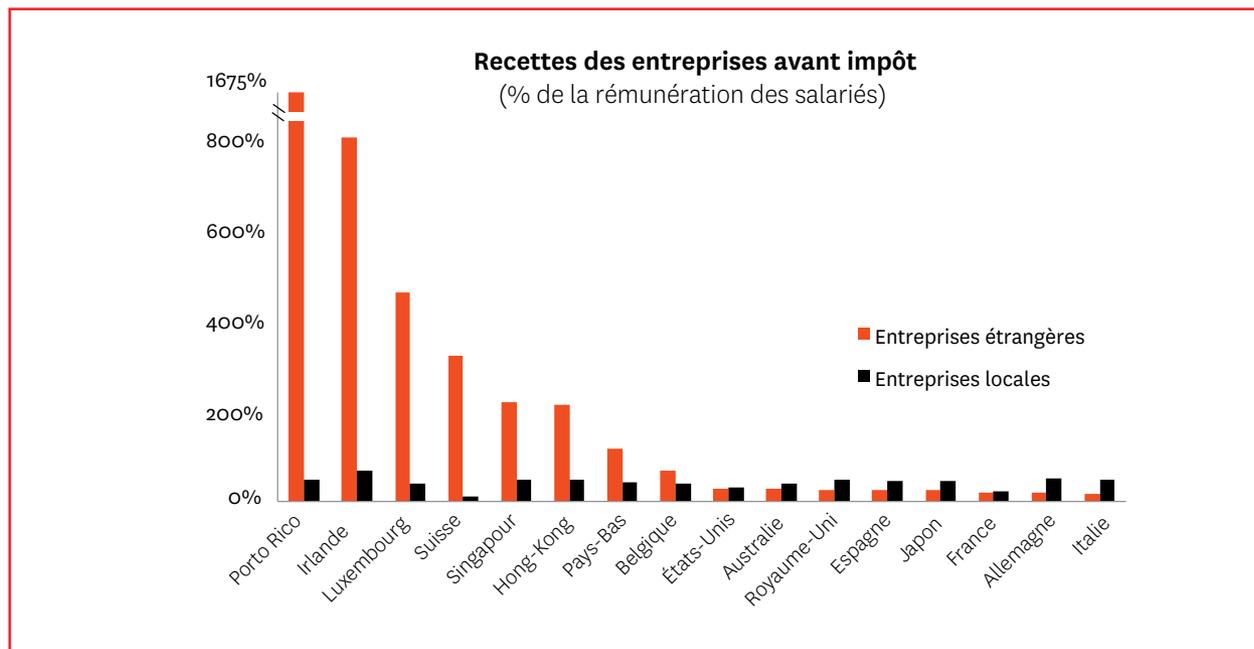
Pour ce qui est de l'évolution des taux officiels, il n'y a pas de solution internationale magique, il s'agit simplement de retrouver le courage et la détermination politique d'exiger une fiscalité plus progressive.

Quant à l'utilisation massive des paradis fiscaux par les personnes plus riches pour échapper à l'impôt, il s'agit de poursuivre la construction du réseau mondial d'échange automatique d'informations entamée par l'OCDE. Considérant cependant que les grands fraudeurs fiscaux passent désormais systématiquement par des trusts et des sociétés écran. Il faut également

progresser vers un registre mondial des actifs financiers, dont le registre public des bénéficiaires effectifs des sociétés mis en place par les législations anti-blanchiment d'argent de l'Union européenne peut constituer le modèle.

Par contre, les travaux de l'OCDE (le plan BEPS) sur l'optimisation fiscale des entreprises n'ont donné que de très maigres résultats. Dans le modèle alternatif de « fiscalité unitaire », le point de départ fiscal est le bénéfice consolidé de l'ensemble du groupe. Il est beaucoup plus difficile à manipuler que les profits déclarés par les filiales. Il s'agit ensuite de le répartir en tant que base taxable entre les différents pays d'implantation, sur base d'éléments objectifs tels que les volumes de ventes et le nombre de travailleurs.

Aux États-Unis, par exemple, la taxation des bénéficiaires des entreprises par les différents États fédérés ne dépend pas des profits déclarés par les filiales implantées dans l'État en cause, mais de la répartition du bénéfice



Torslov, T., Wier, L. & Zucman, G., "The missing profits of nations", juillet 2018

du groupe au niveau de l'ensemble du pays et parfois même de l'ensemble du monde. C'est ce qu'on appelle la « fiscalité unitaire ».

Arguant d'un risque de double imposition, plusieurs entreprises américaines ont essayé de contester cette fiscalité unitaire devant les tribunaux pour la remplacer par la fiscalité des entités séparées (le système en vigueur en Europe et dans le reste du monde). Mais la Cour suprême a constamment rejeté leurs arguments, au motif que le système des entités séparées était trop « sujet à manipulation » et incapable de représenter justement "les transferts de valeurs nombreux, subtils et largement non mesurables qui interviennent entre les composants d'une seule entreprise".

Le 25 octobre 2016, la Commission européenne a proposé «une grande réforme de l'impôt sur les sociétés dans l'Union». Il s'agit d'un paquet de propositions, dont l'élément phare est l'ACCIS (assiette consolidée commune pour l'impôt des sociétés, en anglais CCCTB). Obligatoire pour toutes les

#ParadisFiscaux: une perte de recettes fiscales de 105 milliards d'euros provenant des plus riches de la population des 1% les plus riches @antoniojgambini



entreprises dépassant 750 millions d'euros de chiffre d'affaires consolidé et facultatif pour les autres, ce nouveau régime aboutirait à une véritable fiscalité unitaire des multinationales en Europe.

C'est la réforme qu'il s'agit de réussir en Europe et partout dans le monde.

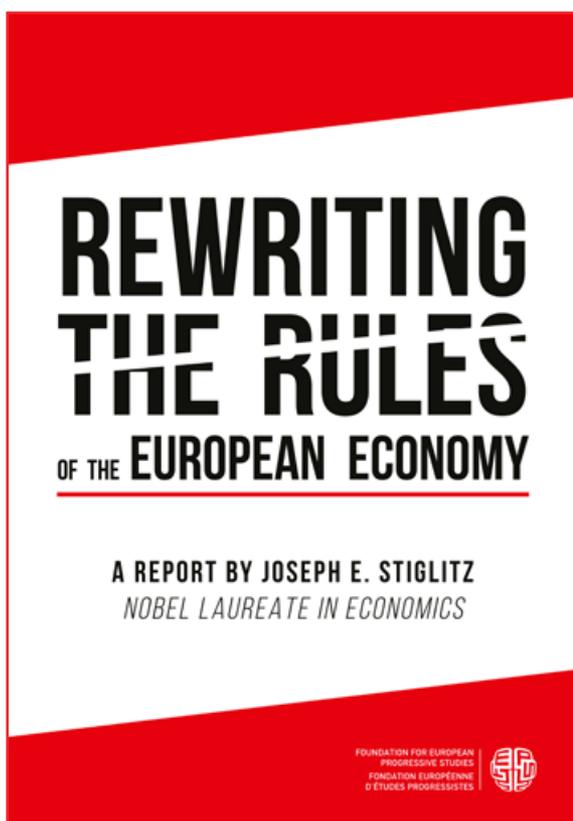


> AUTEUR

Antonio Gambini est licencié en droit à l'ULB. Il a travaillé au Parlement Européen, pour les députés européens Olga Zrihen et Benoît Hamon et pour l'IEV (centre d'étude du PS belge). Il travaille depuis 2010 en tant que chargé de recherche et de plaidoyer sur les questions du financement du développement et de justice fiscale internationale au CNCD-11.11.11, la coupole des ONG belges francophones de solidarité internationale.

LA RÉFORME DE LA POLITIQUE FISCALE: UN COMBAT EUROPÉEN !

par Joseph Stiglitz, Margit Schratzenstaller et David Rinaldi



Rédigé par Joseph Stiglitz et une équipe de décideurs politiques et d'universitaires de haut vol issus de toute l'Europe, ce plan audacieux s'attaque au fondamentalisme doctrinaire du marché qui caractérise en grande partie les politiques économiques et sociales européennes depuis un quart de siècle. Il rejette explicitement la doctrine de l'austérité autour de laquelle s'est articulée la réponse de l'Union européenne à la crise financière de 2008 et à la récession, au profit d'une demande globale soutenue, d'une politique monétaire favorable à la croissance et d'investissements publics dans les infrastructures et les industries de demain.

Les gouvernements de droite en Italie et en Autriche, par exemple, avaient promis à leurs électeurs de diminuer les impôts, en omettant de préciser qu'une réduction des impôts telle qu'ils l'envisageaient entraînerait une répartition moins équitable de la pression fiscale au niveau national et une cristallisation des équilibres entre les pays de l'UE.

Cette question doit être prise très au sérieux, au vu de l'importance des recettes fiscales pour les pays d'Europe (en moyenne 35 % du PIB). Si elle est mal conçue, la politique fiscale peut nuire aux forces productives et être source d'inefficacité et de plus grandes inégalités. En revanche, des politiques fiscales judicieuses peuvent stimuler les investissements et favoriser un environnement durable, tout en décourageant les comportements nuisibles (tels que la spéculation, la pollution, ou encore le tabagisme). Les slogans simplistes en faveur d'une diminution des impôts éclipsent les véritables choix auxquels les pays européens sont confrontés en ce XXI^e siècle.

Pour qu'une économie soit performante et dynamique aujourd'hui, d'importants investissements publics sont essentiels

Dans plusieurs États membres, des partis ont fait campagne en affirmant ne pas vouloir de nouveaux impôts et souhaiter alléger la pression fiscale. Mais pour améliorer la fiscalité au niveau national, il convient d'aborder la question sous un angle européen. Il serait préférable de plaider pour une « fiscalité plus intelligente ». Il faut une stratégie qui présente, d'une part, une dimension nationale avec des impôts qui permettent de rendre l'économie plus sociale et respectueuse de l'environnement et, d'autre part, une dimension européenne, pour veiller à ce que la politique fiscale soit compatible avec un marché unique européen performant.

Fiscalité intelligente : rendre l'économie plus sociale et respectueuse de l'environnement
@JosephEstiglitz,
Margit Schratzenstaller &
@Rinaldi_David



“

Dans un système partiellement intégré tel que l'UE, la liberté d'établissement se traduit par la possibilité pour les multinationales de déclarer leurs revenus là où le taux d'imposition est le plus avantageux.

”

non seulement dans les infrastructures, mais aussi dans la recherche fondamentale et la technologie (pour faire partie de l'économie mondiale de l'innovation), dans l'enseignement et la formation, dans un marché du travail dynamique (pour disposer d'une main-d'œuvre productive capable de s'adapter rapidement à l'évolution du marché), ainsi que dans la protection sociale (pour que personne ne soit laissé de côté).

Avec un peu de vision et d'ambition, les dirigeants des pays de l'UE pourraient faire campagne pour une refonte du régime fiscal en faveur d'une « fiscalité plus intelligente », et donc d'impôts plus efficaces et équitables tant au niveau national qu'euro-péen. Il faudrait pour ce faire pallier certaines des défaillances de l'intégration économique européenne dans la sphère fiscale. Il convient également d'abandonner les schibboleths qui ont défini la politique fiscale de ces trente dernières années.

Nous plaidons par exemple pour une réforme du système fiscal axée sur la durabilité, de sorte à encourager les investissements dans l'économie verte et circulaire, ainsi que dans les initiatives économes en énergie et en ressources.

Les taux maximums d'impôts sur le revenu et d'imposition des sociétés ont graduellement baissé dans l'UE. Entre 1995 et 2018, le taux maximum moyen d'imposition sur le revenu dans les 28 États membres de l'UE a chuté d'environ 8 %, pour atteindre 39 %. La diminution du taux d'imposition des sociétés est encore plus impressionnante, avec un taux moyen dans l'UE passant de 35 % au milieu des années 1990 à 22 % aujourd'hui.

L'une des raisons principales de cette réduction de l'imposition des sociétés est liée à la réticence qu'ont les dirigeants européens à traiter la question de la fiscalité au niveau de l'UE. Les États membres de l'Union continuent de rivaliser avec leurs voisins en abaissant leur taux, de sorte à élargir leur assiette fiscale, au lieu d'user de méthodes communautaires pour veiller à ce que les entreprises paient leur juste part d'impôts. Dans ce système partiellement intégré, la liberté d'établissement à travers l'Europe se traduit par la possibilité pour les entreprises multinationales de déclarer leurs impôts dans le pays le plus avantageux – celui qui présente le taux d'imposition le plus bas ou avec lequel il est possible de négocier les meilleurs accords (comme l'a fait Apple avec l'Irlande). Cette situation porte clairement

Entre 1995 et 2018, les taux d'imposition maximum moyens les plus élevés dans les 28 États membres de l'UE ont diminué d'environ 8%, pour atteindre 39%.



préjudice aux petites et moyennes entreprises. La concurrence fiscale affaiblit l'Europe et son économie, et pourtant, rares sont ceux qui semblent disposés à l'éliminer, ou même l'atténuer.

Si les gouvernements européens souhaitent véritablement alléger la pression fiscale qui pèse sur leur population et leurs entreprises, ils doivent avant tout exiger des réformes au niveau de l'UE. Les entreprises en Autriche sont soumises à un taux d'imposition légal de 25 %, alors que dans le pays voisin, la Hongrie, ce taux est de 9 %. C'est l'Irlande, avec son taux d'imposition légal des sociétés de 12,5% permettant aux multinationales de ne payer en réalité que maximum 4 % d'impôts, qui illustre le mieux ce problème. En 2014, Apple n'a payé que 0,005 % d'impôts sur ses recettes déclarées en Irlande – et une grande partie de ces bénéfices auraient dû être déclarés ailleurs en Europe, notamment en Italie et en Autriche. Mais l'Irlande n'est pas la seule: le Luxembourg est lui aussi un paradis fiscal pour les entreprises: des

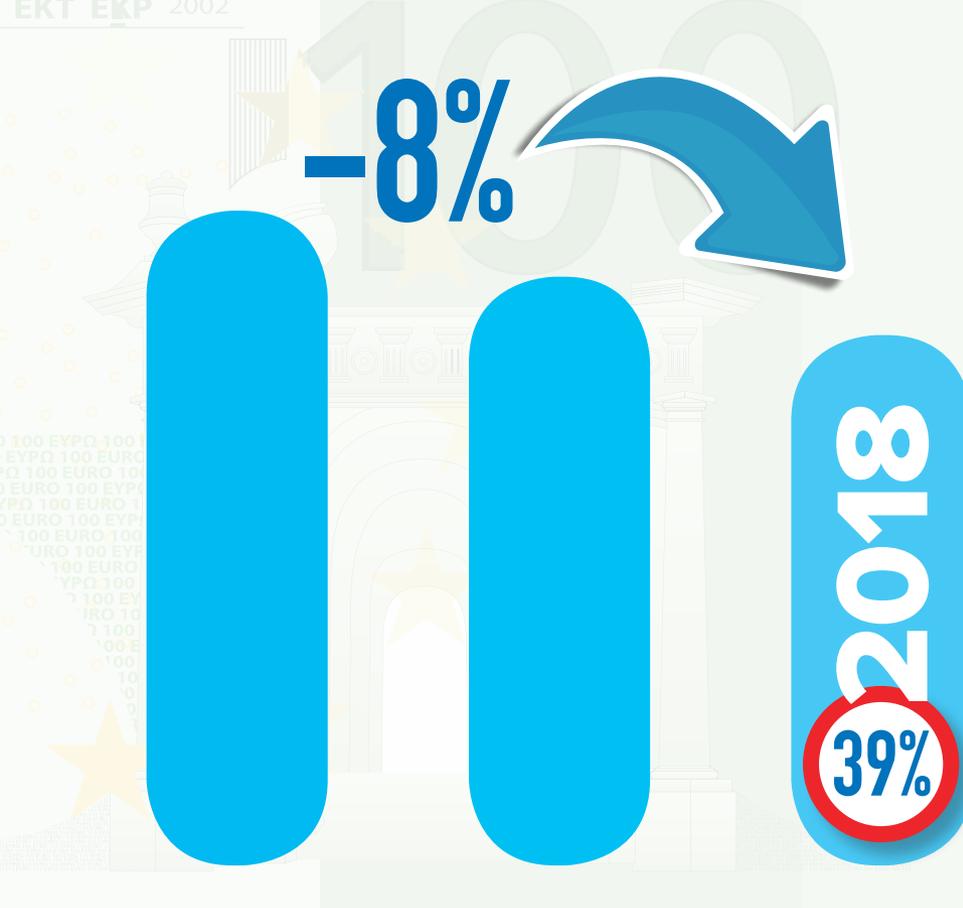
revenus y sont transférés, sous la forme, par exemple, de royalties liées à des droits de propriété intellectuelle, pour ensuite être taxés à un taux inférieur à 6 %. D'après une étude réalisée par le Service de recherche du Parlement européen, en moyenne dans l'UE entre 2009 et 2013, le transfert des bénéfices a généré un manque à gagner de plus de 70 milliards d'euros chaque année. Pourquoi devrions-nous accepter de telles distorsions, de telles inégalités au sein du marché intérieur de l'UE ?

Il n'est pas nécessaire d'harmoniser complètement les taux d'imposition des sociétés pour s'attaquer à ces problèmes. Les pays de l'UE pourraient s'accorder sur une fourchette de taux qui laisserait une certaine liberté aux États membres, ou ils pourraient par exemple introduire un taux d'imposition des sociétés minimum de 20 %. Il s'agirait là d'une démarche prévoyante. Au lieu de se faire concurrence pour attirer les entreprises, les pays européens pourraient et devraient unir leurs forces pour veiller à ce

que les impôts sur les bénéfices des multinationales soient dûment collectés, d'autant plus que des investissements substantiels sont aujourd'hui indispensables pour aborder la transition numérique et écologique.

L'initiative de l'OCDE sur le transfert de bénéfices, bien qu'il s'agisse d'un pas dans la bonne direction, ne va pas assez loin. Le moment est venu de finaliser les initiatives européennes communes que la Commission européenne prépare depuis un certain temps déjà contre le transfert de bénéfices. En particulier, l'UE devrait introduire une base d'imposition harmonisée pour les sociétés, assortie d'une formule de répartition, ainsi qu'un régime de déclaration pays par pays pour les multinationales.

Il serait également intéressant, tant au niveau national qu'euro-péen, de se pencher sur les plus-values générées grâce à l'augmentation de la valeur des actifs. Dans pratiquement tous les pays de l'UE, ces plus-values sont moins imposées que



le travail. En moyenne, les revenus d'intérêts sont taxés à un taux relativement bas, à savoir 23 %. Dans plusieurs pays (Belgique, Chypre, Croatie, Luxembourg et Slovaquie), certaines plus-values sont exonérées d'impôts. Étant donné que les plus-values constituent une source de revenus plus importante pour les riches, ce traitement

fiscal favorable nuit à la progressivité globale de l'imposition des revenus et crée des distorsions entre les pays de l'UE en matière d'allocation des investissements.

Alors que les structures du pouvoir de cette nouvelle législature se mettent en place, il est important que les représentants

nationaux comprennent qu'une grande part de ce qu'ils peuvent faire pour leur pays dans le domaine fiscal doit se faire au niveau européen. Et pas nécessairement à Bruxelles, mais plutôt à La Haye, à Luxembourg-Ville, à Dublin et à La Valette.



> **AUTEUR**
Joseph Stiglitz prix Nobel d'économie



> **AUTEUR**
Margit Schratzenstaller directrice adjointe de l'Institut autrichien de recherche en économie (WIFO)



> **AUTEUR**
David Rinaldi conseiller senior en politique économique à la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) et professeur à l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles.



© shutterstock

IRLANDE: POURQUOI LA POLITIQUE DE FAIBLE IMPOSITION A-T-ELLE SURVÉCU SI LONGTEMPS?

par David Jacobson

| La commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager, a estimé qu'Apple avait bénéficié d'un traitement particulier de la part du gouvernement irlandais et a enjoint l'entreprise à payer une amende de 13 milliards d'euros

L'Irlande fonde sa politique industrielle sur un impôt des sociétés peu élevé. Cette politique ne s'appliquait à l'origine qu'aux entreprises multinationales (EMN). Par la suite, sur l'insistance de l'UE, l'Irlande l'a appliquée à toutes ses entreprises. Mais les EMN peuvent toujours tirer parti de certaines dispositions fiscales leur permettant de bénéficier d'avantages significatifs par rapport aux entreprises locales. On observe également un nivellement par le bas, mené par l'Irlande, au profit d'une réduction des charges fiscales des EMN, lesquelles finissent parfois par ne plus payer d'impôt du tout. L'Irlande va devoir changer son fusil d'épaule !

Depuis l'indépendance, la politique industrielle de l'Irlande a subi deux grands changements. Tout d'abord, après le krach boursier de 1929, l'Irlande, tout comme d'autres pays, a adopté des politiques protectionnistes. Tarifs douaniers élevés, restrictions quantitatives et interdiction pour des entités étrangères de détenir des parts dans l'industrie manufacturière étaient

autant de mesures visant à accélérer l'industrialisation nationale. Ces politiques ont eu des résultats mitigés. Elles ont été suivies, fin des années 1950 et début des années 1960, par la deuxième grande transformation de la stratégie irlandaise de développement industriel, avec l'introduction du libre-échange et des avantages fiscaux offerts aux entreprises étrangères souhaitant investir dans le pays.

Au vu de son statut d'économie relativement moins développée et étant donné que l'Irlande figurait parmi les premiers pays à introduire un taux d'imposition des sociétés bas ou nul pour les entreprises multinationales (EMN), les autres pays ne se sont pas ou guère opposés à sa stratégie. Le seul problème qu'elle a rencontré, suite à son entrée dans la Communauté européenne, a été que le traitement fiscal des entreprises

étrangères était différent de celui des entreprises locales. Cet obstacle a finalement été levé lorsqu'en 1998, au lieu d'appliquer un taux de 10 % pour les multinationales et des taux bien plus élevés pour les entreprises locales, l'Irlande a décidé d'adopter un taux unique de 12,5 %.

Les EMN ont toutefois pu continuer de bénéficier de dispositions fiscales difficilement exploitables par les entreprises irlandaises. À titre d'exemple, les EMN pouvaient faire en sorte que leurs bénéficiaires soient soumis à un taux d'imposition réduit. Et dans le domaine de la propriété intellectuelle en particulier, ces pratiques ont eu un impact considérable sur le montant global des impôts payés par ces entreprises. En outre, certaines EMN (notamment Apple) ont créé des filiales sans résidence fiscale déclarée. Elles sont ainsi parvenues à ne payer aucun impôt. La commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager, a estimé qu'Apple avait bénéficié d'un traitement particulier de la part du gouvernement irlandais et a enjoint l'entreprise à payer une amende de 13 milliards d'euros. Apple et le gouvernement

Faible taux d'imposition des multinationales – l'Irlande va devoir changer son fusil d'épaule ! @DavidJacobson48



irlandais ont fait appel de cette décision, au motif qu'Apple avait respecté le droit fiscal irlandais en exploitant des dispositions accessibles à toutes les entreprises et qu'en conséquence, l'entreprise n'avait bénéficié d'aucun traitement de faveur. La procédure d'appel prendra un certain temps, mais son issue aura un impact significatif sur l'avenir de la politique d'imposition des sociétés en Irlande.

Depuis la fin des années 1950, les gouvernements irlandais qui se sont succédés se sont tous engagés à soutenir les investissements étrangers, en mettant la fiscalité et d'autres moyens au service de cette politique. Le fait que le gouvernement irlandais se soit joint à Apple pour faire appel de la décision de la Commission européenne n'est qu'un exemple parmi d'autres de cette approche. Même les partis de l'opposition, y compris ceux de la gauche, continuent de soutenir les politiques fiscales irlandaises et les mesures incitatives en faveur des investissements étrangers.

Il est probable qu'un point critique soit bientôt atteint avec la progression vers une approche plus harmonieuse de l'imposition des sociétés dans l'UE, le soutien croissant en faveur du programme d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices de l'OCDE, et la société civile qui s'insurge du peu d'impôts payés par les EMN. Il se pourrait dès lors que l'Irlande et les autres pays appliquant des politiques similaires doivent faire preuve de plus de rigueur dans leur imposition des entreprises étrangères à l'avenir. En mai 2019, lors d'un discours

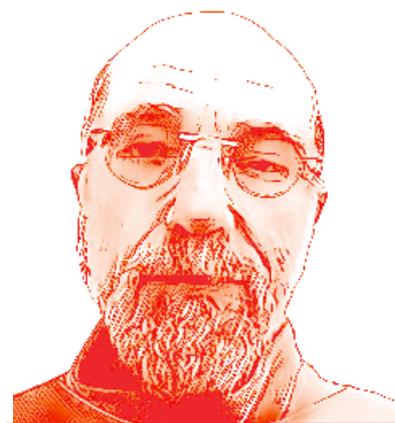
prononcé à la Harvard Kennedy School et au Irish Tax Institute, le ministre des Finances, Paschal Donohoe, a semblé reconnaître l'imminence de ces changements et a déclaré que l'Irlande était disposée à supprimer les dispositions permettant aux EMN de se soustraire à l'impôt. Dans le même temps, il a fermement soutenu le principe de la concurrence fiscale et affirmé que l'Irlande ferait tout ce qui est en son pouvoir pour conserver son taux d'imposition des sociétés de 12,5 %.

Pourquoi l'Irlande défend-elle autant son faible taux d'imposition des sociétés ? La réaction du gouvernement irlandais sera-t-elle suffisante ? La réponse à la première question est que tous les partis politiques, y compris ceux de gauche, soutiennent les EMN car ils estiment qu'elles créent de l'emploi, et notamment des emplois hautement qualifiés. Même les nationalistes soutiennent ce faible taux d'imposition, qualifiant l'opposition des autres pays à cette politique d'attaque contre la souveraineté irlandaise.

“

Le gouvernement irlandais devra soutenir les investissements verts et nationaux dans une bien plus large mesure que par le passé.

”



> AUTEUR

David Jacobson est professeur émérite d'économie à la Dublin City University Business School. Il est président de la Commission de la politique industrielle de la TASC.



Laurent Berger

Ancien Secrétaire Général de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, présentement Secrétaire Général de la CFDT, Laurent Berger est également pour deux ans, le nouveau président de la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

Renforcer les politiques sociales pour contrer les nationalistes

Un entretien avec **Laurent Berger**, réalisé par **Alain Bloëdt**

Quelques semaines après les élections européennes, le coup de massue de la montée de la droite et de l'extrême droite est dur à intégrer. Quels sont les défis qui attendent à présent les progressistes pour reprendre du terrain ? Comment faire barrage aux nationalistes ? Lors d'un entretien avec le Progressive Post, Laurent Berger, nouveau président de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) fait un état des lieux des dossiers à renforcer.

Progressive Post: *Avez-vous trouvé que le social était assez présent lors de la dernière campagne européenne ?*

Laurent Berger: Pour nous, ce n'est jamais assez social. Mais on ne peut pas dire que les sujets sociaux aient été totalement absents de la campagne, du moins en France. Ils étaient peut-être traités de façon superficielle. Si je caricature, tout le monde était d'accord sur la question du salaire minimum. C'est bien, mais comment y arriver, comment le mettre en place ? La campagne européenne est toujours imparfaite pour une raison simple: l'Europe est parfois difficile à expliquer aux citoyens, et les politiques sont surtout tentés d'expliquer que l'Europe est davantage le problème que la solution, même si j'espère qu'ils le pensent intérieurement de moins en moins.

PP: *Comment interprétez-vous les résultats de ces élections européennes ?*

LB: Les résultats montrent en France un Rassemblement National en tête, et ailleurs les partis populistes ou d'extrême droite sont très hauts. Malgré tout, la vague populiste europhobe qu'on pouvait craindre n'a pas déferlé. Ces partis ne parviennent pas à s'organiser au sein du Parlement européen, ce qui est plutôt une bonne nouvelle. Les gouvernants actuels devraient cependant considérer que le boulet passe de plus en plus près.

PP: *Comment faire reculer ces partis nationalistes ?*

LB: Il n'y a qu'un moyen: mener des politiques sociales, à hauteur de femmes et d'hommes, et de faire en sorte qu'un jour, des politiques assument,

#DigitalPlatforms: sans organisation collective, c'est la loi de la jungle. @CfdtBerger





| Le combat syndical nécessite d'avoir une part d'utopie, donc de poursuivre des objectifs ambitieux, et en même temps de redoubler d'efforts et de mobilisation pour les atteindre le plus vite possible.



© shutterstock



dans chacun des pays, des résultats obtenus au niveau européen plutôt que des problèmes soulevés par l'Europe.

PP: *Votre élection en tant que président de la CES intervient alors que se met en place un nouveau Parlement européen. Est-ce le moment idéal pour commencer ?*

LB: D'une certaine manière, oui. Ce nouveau Parlement européen a en effet de nombreux chantiers ouverts qui l'attendent. Ça ne rend cependant pas les choses plus faciles, évidemment.

PP: *Pourquoi ?*

LB: Tout simplement parce que les choses ne sont jamais faciles en Europe, pas plus avec l'ancien qu'avec le nouveau Parlement, même si nous allons avoir une nouvelle configuration. Premièrement, les populistes ne sont pas rentrés au Parlement aussi

massivement qu'ils le souhaitaient, ce qui est plutôt une bonne nouvelle. Ensuite, on voit bien que les équilibres politiques vont être rediscutés avec des « forces pivots » comme on dit, et qu'il faudra trouver des nouvelles formes d'alliance ou de gouvernance entre le PPE, les socio-démocrates, les libéraux et les Verts. Cela peut s'avérer intéressant pour le syndicaliste que je suis et surtout pour la Confédération des syndicats, parce que cela va nous permettre d'accroître le travail avec les parlementaires.

PP: *Justement, cette reconfiguration et l'apparition de nouveaux groupes est-elle plus favorable pour les syndicats ?*

LB: C'est difficile à dire. Ce qui est sûr, c'est que la Confédération européenne des syndicats défend deux grandes ambitions: la redéfinition d'un contrat social en Europe, et l'inscription dans une transition écologique juste. Le fait que les Verts aient acquis un tel poids dans le Parlement européen, mais aussi que des forces social-démocrates restent encore présentes, laisse espérer que l'alliance entre ces deux ambitions puisse se concrétiser.

PP: *Vous êtes un syndicaliste à la voix puissante en France et qui a déjà de nombreux dossiers à traiter au niveau national. Que comptez-vous apporter à la CES ?*

LB: Ce que je souhaite, c'est que la CES s'interroge sur la définition du syndicalisme dans cette période de transformation

“

La CES défend deux grandes ambitions: la redéfinition d'un contrat social en Europe, et l'inscription dans une transition écologique juste.

”

profonde qu'est le XXIème siècle, qu'on se projette dans les formes futures de la CES, qu'on renforce le lien avec les organisations affiliées, et que la CES s'inscrive dans le quotidien militant de nos membres respectifs. Aujourd'hui, être une organisation affiliée de la CES signifie trop souvent se rendre aux réunions à Bruxelles, et un peu tout oublier une fois rentré chez soi. Je veux donc renforcer le lien et soutenir des initiatives, dont deux me tiennent beaucoup à cœur. La première consiste à être capable de faire vivre au niveau européen ce qu'on a fait au niveau français en matière de pacte social de la transition écologique, avec notre pacte du Pouvoir de Vivre conclu avec des ONG et des associations, et qui se transpose assez facilement au niveau européen.

PP: *Quelle est la deuxième initiative ?*

LB: La seconde consiste à remettre la question du contenu et de l'organisation du travail au cœur des préoccupations syndicales et du débat européen. Cette ambition nécessitera de discuter du pouvoir des travailleurs. Je veux vraiment faire en sorte qu'on regarde au-delà de l'actualité, pour positionner la CES dans le paysage européen.

PP: *Dans deux ans, vous terminerez votre mandat de Président. Sur quoi jugerez-vous que vous avez réussi ?*

LB: Si la CES est toujours unie, si nous avons des débats qui concernent le cœur des préoccupations des salariés (ce qui ne nous empêchera pas d'avoir des débats sur la façon de répondre à la Commission ou au Parlement sur certains sujets), et si tout simplement de nouveaux membres nous rejoignent.

“
Être capable de faire vivre au niveau européen ce qu'on a fait au niveau français en matière de pacte social de la transition écologique, avec notre pacte du Pouvoir de Vivre conclu avec des ONG et des associations, et qui se transpose assez facilement au niveau européen.
”

PP: *A la clôture du Congrès européen des syndicats à Vienne, vous disiez du syndicalisme européen qu'il se trouvait à la croisée des chemins. Qu'entendez-vous par là ?*

LB: Je crois que le syndicalisme a besoin de se réinventer, comme à peu près toutes les institutions, du moins en France et en Europe. Si je dis que le syndicalisme est à la croisée des chemins, c'est que je suis totalement persuadé que la société, et a fortiori le monde du travail, ne peut pas se passer du syndicalisme, mais que ce dernier ne peut pas non plus opérer de la même manière qu'avant.

PP: *Quelles sont les pistes de changement ?*

LB: Le syndicalisme doit comprendre comment se passe désormais le recrutement de nouveaux membres, comment intéresser

davantage les jeunes, y compris par des logiques de causes, comment faire peser le rapport de forces, en l'exerçant autrement que par des manifestations, grâce à des alliances et à la qualité de nos propositions. C'est en cela que nous sommes à la croisée des chemins: soit nous continuons notre petit chemin tranquille, et nous irons tous au bout de nos mandats mais vers un syndicalisme déclinant, soit nous donnons l'énergie nécessaire pour rénover le syndicalisme et ses pratiques. C'est ce que nous avons essayé de faire au sein de la CFDT et qui a porté ses fruits. Cela demande beaucoup d'énergie en interne pour s'interroger sur ce qu'on est et ce qu'on veut faire, mais c'est absolument nécessaire.

PP: *Pensez-vous que la CES, comme d'autres syndicats nationaux, soit devenue trop institutionnelle et ait oublié d'autres postures ?*

LB: Je pense qu'une forme d'institutionnalisation guette partout le syndicalisme. C'est d'ailleurs en faisant le constat qu'on devait passer beaucoup plus de temps au contact des travailleurs et répondre à leurs préoccupations quotidiennes qu'on a permis des évolutions internes à la CFDT. Il faut continuer à mener cette fonction institutionnelle tout en la dépassant pour construire une CES beaucoup plus en phase avec les préoccupations des travailleurs. Cela concerne la CES mais aussi les organisations affiliées.

PP: *Par quoi cela doit-il passer ?*

LB: Il faut se montrer concrets, parler de situations réelles vécues par les travailleurs dont la diversité est extrême: entre un travailleur français d'un secteur qui se porte bien et qui dispose d'une bonne convention collective et un travailleur de Roumanie, la situation est différente. Il faut donc faire vivre des coopérations, porter de grandes



| L'équipe de l'ETUC lors de leur Congrès le 24 mai 2019.
Luca Visentini réélu Secrétaire général, Laurent Berger élu Président.

revendications (salaire minimum, chômage...), mais aussi obtenir des résultats à hauteur de femmes et d'hommes, ce dont on est tout à fait capable.

PP: *Salaire minimum, harmonisation fiscale... Verra-t-on des progrès dans ce domaine de notre vivant dans cette Europe ?*

LB: Je ne crois pas que le salaire minimum en Europe soit une chimère que les travailleurs actuels ne verront jamais. Le combat syndical nécessite d'avoir une part d'utopie, donc de poursuivre des objectifs ambitieux, et en même temps de redoubler d'efforts et de mobilisation pour les atteindre le plus vite possible.

PP: *Aujourd'hui, comment arrive-t-on à convaincre un travailleur, en particulier les*

nouveaux travailleurs des plateformes de l'industrie numérique, à se syndiquer ?

LB: C'est une réflexion et une action que la CFDT commence à mener. On commence par le convaincre qu'il est en lien de dépendance économique et sociale. Ce n'est plus un lien de subordination comme au temps des salariés, mais c'est une forme de dépendance très forte. Deuxièmement, on le convainc qu'il a droit à une couverture sociale similaire à celle des salariés. Conditions de travail, droit à la formation, revenu minimum, protection sociale: il y a droit en tant que travailleur.

PP: *Est-ce suffisant ?*

LB: J'ajouterais que sans organisation collective, c'est la loi de la jungle. C'est vrai dans le monde du travail classique, avec des salariés, mais ça l'est encore plus lorsque

votre « patron » est virtuel. La plateforme, aimerait vous faire travailler autant que possible sans vous accorder aucun droit. Le syndicalisme doit offrir des services, une plateforme revendicative, qui donne un sentiment d'appartenance à ces travailleurs pour qu'ils rejoignent les organisations syndicales. C'est ce que la CFDT est en train de construire petit à petit, avec des annonces à l'automne.

#SalaireMinimum #UE Ce n'est pas une chimère que les travailleurs actuels ne verront jamais @CfdtBerger



À LIRE

**Le revenu de base inconditionnel,
une proposition radicale**

par Philippe Van Parijs et Yannick Vanderborght

La Découverte, 2019



“Anticiper un manque à venir de travail porteur de sens”, “éliminer l’extrême pauvreté, préserver la stabilité sociale”, “l’épuisement des ressources naturelles”, “la dislocation des institutions traditionnelles”... Les arguments en faveur d’un revenu de base sont légions mais suffisent-ils à mettre en place un revenu dont les fondements ne sont pas encore posés et ne font pas l’unanimité ? Un revenu encore présent dans la sphère de l’utopie reconnaissent les auteurs.

Par le biais d’une synthèse multidisciplinaire et critique, ils décortiquent et exposent

l’ensemble des possibles applications de ce revenu de base. De ses germes au XVIII^{ème} siècle avec Thomas Spence ou Joseph Charlier, aux projets tests éparpillés dans le monde, les auteurs explorent la faisabilité d’un revenu payé régulièrement, sans condition de ressources ni obligation de travailler. Autrement dit, leur raisonnement semble aboutir à la nécessité d’un changement radical de société.

**Agir sans attendre,
notre plan pour le climat**

par Alain Grandjean, préface Nicolas Hulot

LLL, 2019



Deux évènements ont chamboulé la donne climatique en France: la démission de Nicolas Hulot de son poste de ministre de l’Environnement en 2018 et les “Gilets Jaunes”, mobilisés contre la hausse de la fiscalité écologique. La difficulté à se fédérer pour influencer sur le changement climatique semble d’emblée plus technique que politique. Dès lors, comment combler le retard en matière de lutte contre le réchauffement climatique ? Une fourchette large de 55 à 85 milliards d’euros annuels pour le climat est nécessaire face à deux urgences majeures: l’amélioration des transports durables et la rénovation des logements. Vaste chantier.

L’auteur nous livre un véritable mode d’emploi simple et concis pour rattraper notre retard. Une feuille de route qui fédère.

Le défi eurocitoyen

par Erwan Quinio

Voltaire Editions, 2019



Ras-le-bol des faux discours sur l’Europe et sur les institutions, assez les “europhobes, les critiques systématiques des eurosceptiques et la passivité coutumière des euro-timides”. L’auteur lance un appel citoyen pour relever les défis de notre époque, avec une foi infaillible en l’Europe et dans les mouvements qui l’incarnent. Un constat de l’auteur interpelle: “Sans orgueil, il n’y a ni flamme, ni prise de risque, ni transformation. Non pas l’orgueil vaniteux mais ”celui qui unit désormais de manière volontaire 27 pays dans une aventure humaine hors

du commun.

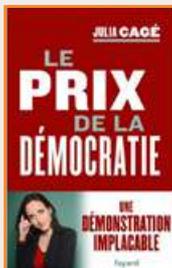
Cet ouvrage, écrit à la veille des élections du 26 mai dernier, reste d’actualité. Il est temps pour Erwan Quinio et pour les Européens de relever le défi citoyen, tout est encore à construire.



À LIRE

Le prix de la démocratiepar *Julia Cagé*

éditions Fayard, 2018

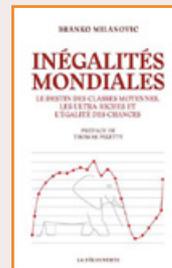


L'État de la démocratie dans le monde, en se basant sur ses financements privés et publics, c'est le tableau dressé par Julia Cagé. Spécialiste d'économie politique, d'économie des organisations et d'histoire économique, elle a notamment étudié la production de l'information et son financement, l'impact de la crise des médias sur le débat démocratique, et récemment le financement de la démocratie, en particulier des partis politiques et des campagnes électorales dans une perspective comparative. C'est donc un véritable panorama de la Démocratie

dans le monde notamment en analysant les cas américain et français quelle nous dresse. Que coûte la démocratie, le financement des partis politiques et des campagnes électorales à notre société ? Quelle est l'influence de ces dépenses sur les résultats des élections et les politiques économiques menées par les gouvernants ? Une véritable enquête pour aboutir à une interrogation: qui, au final, paie ?

Inégalités mondiales: le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chancespar *Branko Milanovic,*préface de *Thomas Piketty*

éditions la Découverte, 2019



Best seller mondial de l'économie, ce livre donne un panorama unique des inégalités économiques au sein des pays. Qu'est-ce qui influence les inégalités ? A coup de schémas et d'exemples concrets, l'auteur met en lien les forces « bénéfiques » (accès à l'éducation, transferts sociaux, progressivité de l'impôt, etc.) et « néfastes » (guerres, catastrophes naturelles, épidémies, etc.) qui ont un impact sur les inégalités entre populations.

Branko Milanovic est un ex-économiste à la Banque mondiale où il a fait l'essentiel de sa carrière. Là, il a amassé pendant

vingt ans des données sur les revenus de la population d'environ 130 pays. De quoi offrir une vision factuelle et complète et surtout définir des solutions pour éviter de retomber dans les mêmes écueils.

**SARKOZY - KADHAFI:
Des billets et des bombes.**par *Fabrice Arfi – Benoît Collombat – Thierry Chavant – Michel Despratx – Elodie Guéguen – Geoffrey Le Guilcher.*

La revue dessinée- Delcourt février 2019.



Une enquête journalistique dessinée sur le financement de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy en 2007 par Muammar Kadhafi, les relations entre la France et la Libye, l'élimination de Kadhafi en 2011 et les suites politiques, économiques et judiciaires de cette affaire.

Cinq journalistes, de Mediapart, de Radio France, et des indépendants, se sont réunis pour réaliser cette enquête.

Servie par le dessin réaliste de Thierry Chavant, cette enquête révèle au grand jour les collusion entre le monde politique, l'industrie de l'armement et de

l'énergie, les grands groupes de médias, les « intermédiaires » et les services de renseignements de divers pays. Un ouvrage à lire, afin de mieux comprendre l'inculpation de N. Sarkozy en 2018 pour corruption passive, financement illégal de campagne électorale et recel de fonds publics libyens.

À PENSER

**Réforme électorale en Slovénie
- Comment atteindre la parité
hommes-femmes des députés élus**

par *Sonja Lokar*

Slovenian Daily Dnevnik on April 26, 2019.



La Cour constitutionnelle demande que le droit électoral soit réformé pour l'Assemblée nationale, sans même mentionner la nécessité d'améliorer les faibles mesures juridiques prises en faveur d'une représentation égale des femmes et des hommes au sein de l'institution. Cet article analyse la discrimination structurelle dont sont victimes les femmes

candidate et propose des pistes pour résoudre ce problème, notamment au travers de mesures juridiques vouées à garantir la parité des sexes parmi les députés élus.

Une analyse comparative des élections aux États-Unis et dans l'UE

par *Ben Raffel*

EUROCITE



Les États-Unis, qui comptent 330 millions d'habitants et enregistrent un PIB d'environ 21 billions de dollars, constituent leur gouvernement fédéral au travers d'un processus électoral long et controversé comme nulle part ailleurs. L'UE, dont la population est de 515 millions de personnes et le PIB de 19 milliards de dollars, forme ses gouvernements à l'aide de processus électoraux totalement différents résultant en des coalitions qui se

reflètent à Bruxelles. Les États-Unis et l'UE rencontrent des problèmes similaires avec leurs électorats respectifs, alors que ce qui différencie leurs protocoles électoraux donne lieu à des résultats différents pour leurs nouveaux gouvernements.

**Le banquier et le citoyen:
l'Europe face aux crises
financières**

par *Michael Vincent*

Fondation Jean-Jaurès



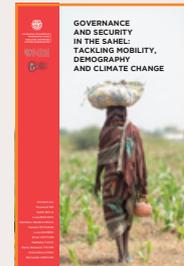
Dix ans après la crise des subprimes, alors que l'euro fête ses vingt ans, les mécanismes mis en place au niveau européen sont-ils suffisants pour faire face aux nouvelles menaces ? La régulation est une affaire trop sérieuse pour être laissée aux seuls banquiers, juristes et économistes et les citoyens ont le droit de se forger une opinion. En démystifiant la finance, en analysant les événements les plus marquants, en apportant données, témoignages

et anecdotes, Michael Vincent rend visibles les dynamiques qui font tourner le carrousel infernal, afin que soient tirées toutes les leçons des dix dernières années.

**Gouvernance et sécurité au Sahel:
S'attaquer à la mobilité,
la démographie et au
changement climatique**

par *Bernardo Venturi*

IAI, NDI, FEPS



Cette publication analyse les facteurs liés à la bonne gouvernance dans la région du Sahel et explore les incidences de la qualité de cette administration sur la gestion de l'évolution démographique, du changement climatique et de la mobilité. Cette étude s'articule autour de quatre grands axes: le premier est l'analyse des facteurs qui sous-tendent la bonne gouvernance au Sahel ; le deuxième porte sur la gouvernance de la mobilité, de

la démographie et du climat ; le troisième propose des études de cas sur le Burkina Faso, le Mali et le Niger ; et le quatrième aborde le rôle des principaux acteurs internationaux dans la région, dont l'UE. Chaque chapitre est assorti de recommandations politiques progressistes clés pour les parties prenantes locales et internationales.



À VOIR

Gilets Jaunes, une répression d'Etat

un documentaire d'accès libre,
2019 par Street Press

“Je me suis levée un matin pour aller manifester et je me suis fait tirer dessus. Comment voulez vous vivre avec ça ?”. Premier témoignage d'une jeune femme marquée au visage par les forces de l'ordre. Nous sommes en France fin 2018. État supposé non policier, le constat est éloquent. Un pas a été franchi lors des manifestations des Gilets jaunes, une manifestation sociale qui s'est transformée jour après jour en carnage. Images prises avec des téléphones portables, images de blessés alternés avec des interviews posées, le parti pris est clair. Une succession de témoignages de citoyens et

de déclarations politiques dont le fossé souligne une répression d'État, comme le titre ce documentaire.

Outre des scènes de matraquages et de pneus brûlés, des représentants de la société civile et syndicale se succèdent pour décortiquer un mouvement né de l'augmentation des prix de l'essence.

Dès l'acte 2 de la manifestation, les discours sont clairs: jamais une telle violence n'a été vécue à Paris.

Un document choc à l'esthétique soignée réalisé par l'équipe de Streetpress, un magazine urbain numérique d'information généraliste.

Europe, dans les coulisses d'une décennie de crise - 1) De l'euro au Brexit - 2) L'Urgence des migrants

une série documentaire réalisée
par Tania Rakhmanova, Tim Stirzaker, 2019

Deux épisodes pour raconter l'Europe d'aujourd'hui. Une première partie retrace la crise financière grecque en passant par le Brexit. 59 minutes pour comprendre les enjeux politiques et humains qui minent les États membres. Sur fond de crise financière grecque, nous assistons à la montée du populisme. Puis deuxième épisode, l'urgence des migrants. En 2015, l'arrivée de milliers de migrants sur les côtes grecques et italiennes met à l'épreuve l'Union européenne. La Chancelière allemande décide sans consulter ses partenaires européens d'ouvrir les frontières à plus d'un million de demandeurs d'asile. D'autres pays s'y

refusent. Une série documentaire qui raconte, entre scènes d'émeutes et analyse politique, 10 ans de crises successives.



Découvrez nos éditions précédentes : progressivepost.eu



FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

Fondation
Jean Jaurès

ISSN 2506-7664
3,00 €